

RENÉ LOTE



LES
NS INTELLECTUELLES
DE LA GUERRE

Librairie académique PERRIN et Cie.


UNIVERSITY OF ST. MICHAEL'S COLLEGE
LIBRARY



LES

LEÇONS INTELLECTUELLES DE LA GUERRE

OUVRAGES DU MÊME AUTEUR

Les Origines mystiques de la « Science allemande » (écrit en 1911, publié en 1913), Paris, F. Alcan. Prix : 5 francs.

La France et l'Esprit français jugés par le Merkur *de Wieland* (1913). Paris, F. Alcan. Prix : 4 fr.

Du Christianisme au Germanisme. L'Évolution religieuse au XVIIIe siècle et la Déviation de l'Idéal moderne en Allemagne (écrit en 1911, publié en mars 1914). Paris, F. Alcan. Prix : 3 fr. 50 (Ouvrage couronné par l'Académie des Sciences morales et politiques. *Prix Audiffred, 1916*).

Germania. L'Allemagne et l'Autriche dans la Civilisation et l'Histoire (1916). Paris-Nancy, Berger-Levrault. Prix : 3 fr. 50. 2e édition.

Le Péril allemand et l'Europe (1916). Paris, F. Alcan. Prix : 1 fr. 25.

En collaboration : *Les Allemands et la Science,* par MM. le Professeur Gabriel Petit, d'*Alfort*, et Maurice Leudet, du *Figaro.* Opinions de MM. Arsène Alexandre, Babelon, Maurice Barrès, M. Boulle, Em. Boutroux, A. Chauffard, A. Chauveau, A. Dastre, Yves Delage, Pierre Delbet, Pierre Duhem, E. Gaucher, Armand Gautier, E. Gley, Grasset, F. Henneguy, Camille Jullian, Félix le Dantec, L. Landouzy, René Lote, Stanislas Meunier, Edmond Perrier, Émile Picard, Pinard, William Ramsay, Salomon Reinach, Charles Richet et Henri Roger. Paris, F. Alcan. Prix : 3 fr. 50.

RENÉ LOTE

LES LEÇONS INTELLECTUELLES DE LA GUERRE

PARIS

LIBRAIRIE ACADÉMIQUE

PERRIN ET Cie, LIBRAIRES-ÉDITEURS

35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, 35

1917

A MONSIEUR
LE BARON ERNEST SEILLIÈRE,
Membre de l'Institut.

L'indépendance et la largeur d'esprit, et cette urbanité intellectuelle qui fut toujours à nos grandes époques la parure du monde savant, est-ce la « rudesse des temps » qui me les fait sembler si précieuses ; et me permettrez-vous de vous dire tout le plaisir que j'ai eu à les retrouver dans vos écrits ? Mais que vaudraient ces qualités mêmes, si elles n'étaient rehaussées par la fermeté du jugement ? Une curiosité accueillante pour tout ce qui est humain, n'exclut pas le souci moral d'en tirer une leçon. S'il y faut le sens du Réel et l'impartialité de l'observateur, il ne faut pas moins savoir affirmer ; car la philosophie de l'Histoire n'est pas un indifférent scepticisme promené par un dilettante au-dessus des nations et des temps. Connaître pour agir : puisque telle est la logique humaine, que

l'étude soit donc une préparation à la vie... On l'oublierait presque, en ce siècle de « spécialisation » desséchante, si parfois quelque penseur, quelque historien qui ose, ne surgissait au-dessus de la foule des « détaillants » de l'érudition, pour dégager la leçon d'énergie humaine qui ressort des vicissitudes de nos destins. Dans l'état de lutte où nous sommes plongés — incessante rencontre de forts et de faibles —, à quelle hauteur de vues ne faut-il pas s'élever, pour dominer le fourmillement d'intérêts, de passions plus ou moins travesties, qui palpite dans les profondeurs des consciences, et forme la trame des doctrines comme des actions ! L'Histoire des Idées, c'est l'Histoire de la vie, avec ses désirs, ses espoirs et ses rêves : il s'agit de le comprendre, de deviner que les instincts de la nature y parlent souvent un langage de fictions. N'être pas dupe, voilà déjà le commencement de la sagesse : démêler sous ces fictions les réalités humaines, apercevoir, sous les « Immortels principes » des démagogues et sous la métaphysique des philosophes, l' « appétit de puissance » qui pousse les hommes au pouvoir, les foules à la Révolution, les nations à la conquête ; démasquer l' « Impérialisme » —

comme vous seul avez su le faire — même quand il se dissimule sous le manteau d'hermine de la « Raison pure ». Certes, n'être pas dupe — sans se payer pourtant d'une vaine ironie, sans se retirer dans la « tour d'ivoire » des Romantiques —, garder toujours l'intelligence curieuse et agissante, qui se sent intéressée à voir clair, et à se diriger sans illusions : Telle est — si je vous entends bien — la supériorité du penseur sur l'artifice des politiciens comme sur la crédulité des foules.

René Lote

PRÉFACE

Au milieu d'une lutte sans précédent, que l'ennemi a rendue « colossale » à force de préméditation et de « méthode », l'Europe, rappelée durement à la réalité, s'aperçoit mieux de jour en jour qu'il faut une véritable science pour organiser, dans la guerre comme dans la paix, la puissance des États. Un État entre tous, jusqu'ici, avait compris quel peut être le rôle national des savants, et s'en était fait une théorie à son usage : l'Allemagne moderne, qui doit son existence même, ses principes, ses ambitions, au Germanisme de ses intellectuels. Certes, l'esprit français ne saurait accepter pour lui-même la concep-

tion de Fichte, du violent philosophe des *Discours à la nation allemande*; non, le vrai savant n'est pas ce prophète fanatique qui imposerait à toute science humaine, *a priori*, sa foi intéressée en la mission providentielle de son propre pays. L'enthousiasme — quelle que puisse être d'ailleurs la dignité de ses motifs — n'a aucune autorité pour établir des convictions raisonnables : ne craignons pas de le répéter même à nos estimables idéalistes, si nous voulons écarter du jugement scientifique toute ingérence d'idée préconçue ou de passion, principe d'une aberration que les pangermanistes avaient poussée jusqu'aux limites de la démence. Il n'est pas de crise politique, il n'est pas de péril, il n'est pas de guerre, qui doive altérer cette appréciation de la vérité : en général, tous les événements qui sont de nature à troubler l'esprit ne rendent que plus précieuse — parce que plus rare — la sérénité sans laquelle il n'est point de science.

Mais cette suprême vertu intellectuelle — qui n'est pas éloignée de ressembler à la

possession de soi-même en face du péril, ne se ramène nullement au scepticisme, elle ne sert que de garantie à l'indépendance du jugement, pour laisser à celui-ci toute son impartiale rigueur. La science, ainsi, ne dessèche pas la pensée : elle la libère peut-être des passions communes, elle lui évite de subir l'entraînement des préjugés en cours — mais elle ne lui défend pas de se rencontrer avec le sentiment de la foule, quoique par un autre chemin. Tandis que les littérateurs favoris du public mettent souvent tout un art à enjoliver leurs rêves, leur espérance, leur « optimisme » — ou à l'occasion leur « pessimisme » — selon les tendances du jour, le labeur solitaire du savant qui s'abstrait des courants de l'opinion au point de les considérer eux-mêmes comme un sujet d'étude, n'est pas non plus sans poésie. Ce n'est point là, pourtant, se croire « au-dessus de la mêlée », si l'on désigne par cette formule l'attitude peu scientifique qui consisterait à se réfugier en terrain « neutre », ou plutôt dans les nuées de ses

immuables utopies, par crainte de prendre parti, de juger des faits établis, une préméditation cynique, des crimes cent fois attestés. Si la civilisation, qui n'est pas un vain mot, doit être défendue contre ses ennemis, que vaudrait la science qui viendrait dire qu'en pareille matière on ne peut prononcer où est la vérité, et où le mensonge, qu'il n'y a pas de « bonne cause » dans un tel conflit, et qu'une grande nation ne saurait avoir ni raison ni tort, quand elle en combat une autre les armes à la main ? Si jamais un conflit entre peuples a comporté quelque certitude en ces questions de haute justice, c'est la grande guerre qu'a imposée le Germanisme à ceux-là même à qui la guerre faisait horreur. Une des tâches les plus nécessaires des savants d'aujourd'hui est précisément de reconstituer l'histoire de cet inoubliable danger que l'humanité a couru, puisque trop de savants d'hier ont négligé d'en avertir à temps leur patrie.

René Lote

CHAPITRE PREMIER

QU'EST-CE QUE LA « CULTURE » DANS UN ÉTAT FORT ?

Tout se tient, dans le « mécanisme » de l'Histoire générale comme dans celui de la Nature : il faut bien répéter, puisqu'on la méconnaît, cette simple vérité si féconde. Sans doute, pour la commodité de l'étude, toute érudition doit avoir ses spécialistes ; mais le danger est qu'ils ne voient plus au-delà de leurs catégories artificielles, et que la vie d'ensemble leur échappe. On a trop dissocié, par exemple, l'Histoire intellectuelle et politique : comme si, dans l'existence des peuples, les idées étaient sans rapports avec les actions... Au contraire, ne séparons pas les doctrines et les milieux où elles se développent, où elles sont destinées à agir : ne

perdons pas de vue leurs relations vivantes, et nous apprécierons mieux le sens réel de ces doctrines, et par là même l'état moral des sociétés.

On peut donc chercher dans certaine philosophie d'un peuple, et jusqu'en ses théories scientifiques, des indications sur son état d'esprit, sur sa façon de voir et de vouloir : en un mot, sur son idéal ou sa civilisation. Cette méthode nous a semblé parfaitement applicable à l'Allemagne romantique de la fin du XVIII[e] siècle. En étudiant « les Origines mystiques de la Science allemande », il s'agissait pour nous, plusieurs années avant la guerre inévitable, de remonter à ses causes lointaines, d'élucider le Germanisme et d'en démasquer les fictions dangereuses — qui reposent en effet sur une certaine philosophie de l'univers. On semble plus disposé à l'admettre depuis les révélations de 1914. Il apparaît bien en effet que l'Allemagne a puisé dans sa « Science allemande » ses méthodes d'expansion et aussi son fanatisme.

On voit par ce tragique exemple à quel point les idées — vérités ou erreurs — mènent

les États, les organisent ou en compromettent la sécurité. Si la destinée du Germanisme donne à réfléchir, il y aurait presque autant à dire, sur le même chapitre, de notre latinité lumineuse et aimable : mais en quel sens différent ! Ce serait pleinement à sa louange, si l'esprit de prévoyance avait toujours soutenu ses hautes qualités. Or, tout se paie : pour favoriser une agression ennemie, il n'est rien de tel que l'imprudence de la victime... Vis-à-vis du péril allemand, on connaît l'histoire des civilisés d'Europe : souvent, c'est l'intelligence facile, l'idéalisme satisfait, ce sont les imprudences... Trois époques, d'ailleurs encore brillantes, en ont fait la preuve à nos dépens. Une première fois, sous le règne néfaste de Louis XV, une défaillance de l'esprit national en France permit à Frédéric II de se jouer de nos philosophes. Puis, après l'Épopée impériale et la « chute de l'Aigle », la nouvelle génération inquiète et rêveuse accepta d'une autre philosophe, Mme de Staël, dupe de la pensée allemande, quelques illusions mortelles. Et enfin sous la troisième République la vigilance de l'esprit français,

guide traditionnel de l'Europe, s'était endormie encore dans une sécurité trompeuse.

L'Histoire de la Science française, surtout en ces derniers temps, ne fut pas sans offrir elle-même maint indice de ce laisser-aller fatal, gaspillage involontaire des dons de l'esprit. On a vu trop longtemps la plus intelligente nation négliger ses propres ressources d'intelligence, délaisser ses Universités, ses savants, décourager l'initiative, abandonner à la médiocre Allemagne, à ses riches laboratoires, à ses professeurs favorisés, à sa multitude de jeunes privat-docents, l'exploitation scandaleuse de nos belles découvertes. Il a fallu un conflit armé, des mois de luttes et de tâtonnements, pour qu'on aperçût devant le péril ce que pouvait être l'utilisation de la Science dans un état fort, jusqu'en les diverses industries de guerre ; et même à quoi servait la « Culture allemande » dans les pays neutres. On fut ainsi édifié sur le rôle essentiellement pratique et national du « Herr Professor », dont le pédantisme à lunettes avait tant prêté à rire... Ce n'est pas à dire qu'on n'ait point travaillé, dans nos Universités de pro-

vince, malgré de pauvres moyens, devant l'auditoire restreint de nos Facultés des Sciences et des Lettres, ou même à Paris, parmi l'indifférence d'une opinion publique trop distraite des choses sérieuses, trop insouciante de toute valeur qui ne fût pas consacrée par la presse ou débitée en conférences mondaines... Certes, on a travaillé pourtant. Mais si le public ne fut pas exempt de légèreté, nos « intellectuels » avaient-ils tous pris la bonne voie pour l'avertir, et d'abord pour voir clair eux-mêmes ? Il est permis d'en douter. N'y eut-il point quelque abus d'une érudition sans discernement, par où les gens sérieux croyaient se hausser à l'impassibilité scientifique, imiter le labeur « impartial » de nos voisins, le fameux « désintéressement » de l'Allemagne savante ? Que dire surtout de cette méfiance envers les qualités françaises, envers l'intelligence judicieuse qui nous eût si bien défendus ? D'ailleurs, comme on ne saurait tout de même se passer d'idées et de raisonnements, on se lançait avec une espérance toujours nouvelle dans la discussion de philosophies innombrables, qui ne pou-

vaient éclore que dans l'ignorance des réalités pressantes du lendemain. Et, de fait, l'échéance brutale de 1914 surprit presque tout le monde : car la vaine philosophie a en commun avec la vaine érudition l'aveuglement qui hâte les catastrophes.

Ainsi la somnolence ou la cécité des milieux intellectuels, chargés de renseigner la nation, a pour conséquence la frivolité du public. Celui-ci, ne se sentant pas dominé par leur direction vigilante, se désintéresse du haut Enseignement, autant que l'État lui-même... Tel n'était pas le cas en Allemagne, où les industriels, l'armée, et jusqu'au peuple, respectaient dans les professeurs d'Universités, artisans du progrès scientifique, les pourvoyeurs de la richesse et de la force allemande. Chez nous, en revanche, le crédit qu'on refusait au monde savant, on l'accordait avec libéralité à la Littérature et à l'Art : mais à quelle Littérature ? c'est-à-dire que les gens pressés, à défaut d'enseignements, se contentaient d'inspirations : le savoir-faire usurpait la place des compétences. Il n'était plus question que de talent... et tout le monde en avait : de

l'immoraliste souriant — pour théâtres de boulevard, au psychologue anodin — pour Revues bien pensantes ; ou de l'orateur socialiste au romancier patriote. Qui croire, à ce jeu d'impressionnisme ? et comment discerner le vrai ? Chacun suivait son parti avec une égale passion : on se créait des modes intellectuelles, et les journaux décidaient... en attendant l'autre décision, celle de l'Histoire, la « surprise » de fin Juillet 1914, obligeant la France à un sursaut d'énergie d'ailleurs splendide. Et lui-même certain réveil national dont on parlait çà et là depuis quelques années avait engendré un sentiment de confiance mystique, qui allait nous endormir de littérature après l'héroïsme de la Marne, au moins durant des mois précieux, dans une trop idéaliste ignorance des conditions matérielles de la victoire.

On le voit, les idées d'un milieu, son éducation intellectuelle, ne sont pas sans effets en politique. C'est ce qui nous faisait dire que tout se tient en Histoire, de l'Idée à l'action.

Il y a donc mieux à faire que de contempler les œuvres de littérature comme des

fleurs surnaturelles, semées à travers le temps au gré du talent capricieux. L'imagination des poètes est un aspect de l'état des esprits ; leur sensibilité laisse deviner les habitudes d'un temps, la morale reçue, les idées du jour, une génération amollie ou généreuse : et voilà, si l'on veut, le miroir d'une nation. Toute idée, de près ou de loin, est cause ou conséquence d'une certaine manière de vivre. Nulle fantaisie d'art, nul éclair de génie, qui ne soient des indices d'une psychologie, et des traits d'Histoire ; aucune théorie dont on puisse dire, en dilettante, qu' « après tout elle est indifférente pour l'action ». Car les jeux du dilettante lui-même ont un sens et un nom dans la destinée des États : cet aimable dédain de l'utile n'est qu'une lassitude qui démoralise, et qui corrompt l'âge viril des peuples par un avant-goût de décadence.

Donc, si l'Histoire intellectuelle éclaire l'Histoire politique, l'inverse n'est pas moins vrai : si la Littérature joue un rôle dans la vie des sociétés, c'est à une telle œuvre qu'on la jugera. Elle y fait ses preuves, elle y révèle

ses mérites ou son inanité coupable. Par elle-même, elle ferait illusion ; mais qu'on la suive jusqu'à ses conséquences, aux actes qu'elle inspire : alors, plus de vains prestiges; elle apparaît humainement, bonne ou mauvaise conseillère, susceptible de vérité ou d'erreur, comme toutes les conceptions de l'esprit. Et l'on peut dire d'elle avec assurance : elle a égaré, ou elle a bien agi. Voilà un *criterium* naturel dont les historiens n'usent guère, bien que l'expérience le mette à leur portée : car ils sont aveuglés souvent par leur affectueux respect envers les œuvres qu'ils analysent ; et les plus fins des érudits sont comme d'indulgents « amateurs » qui ne sauraient se prononcer. Tout autre serait le point de vue du naturaliste, qui définit avec une sérénité implacable les aberrations les plus séduisantes dans la vie des espèces. C'est lui qu'il faut imiter... Ne soyons pas dupes du spectable divers, et parfois charmant, que nous offrent les utopies humaines au cours des Littératures. Sans doute, la floraison intellectuelle des siècles les plus corrompus est un régal aguichant pour les amateurs de curiosités

mentales. Combien d'artistes véhéments ou subtils, ironiques ou enchanteurs ! De là, l'impressionnisme des critiques d'art... Mais que l'historien ait enfin son tour ; à lui de se demander : Que prétendaient ces hommes de talent, et qu'ont-ils fait ? isolés, que suggéraient-ils à l'avenir ? chefs d'école, que proposaient-ils à leur temps ?

Rappelons toujours aux écrivains que sans être tous des éducateurs, ils donnent en exemple certaine manière de vivre et la rendent séduisante par le prestige du talent. S'ils restent, pour une part, tributaires de leur milieu, en échange ils le modifient. Ils reçoivent des inspirations et ils en donnent. Ils ont une action sur les esprits, une responsabilité : on l'oublie trop ; et souvent ils badinent comme s'ils l'oubliaient eux-mêmes... On aurait moins de complaisance pour ces élégants de la Littérature si l'on s'avisait, après l'épreuve du temps, de leur demander compte de tous les sophismes qu'ils ont modulés d'une voix flatteuse. Mais il faudrait s'en donner la peine, et, pour instruire — ô scandale ! — renoncer à plaire : or certain public

mondain, qui a l'heureux privilège de garder une âme enfantine à travers les pires catastrophes, aime mieux les esthètes que les censeurs... Il est donc malheureusement difficile, en tout pays, de ramener au bon sens les plaisirs intellectuels, et d'y mêler une sagesse utile, qui serait de bonne politique. Pourtant la Prusse, avec ses esprits moins déliés mais tenaces, n'a jamais perdu de vue depuis le XVIIIe siècle que la Littérature et l'Art donnent une éducation nationale, et sont comme la Science « affaires d'État ». De même qu'elle accaparait ses savants — en faisant du reste beaucoup pour eux —, elle s'est arrogé peu à peu le monopole de toute la pensée allemande. La grande Guerre, jusqu'ici, a prouvé surabondamment cette quasi-unanimité dans le Germanisme... Chez nous, par contre, on ignorait trop le souci de l'utile; d'ailleurs, que savait-on des réalités européennes? On écoutait des littérateurs.

Le moment est venu de mieux juger. Jamais les illusions d'art, comme aussi les utopies de la vaine politique, n'ont fait faillite plus désastreuse. Jamais une longue guerre ne fut

si pleine d'enseignements, ne montra mieux les conditions de la puissance d'un État, qui est affaire de discipline et de matériel, d'instruction nationale, de persévérance et de science. Voyez la réussite prodigieuse de la pédante Allemagne jusqu'au coup de force de 1914, et, sans admirer ni haïr aveuglément, observez quel labeur elle a mis au service de son « Germanisme » odieux. Que deviennent donc les fictions suggérées chez nous naguère par une paresseuse insouciance, ces rêveries trompeuses — autant qu'enchanteresses — de fraternité, d'âge d'or et de paix perpétuelle ? Y a-t-il une science, et même une littérature, à qui soit permise une telle ignorance des réalités ? Quelle idée se faisait-on des passe-temps de l'esprit ? une idée fausse de dilettante, à qui manque l'expérience historique ou simplement le bon sens de l'observateur. Les jeux les plus poétiques de la sensibilité humaine ont un sens dans la vie des sociétés : le passé en fournit le continuel témoignage, jusqu'à l'exemple des désillusions récentes. Ne dites pas que telle ou telle forme d'art importe peu pour la

direction de la cité : aucune façon de sentir n'est sans effet ni cause ; tout est indice d'un état d'esprit, en même temps qu'élément d'action ; encore une fois, tout se tient dans la « Mécanique » de l'Histoire. Les œuvres d'imagination, dont vous goûtez innocemment la fantaisie, ont en fin de compte une portée politique, qui les soumet au contrôle de l'expérience. C'est ainsi qu'on juge à leurs effets les modes littéraires : leur valeur s'y manifeste sans phrases, à la clarté de ce qu'elles ont produit.

Le critique devient ici un observateur qui interprète les doctrines en fonction de leurs milieux : il lit en elles les espérances de générations ou leurs angoisses maladives. Car tout se ramène à la réalité : et l'idéal des poètes n'est que le symbole d'une manière de vivre. La mythologie grecque, par exemple, n'exprime-t-elle pas en sa variété lumineuse l'intelligente curiosité d'un peuple tolérant et aimable, mais à l'esprit gâté par cette dispersion insouciante qui fut si fatale à la République athénienne ? Rome, au contraire, implacable et colonisatrice, c'est le culte familial, la vertu

domestique, c'est la volonté de Caton, puis le génie tenace de César. Rome à l'apogée, Rome placide et déjà lasse, c'est Virgile. Mais c'est aussi Horace, l'indulgent Epicurien... Enfin, avec les folies « esthétiques » de Néron, la puissance romaine est près de l'agonie : la spécieuse théorie de « l'art pour l'art » invite aux plaisirs déréglés de la décadence. Dans la mollesse des orgies, les maîtres s'avilissent au-dessous de leurs esclaves, et les « barbares » du cirque seront un jour les maîtres du Capitole... Or voici que plus tard, sur ce monde pourri, fécondé par les invasions germaniques, fleurit en quelques siècles l'idéal des chevaliers chrétiens : l'épopée des croisades revit dans le lyrisme de leurs troubadours... Et puis on sort du Moyen-Age. La Renaissance fait refleurir les arts, pendant que les voyages des navigateurs vont documenter les sciences d'observation : il y a, dans tout cela, du péril et des éléments de sagesse, pour l'esprit humain comme pour les sociétés. Les civilisés d'Occident n'abuseront-ils pas d'une certaine curiosité mobile et sceptique, qui, au lieu

d'exercer le jugement, le décourage, et ne lui apprend qu'à douter de lui-même? Il est une façon de sourire, d'objecter, d'opposer tout à tout, sans se prononcer jamais, qui peut sembler charmante aux lecteurs modernes de Montaigne... mais qui par bonheur ne fut longtemps qu'une parure superficielle, laissant intactes les belles énergies françaises pour le siècle de Louis XIV. Soutenir notre héritage romain et renouveler la civilisation, tel était alors l'intérêt de la puissance française, autant que notre devoir européen. Évidemment, l'art des grâces ne pouvait y suffire... bien qu'il ait aussi son utilité dans la diplomatie d'une aimable nation. Il y fallait la méthode et l'autorité de la raison : non moins que Richelieu ou Colbert, et par des facultés semblables, nos classiques s'employèrent à dominer l'Europe, qui respecta en Descartes et Boileau les ordonnateurs de sa pensée. « Autorité », disons-nous ; mais il n'y a rien, dans cette attitude, qui s'oppose à l'esprit de science, à l'universelle curiosité de l'homme moderne. C'est au contraire le génie du bon sens qui donnait tant de fer-

meté au jugement de Molière; et c'était aussi du bon sens, en vérité, que la vertu parfaitement raisonnable des héros cornéliens, cette robuste vertu qui démasque l'insidieux argument de la passion. Aussi peu romantique est la sagesse expérimentée de La Fontaine, dont le sourire champenois n'amollit point le jugement, n'émousse jamais le trait qui corrige, la morale qui affermit. Ici, les qualités de l'observateur, sérénité, clarté, précision, font pressentir l'admirable développement que prennent en France, au siècle suivant, les sciences expérimentales : Lavoisier, par toute sa manière, sera un classique digne du grand siècle. Ainsi, jusqu'à nos jours, grâce aux vrais maîtres de l'esprit français, la bonne tradition se perpétue.

Mais on dirait que cette sagesse, qui continue à bâtir sur l'expérience, ennuie quelque peu la France de Louis XV; que le relâchement des mœurs s'accompagne d'un relâchement de la Raison; ou qu'à la faveur même de l'extension prodigieuse des connaissances, des esprits plus imaginatifs que réfléchis se mettent à divaguer doucement.

Le mal est répandu peu à peu dans la Littérature entière, par des écrivains dont la fantaisie fait illusion. Il semble que leur sensibilité soit lasse de l'ancienne discipline, et impatiente des ivresses de la Liberté. Entre l'intelligence méthodique et les horizons soudainement élargis par les voyages et les découvertes, passent des nuées d'utopies. Dans cette crise dangereuse de renouveau, on paraît gagné par un attendrissement voluptueux, d'où surgit vaguement une espérance d'Évangile. Ici se manifeste étonnamment la portée politique des mouvements d'idées. C'est en invoquant les « vertus » spontanées de l'état de nature, dans ses promenades solitaires, que le « sauvage » et tendre Rousseau nous a promis un chimérique âge d'or : effet du tempérament sur les utopies, et des utopies sur une Révolution. Or le tempérament, chez Rousseau, ne faisait que mettre en valeur des idées ambiantes, déjà développées par des historiens de la civilisation et par une Franc-Maçonnerie humanitaire. On voit là, en ce XVIIIe siècle, un même ensemble où tout s'enchaîne : des théories intellec-

tuelles aux espérances sociales, de celles-ci à la politique française et au bouleversement de l'Europe.

Ainsi l'on aspirait à revivre, du sein d'un régime en décadence. Tel est le privilège d'un heureux tempérament qui fit toujours la France si apte à se ressaisir. L'idéal révolutionnaire, en sa prime jeunesse, grisa nos aïeux d'une fiévreuse énergie. Ces hommes nouveaux retrouvèrent devant le péril national, au mépris de l'héritage utopique des « philosophes », l'audace de l'expansion par les armes. L'élan était donné. Aussi, quand la première République fut tombée de l'excès de « vertu » à l'excès des vices, de la Terreur implacable à la luxueuse anarchie du Directoire, Bonaparte n'eut pas de peine à faire vibrer encore l'instinct guerrier de la nation. Servies par le prestige du conquérant organisateur, les idées de la Révolution marquèrent tous les peuples d'une si forte empreinte, que Metternich et ensuite Bismarck n'en ont même pas aboli les vestiges au centre de l'Europe. Mais longtemps après 1815, à la faveur de notre humiliation et peu

à peu de l'oubli, quand on pardonna à la Prusse la sauvagerie des soldats de Blücher, quand nos libéraux désertèrent le culte de Napoléon par hostilité au Second Empire, alors le pacifisme de Rousseau et de Mme de Staël se réveilla dans les cœurs, amollis de nouvelles illusions... Notre politique a donc vécu plus ou moins de cet Évangélisme sentimental, depuis le XVIIIe siècle où l'instinct de rêverie déborda la Raison classique et, dans la décomposition de l'ancien régime, parut la « Vérité » de l'avenir : de même qu'à la fin du monde antique l'avilissement de la puissance romaine avait assuré la fortune du christianisme naissant. Mais ensuite, combien l'Idéal de la France de 89 avait bénéficié de l'Épopée impériale, aux yeux des peuples... C'est ce que voulurent oublier pourtant certains pieux disciples de la Révolution, trop confiants dans l'autorité morale des « immortels principes » pour accepter cette leçon de puissance, trop férus de la « Justice immanente » pour la vouloir toujours armée. Ceux-là ont entretenu, chez tels citoyens de la troisième République, une singulière confu-

sion d'élans généreux et d'illusions sur l'état de l'Europe.

En vain nous avions sous les yeux une force moderne d'oppression, l'Allemagne active et ambitieuse, instruite et forte, née de nos erreurs et de nos désastres. La leçon de 1870 n'avait donc pas suffi ? Fallait-il encore la Grande Guerre ? et a-t-elle dessillé tous les yeux ? — Combien différent est le destin de cette Allemagne, qui aux premiers jours d'août 1914, après un siècle et demi de préparation savante, s'est démasquée à la stupeur des nations ! Sa politique fut pour ses voisins une duperie perpétuelle, et vraiment trop aisée : comme si, depuis notre époque classique où le raisonnable génie français voyait si clair au dehors, l'esprit européen, mal averti par nous, était tombé peu à peu dans des utopies d'enfance. On eût dit que depuis lors l'énergie nationale, et même le sens politique, avaient déserté trop d'intelligences françaises distraites des réalités extérieures, pour devenir l'apanage d'un peuple lent et obstiné. Au seuil de l'époque contemporaine, dans la crise intellectuelle où naquit la Révolution

française, est né aussi le Germanisme, comme un nouvel Évangile : non pas généreux et optimiste, mais débordant d'une avide ambition. Sans doute, il gardait les défauts de sa barbarie. Mais on le munissait de tous les moyens d'action propres à l'imposer à d'idéalistes voisins.

Loin de nous la pensée d'attribuer aux Allemands le secret de l'organisation, et une intelligence « ordonnatrice » supérieure au talent français. Cette simple supposition fait hausser les épaules quand on a vu de près la médiocrité de leurs méthodes intellectuelles, le fatras de leurs thèses d'érudition touffue et de leurs journaux à douze pages et plus ; quand on a comparé les lenteurs confuses de la Science allemande avec la vive précision des œuvres de chez nous. L'intelligence nette et bien ordonnée serait donc le propre du Français plutôt que de son lourd voisin : or elle n'exclut ni la patience ni l'exactitude, qui ont toujours présidé aux créations immortelles de nos grands hommes de science et d'action. Aucune des vertus organisatrices — même des plus laborieuses — n'a manqué à Richelieu, à

Colbert et à Napoléon, ni, hors de France, à un Dupleix ou aux admirables conquérants coloniaux de la troisième République. Seulement ces dons incomparables n'ont pas trouvé ici, à toute époque, un milieu propice à leur plein épanouissement. Notre Histoire en fournirait cent exemples et peut-être mainte explication... Il est raisonnable de conclure, en tous cas, que les Allemands bénéficient d'un régime qui met en valeur des facultés médiocres, tandis que chez nous des talents supérieurs se trouvaient paralysés ou réduits à néant.

Qu'a donc le Germanisme à son service ? un génie lumineux et créateur ? bien moins que cela : seulement un peuple instruit qui s'applique à utiliser les progrès scientifiques avec la plus avantageuse discipline. Ne cherchez pas ailleurs le secret de l'État allemand. Cette nation fanatique — mais qui emploie son fanatisme à des besognes d'utilité — est ainsi devenue brutalement une nation bien moderne. Quel est le principe ? Pas d'égalité chimérique : mais des facilités spéciales pour toutes les compétences. Aux Universités et à

leurs professeurs savants, sur qui repose tout le système de préparation nationale,il faut les meilleurs laboratoires et les bibliothèques les plus commodes,de larges ressources,de l'autorité et de l'influence. Quand l'opinion publique, dûment éduquée dans les écoles et par les journaux, sait ce qu'il faut attendre de la Science, les Facultés et les Instituts techniques regorgent d'étudiants, qui mettront à profit les progrès pratiques aux dépens de l'étranger... Aussi les dernières inventions, mises au point par les spécialistes, se réalisaient immédiatement dans toutes les branches de l'activité économique, de même que pour la préparation militaire : rien n'y manquait de ce qui fût connu, dans le matériel de guerre ou de paix, pour l'armée comme pour l'industrie. Et voilà la « Kultur » : le barbare s'était « cultivé » matériellement, en toute hâte, dans l'espoir de surprendre et de dominer ses maîtres d'hier, les civilisés du monde latin. Dès lors, outre-Rhin, la prospérité ne pouvait qu'accroître la folie mystique des grandeurs. On s'explique fort bien les insolences de ces âpres parvenus, et leur élan

vigoureux vers la conquête mondiale, à la faveur des négligences de notre vieille civilisation. A celle-ci de se ressaisir, de tirer la leçon intellectuelle de l'horrible guerre... et surtout de s'appliquer cette leçon avec une persévérante sagesse.

CHAPITRE II

La Vérité n'était pas de mode...

Un des plus vigoureux esprits que les Sciences naturelles aient donné à la philosophie, M. Félix Le Dantec, publia en 1911 un des livres dont il a le secret — un secret sans aucun mystère —, et qui font l'effroi des flatteurs d'utopies, par cette sincérité celtique où s'exprime une intelligence bien française. Le titre, à lui seul, annonçait déjà l'ironie de l'observateur et l'indépendance du vrai savant : *L'Égoïsme, seule base de toute société*. Les littérateurs, qui croient volontiers à la recherche du paradoxe, auraient bien voulu ne voir ici qu'une thèse à effet, analogue à la maxime de notre La Rochefoucauld : « les vertus se perdent dans l'intérêt, comme les fleuves se perdent dans la mer ». Mais le naturaliste, plus soucieux de la critique des idées que de celle des intentions, dénonçait moins — pour le

moment — l'hypocrisie (1) que l'utopie. Seulement, peut-être les illusions sociales qu'il visait ne se sentirent elles pas tout à faire sincères ; sans doute aussi l'auteur leur montrait parfois qu'il n'était point leur dupe : toujours est-il que les philosophes du jour, piqués au vif, se vengèrent en criant à l'« anarchie », défendirent la société calomniée, ses saintes conventions mises en doute, et réclamèrent au nom de la faiblesse humaine le droit aux « illusions bienfaisantes » des métaphysiques. On peut voir, par ce seul exemple, si la vérité était de mode avant la guerre.

Ainsi juge le monde : il préfère nier les vérités qui l'atteignent ; ou, lorsqu'il ne l'ose plus, quelques flatteurs viennent proclamer l'utilité de son erreur ; en ces dispositions d'esprit, il aurait du mérite à ne pas leur donner raison. Si par malheur un ouvrage bien pensé l'oblige momentanément à un examen de conscience, il dira avec humeur que de tels écrits ont une forme trop blessante pour les délicats... Un autre argument

1. bien que celle-là aussi dût avoir son tour (cf., du même auteur, *Savoir*, Paris, Flammarion, 1917).

est de répondre qu'ils sont simplement ennuyeux : objection toute trouvée à l'adresse des gens sérieux qu'on ne veut pas entendre. Combien on leur préfère de jolies fadaises en style du jour, dans telle bonne Revue qui ménage sans une note discordante les opinions imperturbables de ses lecteurs ! Ou, dans les grandes circonstances, on s'offrira le piment d'un livre paradoxal, parsemé d'idées justes, mais avec cette pointe de scepticisme où se révèle, dans le terrible écrivain « révolutionnaire », un auteur « bien parisien » qui s'est amusé à faire peur à son public, à seule fin de le distraire un peu... « Faites un roi, sinon faites la paix » : ainsi s'exclama soudain un de nos spirituels députés, en pleine quiétude d'avant-guerre. Quel événement, quelle manifestation de librairie ! Le pamphlet eut grande faveur dans les meilleurs milieux, sans causer plus d'émoi qu'il ne convenait pour le bon ton des discussions littéraires. L'auteur démocrate, qui s'était improvisé monarchiste au moins par humour — le temps de donner une leçon aux autres en badinant —, se garda bien d'abandonner son siège de socialiste unifié,

ou de changer le sens de ses votes ; et pareillement la plupart de ses lecteurs gardèrent leur opinion comme devant. Le « livre à lire » avait eu son temps : à qui le tour ?

Assurément, ce serait calomnier nos écrivains que de les croire incapables de sincérité. Toutefois il semble que cette exquise qualité ait été surtout le privilège d'époques où la littérature, peu répandue, peu vulgarisée, était moins soumise à l'opinion publique, et davantage au jugement des gens de goût. Comment s'étonner, aujourd'hui, si de nombreuses Revues à grand tirage ont le souci de ménager un public adulé donc exigeant ; et si elles imposent le respect de ces mêmes exigences à la foule postulante des auteurs de manuscrits ? Ici comme ailleurs, on subit le règne de l'opinion — et si docilement, avec une telle résignation, qu'on finit par le trouver naturel et juste, comme tant d'habitudes invétérées... Pour s'apercevoir qu'il en pourrait aller autrement, il n'est rien de tel que de voyager, ou de laisser parler certains étrangers non-Allemands, mais qui à vrai dire sont de culture plus germanique que française.

Sans les prendre pour des oracles — comme le voulait l'autre snobisme, celui du temps de paix — demandons humblement au snobisme de guerre la permission de citer leur intéressant avis, en ce bon pays de France où l'on fit toujours si indulgent accueil aux opinions les plus variées... Du reste, un peu de contradiction porte toujours à réfléchir. Et déjà la surprise que manifeste l'étranger devant nos mœurs nous avertit fort à propos (lui fussions-nous infiniment supérieurs) que la « grande nation » n'est pas le seul peuple de la terre, et qu'elle doit compter — au moins par politique — avec le jugement d'autrui. Or un grave sujet d'étonnement, pour les nombreux « paysans du Danube » qui aimaient bien la France mais à travers leur éducation allemande, était le prestige accordé par le public aux orateurs, aux journalistes et aux gens de théâtre. Ou plutôt ils s'étonnaient non pas de l'estime, voire même de l'engouement, dont bénéficiaient « dans leur spécialité » les virtuoses de la phrase ou du geste : mais que des hommes compétents dussent trop souvent recourir à de semblables arti-

fices de forme pour se faire entendre d'un public « instruit » ; et qu'on demandât à ceux-ci — même à eux ! — de plaire avant d'« avoir raison ». Faut-il tant de précautions oratoires, s'écriaient-ils, pour exprimer les vérités acquises par le travail scientifique, les seules vérités dont un lecteur sérieux ait à tenir compte ? Non, mais combien il en faut par contre, pour les accommoder aux exigences littéraires d'un milieu raffiné, qui craint l'effort et l'ennui ! Un de mes amis, ayant fait un article historique sur le plus prodigieux des écrivains naturalistes qui — comme on sait — ne sont plus « les maîtres de l'heure », ne songea même pas à chercher place pour son article en France, où une Revue « respectable » ne l'eût pas admis, tant à cause de la documentation compacte que de l'inopportunité du sujet. Bien entendu, ni l'appareil d'érudition, ni même le sujet, n'étaient de nature à rebuter un éditeur allemand, dès l'instant que l'auteur présentait la garantie de ses titres universitaires et d'une compétence déjà établie. L'article fut donc accepté en Allemagne par un périodique hospitalier, dont

on retiendra cette coutume fort avantageuse aux érudits de toute nationalité : chaque dissertation y était publiée dans la langue de l'auteur, s'il en exprimait le désir... Dans une Revue similaire d'outre-Rhin, notre compatriote fit même insérer un article vibrant sur notre gloire militaire. On jugera, par ces exemples, du soin que prenaient nos voisins de se concilier les bonnes grâces du monde savant international. Celui-ci eut d'ailleurs le tort, très grave, de s'illusionner trop souvent sur l'intention « purement scientifique » de ce « généreux » accueil. Les mêmes naïfs savants eurent un autre tort, qui fut de ne pas adopter, chacun dans son pays, toute sorte d'habiles mesures de bons commerçants intellectuels, comme celles qui ont rendu les Universités d'outre-Rhin si florissantes, au prix de sacrifices qu'un État n'a jamais lieu de regretter.

Les dispositions d'esprit qui régnaient chez nous étaient-elles favorables au progrès réel, à l'instruction du public ? A part quelques privilégiés, favoris de l'opinion, publicistes experts qui saisissaient le moment propice

pour « lancer » intellectuellement une mode nouvelle, il fallait servir celle qui dominait, se résigner à certains sujets, ou à une certaine manière de les traiter. Dans le domaine de l'Histoire littéraire, la gent érudite — celle qui tenait à plaire — avait ses sujets consacrés et ses saintes icones : tels, les mânes de quelques « admirables penseurs » béatifiés par une tradition de pieuses louanges, et dont il n'était permis de parler qu'avec révérence ; telle, toute une lignée de « génies » — moitié « science » et moitié mystère — qui faisaient figure de demi-dieux. Leur culte en style académique survivait aux croyances désuètes, dans la « libre-pensée » moderne, hantée toujours de l'ancien mirage de surnaturel, et demeurée encline à une conciliation nébuleuse de métaphysique et de raison. Dans cette demi-clarté, le grand art était d'obtenir la teinte neutre par des oppositions prudentes, par un dosage spirituel des deux éléments : scepticisme et philosophie, légèreté et « profondeur », alternant pour le plaisir du lettré moderne. De l'incrédulité, il en fallait un peu en souvenir de l'Encyclopédie d'où est issue

la Révolution : mais sans oublier le souci des « éternels problèmes humains », et le besoin de prêcher en écrivant. Voilà ce qui présidait au choix des idoles, à l'apologie des « grands précurseurs qui avaient eu le pressentiment de nos aspirations ». Ainsi l'on se composait un idéal, avec beaucoup de Montaigne, non sans un peu de Pascal ; et du Voltaire, fondu dans les larmes de la sensiblerie de Rousseau. Que restait-il pour le classique XVIIe siècle, et pour sa race robuste d'esprits fins ? Ah ! si quelque chose n'était plus de mode, c'est bien leur mâle franchise, englobée dans le discrédit du réalisme. Et qu'est-ce qui remplaçait ce bon sens de la race ? naturellement la mysticité germanique, habile à s'insinuer dans notre confiance, pendant le sommeil de la raison française. Car c'est toujours ici qu'il faut revenir : aux origines historiques de l'influence allemande, dénotant chez nous un relâchement de vigilance, une lassitude de nos beaux-esprits.

Les produits frelatés des nébuleux cerveaux de Germanie franchirent la frontière vers 1815, presque en même temps que les armées d'inva-

sion. Nos libéraux romantiques, malgré leur culte de l'épopée napoléonienne, malgré les blessures encore saignantes, les territoires arrachés, la province rhénane perdue, virent moins dans cette Allemagne un danger permanent que les brillants souvenirs de notre rêve de gloire interrompu. Ils vécurent dans le mirage du passé plutôt que selon l'expérience du présent. Ils restaient capables d'élans magnifiques, surtout en discours, ainsi pour le retour des cendres de Napoléon ; et même la muse alanguie de Musset retrouvait en 1840 le ton altier des beaux jours de Versailles devant les « airs bachiques » des reîtres germains. Juste sursaut de dignité, où le poète évoquait l'œuvre séculaire — depuis « Condé triomphant » jusqu'au réveil possible des morts glorieux ; en somme, jolie réponse à un défi insolent... Mais ce n'est pas à coups de rimes spirituelles qu'on résiste au pangermanisme, ni à coups de caricatures « vengeresses » qu'on peut atteindre les « Boches » de 1914, bien retranchés derrière leur mépris grossier de nos ironies. Au reste, le talent nerveux du même écrivain

romantique nous a tracé en quelques pages magistrales les causes historiques de son « mal du siècle ». Cette maladie d'un orgueil enivré de souvenance, et impuissant à vouloir, est à la source de toutes nos illusions comme aussi de nos renoncements successifs après 1815. Hâtons-nous d'ajouter que l'intelligence française donna par ailleurs des preuves certaines de sa vitalité, dans la littérature d'observation, ainsi qu'à la tête du mouvement scientifique. Il est heureux pour notre santé intellectuelle, pour la sauvegarde nationale, que toute vigilance ne se soit pas endormie sous l'effet des charmants prestiges du Romantisme, et qu'un luxe de fleurs étranges — ou étrangères — n'ait pas étouffé la « culture » productive des bons cerveaux de France. Célébrons ces vertus vivaces que le péril national a remises en honneur ; croyons à leur persistance au cours des époques les plus troublées d'enchantement romantique ; opposons-les toujours, ces dons d'intelligence lucide, aux Allemands qui nous encourageaient plus volontiers aux rêveries de sentiment, et qui ne semblaient s'y prêter dans

leurs écrits que pour mieux rire de la naïveté de leurs dupes.

Il est de fait que l'influence allemande s'employa chez nous dans le sens des utopies. Elle s'introduisit d'abord sans éclat, perfide, indéfinissable et comme voilée, flattant l'imagination et le goût du mystère, nous représentant le « vague à l'âme » comme l'aspiration suprême de sa pensée. Elle s'infiltrait ainsi, endormeuse sous de bénignes apparences : ici, c'était l'idyllique bonhomie du vieux Gessner, tempérant l'austère Critique de Lessing ; là c'était Kant, le philosophe de la « Raison pure » — car on négligeait l'autre, la Raison « pratique », complément insidieux ; — puis, à côté de ce « génie » de l'abstraction, le génie même de la Littérature universelle : nous avons nommé Gœthe, l'esprit « synthétique », artiste et savant, Gœthe l'Européen — et aussi l'Olympien — évocateur des légendes du Nord et amoureux du ciel d'Italie, curieux de la Révolution française et vite retiré dans son sanctuaire de Weimar... Et pourtant, qu'elle était surfaite, la réputation de ce metteur en scène ! combien artificiel, son faux

classicisme cueilli comme un bouquet d'impressions au cours d'un voyage en Italie, entre le *Werther* de son adolescence fougueuse et les théories esthétiques de l'âge mûr. Si l'on veut traiter de chef-d'œuvre son *Iphigénie,* qu'on ne relise pas celle de Racine. Alléguera-t-on que cet étranger à l'esprit éclectique fut un ami de la France ? En vérité, ne nous exagérons pas sa sympathie pour les œuvres de l'intelligence française, non plus que pour notre politique. On devine — M. Arthur Chuquet l'a bien analysé — que Gœthe se vantait un peu en s'attribuant après coup son bel enthousiasme prophétique du soir de Valmy ; il avait commencé par ne rien prévoir de cette journée fameuse, et sa perspicacité se trouva gravement en défaut, au matin de la bataille, quand, avec toute l'armée de Brunswick, il escomptait une facile victoire, fruit de la décadence où l'on nous croyait plongés. Avec quel empressement, du reste, notre fervent néophyte, ayant applaudi à une si belle page « de l'Histoire du monde », se retrouva l'Allemand conservateur qu'il n'avait guère cessé d'être : deman-

dons-le par exemple au poète bourgeois d'*Hermann et Dorothée*, « épopée » singulièrement prudhommesque qui n'ajoute rien à sa gloire. D'ailleurs, dans les genres si nombreux qu'il a abordés avec assurance, pendant le cours majestueux de sa longue vie, partout, sauf en quelques œuvres de jeunesse, il offre des réalisations assez touffues qui ne sont pas d'un art bien achevé, quoique vigoureuses d'intention, et agréables par la facilité du style. Lisez — ou plutôt ne lisez pas — son interminable roman de *Wilhelm Meister*, où les épisodes ne sont que symboles de l' « initiation » à la vie... On ne se lasse point de nous vanter les « intuitions » de Gœthe, ses aperçus généraux, illustrés même d'une documentation originale pour son temps, en n'importe quel sujet de philosophie : peinture, botanique et physiologie, ou Éducation — bien que sa propre vie n'ait pas été un modèle de discipline morale. Or sa théorie des couleurs dégénérait en schéma d'occultisme, et sa « Métamorphose des plantes » — esquisse ingénieuse qui n'est pas sans mérite — exprime encore la divination d'un poète,

plutôt que le raisonnement expérimental qui fait la forte vérité du Transformisme de Lamarck. Goethe, ici même, par les tendances de son esprit, était plus près de Schelling et de sa « Philosophie de la Nature » que de nos penseurs classiques. D'une part la sobre précision, l'horreur réfléchie de toute rêverie métaphysique, ces vrais principes d'art chez nos clairs esprits du grand siècle, et d'autre part les mêmes qualités chez les maîtres modernes de la science française : rien de cela n'est gœthéen.

Si j'insiste sur Gœthe, c'est qu'il occupe une place symbolique dans l'histoire de nos illusions. L'adoration pour Gœthe, c'est le principe de tout germanisme en France, sous une forme qui semble anodine, c'est la sympathie naissante et le respect envers l'Allemagne « des poètes et des penseurs », ce respect et cette sympathie qui allèguent naïvement : « Avouez tout de même qu'il existe un génie allemand différent du nôtre, et plus sérieux et plus profond ; donc soyons libéraux à son égard, accueillons-le pour notre profit, saluons en France son avènement plein de

promesses ». Non, étourdis apôtres de la médiocre Germanie, héritiers ingrats d'une civilisation supérieure ; non, il n'y a qu'une définition du génie humain, du génie dans son intelligente clarté, dont les Grecs nous ont transmis la tradition par leurs chefs-d'œuvre, et que l'énergie de nos pères a fait rayonner sur l'Europe en un siècle incomparable. Vraiment, nous avions bien à attendre les révélations d'un Gœthe — lui-même humble disciple de la beauté latine, sauf en des pièces plus originales de sa jeunesse, mais qui ne méritent pas un tel excès d'honneur ! On pouvait admirer, assurément, l'ampleur d'un esprit si curieux, et, sous un reste indélébile de lourdeur atavique, certaines qualités plus voisines des nôtres, chez cet Allemand d'origine quelque peu française : le sentiment de la noblesse dans les choses intellectuelles, le goût du rythme et des proportions, excepté dans les longues œuvres assez compliquées, philosophiques, écrasantes, où l'Allemand reparaît. Il fallait donc se donner la peine de juger nettement, de discerner le mérite et le faux-semblant dans un personnage aussi

varié : peut-être alors se fût-on aperçu que les qualités vraies, chez les écrivains de tous pays, sont celles qui ressemblent le plus à l'idéal de nos classiques, et que, à côté de leur évidente sagesse, tout mystère d'étrangeté est bien décevant ; enfin, qu'à étudier même un Gœthe on apprend encore mieux à les aimer.

Osons avouer tout ce qu'a perdu l'intelligence française à s'extasier devant l'aventure romanesque de l'alchimiste Faust, « surhomme » bien allemand du romantisme, ou à chercher en vain la pensée de Kant dans les saints arcanes de la « Raison pure ». On croyait faire du meilleur internationalisme, de celui qui prévient les guerres en inclinant les esprits à la concorde. On ne saurait se suicider plus aimablement, pour être agréable à l'ennemi... Cette complaisance était une mode, on l'appelait libéralisme ; mais, comme toutes les modes, elle devenait tyrannique, au point de nous imposer des demi-dieux, qui pour comble d'affront n'étaient même pas de chez nous. On les importait du dehors pour nous désapprendre notre classicisme « exclu-

sif ». Le culte étant reconnu dans les meilleurs milieux, l'irrévérence n'était plus admise ; on fermait la bouche au contradicteur qui contestait Kant ou Gœthe. Ainsi pareille faiblesse ne retrouvait en elle une énergie paradoxale que pour la mettre au service de l'influence allemande.

Oui sans doute, on admettait qu'il y eût un Pangermanisme dangereux, et que des historiens pussent en parler — mais prudemment, avec « esprit critique » et presque avec ironie, sans s'exagérer la portée de cette doctrine extrême, soutenue par quelques groupes d'exaltés : car nul ne devait ignorer que dans l'Allemagne industrielle et savante l'influence réelle appartenait à des financiers et à des professeurs pacifiques, qui les uns et les autres entretenaient chez nous tant de bonnes relations ! Soucieux de rendre leur pays prospère par la richesse et le progrès, aucun d'entre eux ne voulait sérieusement la guerre ; et, s'ils se payaient encore une coûteuse armée, ce ne pouvait être que pour mieux assurer la paix. Ils le disaient : pourquoi ne point les croire, eux nos « amis », plutôt que de prêter

attention à une séquelle de théoriciens belliqueux, leur parti militaire en un mot? Hélas! quel pays n'avait point cette « tare » ? La France aussi en savait quelque chose... Tandis qu'on se rassurait ainsi par auto-suggestion, et en se voilant les yeux, les nuages s'amoncelaient au-dessus des têtes légères, dans un ciel qu'on imaginait serein. Et soudain la catastrophe éclata. Et, après un moment de stupeur, les plus habiles furent les premiers à s'écrier: « Nous l'avions bien prévu... et c'est même pour cela que nous nous taisions; oui, c'est par excès de précaution que nous cachions l'alarmante vérité, pour ne point hâter encore l'horrible chose. » Pareil langage nous prouve que notre pays ne manque pas d'esprits subtils. Eh ! que n'ont-ils eu autant d'énergie que de subtilité? Quoi qu'il en soit, la guerre a délié les langues ; on se serait fait scrupule de celer plus longtemps aux nations alliées le péril affreux, les odieuses théories du Pangermanisme. On évoqua Gneisenau, on dénonça Treitschke, Bernhardi; et, si l'atroce invasion n'avait pas été prévue, elle fut du moins commentée, expli-

quée, avec toute l'érudition désirable... Enfin la vérité se faisait jour. Et ce résultat ne serait pas à dédaigner, s'il persuadait les Français de la nécessité de prendre, à l'avenir, les plus rigoureuses précautions contre l'Allemagne « laborieuse et savante » qui se laissait si bien diriger par le « parti des exaltés », et qui lui préparait sciemment les moyens d'action tout en protestant du contraire. Mais ici précisément, quand on atteint le chapitre scabreux des conclusions, le prétendu désir de vérité se heurte de nouveau à forte partie. Immoler les mânes de Bernhardi, général sanguinaire déguisé en écrivain, sacrifier même Freytag, pourtant « libre penseur » avéré, passe encore : le sacrifice était déjà à moitié consenti ; ce ne sont là que pangermanistes notoires, qu'on ne ménageait un peu que par une vague crainte des protestations allemandes en temps de paix. Mais si ces premiers responsables qu'on vous désigne ne suffisent pas à votre désir d'explication, si vous demandez à savoir pourquoi en Allemagne, et non en France ni ailleurs, le nationaliste en uniforme a cru justifier ses exhor-

tations cyniques par une philosophie du « droit » de la Force, par une métaphysique de la « Kultur », alors votre curiosité devient indiscrète, tendancieuse, embarrassante; car, poser ainsi la question, c'est la résoudre, c'est soupçonner d'autres responsables, des philosophes qui ont fait de cette Kultur une discipline fanatique, et comme la servante aveugle de l'État fort. Vous vous engagez sur la voie des grandes injustices. Et cela, nul intellectuel « impartial » ne saurait le souffrir, à moins de faire injure aux purs penseurs de la vraie Allemagne, innocents du sang répandu. Et vous, blasphémateurs imprudents, vous les soupçonnez d'avoir, par leurs postulats orgueilleux, mis la religion, la morale, la vérité, au service de leur volonté autoritaire, d'avoir nié d'abord la « vulgaire » croyance en Dieu pour se créer une divinité différente, instrument de leur système, « un Allié dans le ciel » ; d'avoir enfin, avec la même arrogance, légiféré *a priori* au nom de la conscience universelle, tout prêts à régler par privilège le destin des peuples, au nom d'un devoir supérieur de « Culture »... Dans ce

mysticisme rénové, habillé à la moderne, accommodé selon l'« exigence » de la philosophie prussienne et pour les « besoins » d'une discipline, vous dénoncez le sens réel de la Réforme kantienne ; vous expliquez ainsi qu'elle soit née à Kœnigsberg, durant la grande crise intellectuelle et politique aux environs de 1789, et que, sous couleur de critique novatrice, elle ait renforcé au contraire l'esprit d'autorité vis-à-vis du peuple et de l'humanité entière, par le mirage d'une mission éducative, par un « Impératif catégorique » issu de la « Raison » illuminée. Et peut-être, remontant plus haut dans la recherche des causes, allez-vous découvrir, à l'origine même de l'État prussien, cette association du Pratique et du Mystique, cette manie d'accaparer Dieu familièrement comme auxiliaire céleste des besognes d'organisation, cet instinct de « moderniser » la religion dans le sens des intérêts politiques d'une communauté. Et vous conclurez sans hésitation : pareil état d'esprit, je le reconnais en effet dans la Prusse de toujours, parce que je le vois

déjà chez Luther... Et vous direz alors avoir compris le Germanisme.

Mais c'est justement pour tout cela qu'on n'en voulait pas entendre parler : à cause de l'enchaînement de responsabilités qui nous ramenait à Kant, et de lui au Luthéranisme, aux sources mêmes de la religion d'État dont le fanatisme a fini par mettre l'Europe à feu et à sang. Que l'on songe à tout ce qu'il fallait rejeter d'idées troubles, de faux libéralisme timoré, d'illusions politiques sur la Prusse, et de préjugés bienséants sur les penseurs de la vieille Allemagne. Chacun vous opposait ses scrupules. Les historiens ne se décidaient pas à discréditer la patrie de Frédéric II, souverain si « éclairé » en face de notre monarchie vétuste ; ni à condamner l'Unité allemande, l'œuvre de Bismarck, justicier de notre second Empire. Les philosophes, de leur côté, attribuaient à Kant le rang d'initiateur de toute philosophie contemporaine : le replacer dans sa Prusse Orientale, l'expliquer en fonction de ce milieu et des nécessités de son temps, eût paru de

nature à rapetisser un tel penseur élevé au-dessus des nations. Enfin le bon ton littéraire défendait de s'attaquer à Gœthe, de le ramener au rang plus modeste d'un grand chercheur qui a philosophé avec une sérénité nonchalante, et dont le chef-d'œuvre fut sa propre vie. Parler de ces divers personnages en pleine liberté d'esprit, juger les hommes d'État d'après les résultats alarmants de leur œuvre si « libérale », rapprocher de la fameuse « Raison » de Kant les déductions ambitieuses que l'école kantienne en a tirées ; ne pas subir naïvement le charme magique des idées vagues dont le sens précis échappe, se méfier des mystères et chercher à les éclaircir, aborder l'examen des aperçus scientifiques de Gœthe avec le contrôle rigoureux de la science expérimentale, qui offre plus de clartés de nos jours : voilà qui supposait bien des sacrifices, pour l'amour de la vérité. Et d'abord il fallait se rendre apte à l'apercevoir, ce qui veut dire : se dégager de presque toutes les influences néfastes qui obscurcissaient le génie lumineux de la France.

Ainsi le silence qui planait sur les origines

du Germanisme tenait chez nous à une relative impuissance de l'esprit. L'adoration pour les idoles allemandes s'était accrue d'une crainte mystérieuse depuis les succès de 1870 et la « consécration » apportée par le traité de Francfort ; une telle adoration devenait, pour tout ce qui concernait le « génie » de l'Allemagne, une manière de respect du fait accompli. Et ce n'est pas seulement dans le domaine des études germaniques que l'atmosphère de la défaite pesait sur l'intelligence française. Une lassitude générale nous invitait à délaisser nos traditions, en faveur d'un cosmopolitisme trompeur dont on devine l'aboutissement fatal. Wagner passait pour la « révélation » suprême de cette fin de siècle, et même pour la plus haute de tout Art humain. Les littératures du Nord nous envahissaient pêle-mêle. L'esprit de clarté se démodait au profit d'un Symbolisme renouvelé de Novalis ; et les plus « avancés » de nos esthètes allaient applaudir comme à une découverte au « drame social » de Gerhard Hauptmann, sans doute un « Allemand libéré »... ce futur apologiste de l'invasion de 1914 ! Nous abandonnions à

des voisins actifs — comme s'ils eussent été dignes de l'exercer — la direction spirituelle de cette Europe dont nos classiques nous avaient rendus les maîtres pour près de deux siècles. L'indulgence d'un Renan — pourtant épris de notre dignité intellectuelle —, ses complaisances envers le pays de la métaphysique, avaient été l'un des signes les plus graves du relâchement de notre autorité. Encore cet ironiste était-il trop fin critique pour qu'il n'y eût pas un peu d'affectation dans son hommage rendu à d'aussi lourdes idoles. Il n'en est pas moins attristant de voir l'élégant lettré de la « Prière sur l'Acropole » s'incliner aussi devant les demi-dieux du Nord, ne fût-ce que par égard pour l'engouement nouveau. Cette nonchalance un peu fuyante de la pensée de Renan, le plus classique de nos beaux esprits au XIXe siècle, a servi de prétexte à des défaillances moins discrètes, dont l'Allemagne a profité. L'érudition allemande s'est installée pesamment sur le piédestal que notre humilité lui dressait — et l'on osa de moins en moins se libérer de l'emprise, juger hardiment, se débarrasser de tout un

romantisme inavoué, dissiper les mythes déjà séculaires qui masquaient la grossièreté du Germanisme ; en un mot, se ressaisir, reprendre sur nos voisins, sans timidité, la maîtrise du savoir. Pourtant, ainsi conduites, les recherches intellectuelles nous auraient beaucoup appris, à leurs dépens : quel avantage immense en fût résulté pour nous ! Non seulement on ne semblait pas soupçonner que leur Histoire intellectuelle, examinée sans préjugés romantiques, nous eût révélé par sa singularité le vice original de l'ambition allemande ; mais, à tous les égards, l'Histoire politique de cette « nation » si artificielle était étudiée en France avec un respect craintif de la nouvelle Allemagne prussienne, dans un oubli honteux de notre influence passée, dont on hésitait à évoquer le rayonnement salutaire. Certains sujets d'étude eussent paru suspects d'un nationalisme provocant ; allait-on vanter, par exemple, l'autorité de la « grande nation » au siècle de Louis XIV ? ou la survivance du culte de Napoléon sur la rive gauche du Rhin et dans les États du sud : sentiment si profond, si durable jusqu'après

1870, et qu'une France consciente se devait à elle-même d'entretenir, ou tout au moins de faire connaître par les travaux historiques de ses savants d'Universités ?

Mais ce n'est pas uniquement l'influence allemande qui ôtait à l'esprit français sa fière vigueur, notamment dans les sujets relatifs à l'Histoire d'Allemagne, et qui lui rendait difficile la connaissance critique de nos voisins dangereux. Partout, même là où l'on croyait suivre ses propres traditions, oui, dans les admirations qui passaient pour bien françaises, la franche intelligence avait cessé d'être la qualité la plus estimée, le sens des réalités était moins en honneur que certain art d'évoquer le mystère en un style élégant. Et voilà pourquoi quelques divinités sacro-saintes s'étaient substituées peu à peu, dans le culte des lettrés, à nos classiques, « simples » intelligences éprises d'un ferme bon sens et de nette vérité. Voilà pourquoi on leur préférait — en fait de clarté — celle de Montaigne, dilettante aux opinions ondoyantes, à l'indécision voulue... non sans aimer aussi l'âme ardente de Pascal, à cause de ses *Pen-*

sées, nouveaux Essais de cet autre sceptique réfugié dans la méditation de l'Au-delà ; et pourquoi enfin le Révolutionnaire Jean-Jacques ne déplaisait point, pour son « vague à l'âme » teinté d'évangélisme, dont on rêvait doucement tout en souriant un peu... A côté de cette « profondeur » déjà troublée de romantisme, le ruisseau limpide jailli du libre esprit de Voltaire semblait bien peu de chose. Car la philosophie de Rousseau, c'était, au lieu de la raison de Boileau, le réveil des songeries de sentiment, un retour mystique à la Nature, Herder et Gœthe, l'Allemagne de Mme de Staël, et notre Romantisme ; tandis que Voltaire, héritier un peu capricieux du style classique, n'avait légué au XIXe siècle que la grâce aimable de Renan, déjà humilié çà et là devant la pensée allemande. Nous lui connaissons bien encore un certain disciple, presque digne de ce maître, un écrivain exquis dont Jaurès comparait le suave langage au miel précieux des abeilles de l'Hymette : mais celui-là avait renom d'anarchiste, et son « professeur Bergeret », modèle ou image des intellectuels d'alors, professait surtout une chose :

le souriant dédain des matérialités de l'action.

Il nous restait pourtant davantage, une tradition française qui n'avait rien de commun avec les métaphysiques ni avec la vague littérature : c'était, surtout depuis Lavoisier, la Science expérimentale ; et, malgré les négligences commises, malgré la concurrence des riches universités allemandes, nous y sommes restés — du moins pour les qualités d'invention — les véritables maîtres jusqu'à l'heure actuelle. Nous avions aussi notre originalité littéraire, même sous les songeries du Romantisme d'importation ; un mélange de générosité et de finesse, et l'art d'écrire, enfin ce que Hugo et Musset n'ont pas reçu d'Allemagne... Mieux encore : tandis que les prétendus novateurs d'outre-Rhin ne nous avaient apporté que des indications assez troubles, quelques écrivains français, étudiant la société moderne avec ce talent d'observateurs qui n'est pas le propre de nos voisins, étaient revenus spontanément à la vérité du réalisme. Balzac a laissé dans ce genre des œuvres magistrales, où l'ampleur des conceptions n'ôte rien

à la minutie du détail ; et l'on chercherait en vain lequel de ses lointains imitateurs allemands, quel Otto Ludwig, quel Sudermann, peut lui être raisonnableblement comparé. Or pareille littérature d'observation, en continuant à évoluer, tendait à rejoindre l'expérience scientifique ; et alors elle devait s'intituler Naturalisme. Malheureusement la nouvelle école, par excès de zèle, sous prétexte de ne pas embellir, finit par ne plus représenter la nature que sous des aspects répugnants, et tomba ainsi dans l'erreur opposée. Elle dégénéra en une mode tendancieuse, qui provoqua une réaction de la mode contraire — au nom d'un idéalisme qui n'était que l'amour du verbe sonore ou de nouveau le besoin de rêver. Et nous fûmes, plus que jamais, envahis par le mysticisme du Nord.

A la veille de la guerre, la manière naturaliste ne s'était pas relevée de son discrédit ; elle avait même entraîné la Science dans sa « faillite » — et ceci dès la fin du XIXe siècle, selon le pressentiment ou l'illusion de Brunetière. Zola mort fut vite délaissé en tant qu'écrivain: évoquer la documentation savante

de cet observateur puissant, parut bientôt d'un ridicule anachronisme. Le « progrès », c'était la philosophie du jour, qui n'arrivait pas à se dégager de l'influence germanique. Or, comme on parlait beaucoup d'un « pragmatisme » anglo-saxon, de ses fictions utiles et réconfortantes, de ses croyances voulues — c'était, paraît-il, une nouvelle espèce de vérité — soudain, dans ce tumulte, des voix s'écrièrent qu'il nous était né justement un grand philosophe. Car M. Bergson s'ingéniait à nous persuader, en phrases rythmées et en paroles insinuantes, que l'interprétation personnelle importe plus que la vérité objective. Ainsi une vaine doctrine d' « Illusion volontaire », nouvel avatar des « postulats » kantiens, opposait ses fantaisies verbales à la Science classique, au clair « mécanisme » analysé par M. Le Dantec. Et c'est le temps où des Revues célébraient en termes néo-mystiques ou Bergsoniens le réveil de l'âme française.

La guerre éclata. On élucidera plus tard ce qu'il fallut d'intelligence proprement dite — en dehors du courage à l'heure des combats —, et quel sens salutaire des réalités dut

venir au secours des « fictions volontaires », que les philosophies les plus diverses avaient entretenues : illusions d'un pacifisme toujours serein, comme aussi ces autres illusions qui faisaient mettre panache au vent, sans souci des conditions matérielles de la victoire, sans une entente bien sérieuse de la guerre moderne... Nous pouvons l'écrire sans paradoxe, maintenant qu'on l'avoue de toutes parts : l'illusion est un plaisir charmant dont nous avons trop souffert. N'usez pas d'abord de ses joies factices, si vous craignez qu'ensuite la vérité ne vous démoralise. La réalité complexe où se joue votre sort avec celui de la France, donnez-vous la peine de l'étudier ; elle ne répond pas toujours aux décrets de la théorie à la mode. Que des écrivains de talent vous débitent chaque jour un invariable optimisme, ou bien que vous surpreniez au contraire, dans les journées douteuses, certain sourire désabusé qui passait naguère pour spirituel : si vous m'en croyez, vous prendrez plutôt l'avis des gens compétents : ou du moins vous attendrez qu'ils se fassent eux-mêmes une opinion et qu'ils puissent vous la

dire. Puisqu'on nous parle tant des leçons de la Guerre, que la première d'entre elles soit de nous faire sentir le prix de la vérité.

CHAPITRE III

LA PRÉPARATION INTELLECTUELLE DE LA GUERRE ET DE LA PAIX

Parce que « c'est la Guerre », faut-il bannir le travail intellectuel ? Peut-être, s'il était incompatible avec le sens des réalités qui nous étreignent ; peut-être, si un peuple rappelé durement au souci de ses intérêts devait alors délaisser l'étude comme simple jeu d'oisifs... Mais une des leçons de la Grande Guerre n'est-elle pas justement de réhabiliter le labeur réfléchi qui organise les moyens d'action ? Et cette préparation studieuse, si l'on y réfléchit, qu'est-elle donc, sinon de la science ? Oui, d'une telle science vigilante et active il est permis de parler, en pleine tourmente, sans un vain pédantisme et sans affectation d'austérité. Elle n'a rien d'un passe-temps

d'érudits. Nous la voyons à l'œuvre dans l'organisation de nos moyens de défense, dans la lutte pour l'existence nationale. Nous en avons sous les yeux la valeur pratique et les effets palpables. Il semble même qu'une si longue épreuve, pleine d'enseignements, révèle mieux de jour en jour tout ce que peut la compétence unie au courage. C'est de la Science ainsi comprise qu'il est bon de parler : de celle qui prévoit le danger et qui connaît l'ennemi, de celle qui instruit et qui arme, qui assure le meilleur emploi de l'héroïsme, et qui, dans les pires catastrophes, ménage encore les sacrifices et le sang de la nation.

Cette guerre savante, elle se fait d'un bout à l'autre du territoire, dans les tranchées comme dans les usines. Et le même labeur persévérant, avec la même volonté de servir la Patrie, ce sont encore de telles qualités qu'on a pu admirer chez les plus hauts chefs de la coalition européenne : depuis notre généralissime jusqu'au voïvode Putnic, celui qui fut le modeste organisateur des trois guerres de Serbie. On nous citait aussi le général

Alexéief, absorbé par sa tâche de haut commandement et se dérobant aux soucis de l'étiquette, refusant jusqu'à l'honneur de partager les repas du tsar (ô souvenir d'antan!) Dans ces remarquables exemples, on voit le travail méthodique se confondre avec le sentiment du devoir, au point que parfois ces nobles figures paraissent prendre — surtout au-delà des Carpathes — un air d'ascétisme comme des héros de légende. Mais la légende, ici, n'est qu'un nimbe poétique dont les imaginations auréolent à distance un ensemble de qualités fort réalistes. Elle ne saurait nous dissimuler la nature véritable de cette lutte, où, sans exclure l'inspiration du moment, le génie aura été plus que jamais « une longue patience ».

L' « art » de la guerre, on finit par s'en apercevoir, suppose donc d'abord une organisation savante, qui, maniée par le talent des chefs — sans oublier le courage des soldats — abrège la durée des efforts ou, comme on dit, hâte la victoire. Les plus chauds partisans de l'improvisation n'ont pas été sans s'instruire par l'expérience de ces pénibles années. Quelle

n'est pas devenue l'importance des ingénieurs et des chimistes, dans une guerre où MM. Lloyd George et Albert Thomas font figure de grands chefs industriels à la tête de la Défense nationale ? Les Allemands, du reste, montraient l'exemple : non point par supériorité d'esprit... mais ils avaient tant fait pour l'enseignement des sciences ! Chez nous l'effort, après coup, ne dut être que plus gigantesque. On sait maintenant ce qu'il en coûte, d'improviser en pleine tourmente. On devine aussi à quel travail d'incessant apprentissage se plièrent, sans fausse honte, des hommes d'action tels que certains chefs d'armées. Admirons-les pour cette preuve d'une intelligence demeurée jeune et alerte, apte à corriger des théories d'avant-guerre. Privés d'une partie de nos ressources initiales, ils ont tenu en échec l'envahisseur, maître de riches territoires par suite d'une agression préméditée. Plus on lui concède l'avantage de la préparation, plus il faut reconnaître aux Alliés une supériorité de souplesse, dans la résistance au choc. Si l'on nous a vanté le colossal attirail d'un Kluck et d'un Hindenburg, que dire des combinaisons

soudaines, presque instinctives, qui permirent à Joffre ou ses lieutenants, à Galliéni, les manœuvres du fameux « redressement » sur la Marne; que dire des merveilles de valeur qui sauvèrent la Russie en 1915 ? On est frappé surtout de la puissance d'énergie humaine qui opposa une telle défense à la ruée guerrière de la machinerie allemande. Les psychologues d'outre-Rhin auront matière à disserter doctement sur le ressort de l'âme française, et à commenter les leçons d'une guerre qui, pour eux non plus, n'a pas été sans surprises... A chacun de tirer de l'expérience l'enseignement qui le concerne : songeons, pour notre part, aux conclusions qui s'imposent à nous. Les prodiges de souplesse et de bravoure, l'adaptation immédiate au péril pressant, et aussi la réelle maîtrise de quelques chefs, ne doivent pas nous masquer la part de négligence qui nécessita une aussi exceptionnelle dépense de talent, de temps et de vies humaines. On se rappellera longtemps quelles troupes d'élite il fallut — et quels hommes de guerre — pour suppléer à l'artillerie lourde devant Nancy et devant Verdun.

Ici, sans une rare entente des conditions de l'énorme bataille, la « volonté de vaincre » n'eût conduit qu'à d'inutiles hécatombes. Castelnau et Pétain ne sacrifièrent qu'à bon escient, et c'est leur gloire. A parer au premier assaut il y eut de l'héroïsme, mais le coup d'œil du génie fut surtout de comprendre à l'instant critique les difficultés d'une longue résistance, de la concevoir soudain, de l'organiser. Rien n'empêchera du reste la littérature, qui a ses traditions, de chercher ici un sens surnaturel, de célébrer la soudaineté miraculeuse des sursauts qui nous sauvèrent du désastre. Les historiens, de leur côté, en examinant les faits, auront de bonnes raisons d'insister sur la suite d'efforts qui nous rendit les moyens de vaincre, se disant qu'il vaut mieux les préparer en temps utile que de compter sur un miracle... La critique est dans son rôle, en rattachant les effets aux causes. Ainsi progresse l'intelligence, ainsi se vérifient les bonnes méthodes, et l'on évite le recommencement des erreurs.

L'Histoire fait en ce moment une expérience sans pareille, et dont l'interprétation judicieuse

est d'un intérêt capital pour les nations européennes. De ce qu'on enseignera — et de ce que déjà l'on affirme — au sujet des leçons de la Guerre, dépendront peut-être de nouvelles guerres sanglantes, où des hommes faussement instruits tomberont pour des erreurs qu'ils n'auront pas créées, où d'autres hommes moins intelligents mais bien dirigés bénéficieront des avantages de leur « Culture »... Tout État civilisé agira donc sagement en se préoccupant des théories qui auront cours sous le nom d'Histoire : de ces vérités ou erreurs qui deviennent des éléments de politique, et d'où résulte bonheur ou malheur pour de nombreuses générations. Les occupations intellectuelles ne sont pas moins soumises au contrôle de l'expérience que les autres fonctions d'un État, — bien que, pour ces savantes doctrines à portée lointaine, l'épreuve des faits se fasse parfois attendre, telle l'épreuve de 1914, réfutant les illusions d'historiens pacifistes, après quarante-trois ans d'une paix trompeuse. Sans réclamer de sanctions violentes contre les auteurs d'erreurs si fatales, voyons surtout, dans cet exemple de fausse science, l'impor-

tance des philosophies érudites qui finissent par fournir des arguments à la vie publique.

Cette remarque n'est pas faite pour décourager le travail scientifique, mais au contraire pour qu'on entoure de meilleures garanties la recherche de la vérité, qui mérite une sollicitude plus attentive et de plus grands sacrifices de la part du pays. La première de ces garanties est d'encourager les savants, de leur assurer toutes les ressources désirables, toutes les facilités pour « produire » en parfaite indépendance, et de bonne heure, sans qu'ils aient à flatter longtemps le goût du jour ni l'esprit de parti ; alors on apprendra à estimer leurs travaux non plus d'après l'éloquence d'un cours public ou le succès d'une théorie, mais à leur valeur réelle, attestée par des résultats positifs. Il ne s'agit ni de conférences mondaines, ni de la doctrine officielle d'un parti au pouvoir : il s'agit de la Science probe et sérieuse, qui par son érudition comme par ses découvertes développe le génie et la puissance d'un peuple, Toute indifférence du public ou de l'État, à son égard, se paye aux heures du péril par de graves défauts de pré-

voyance et de préparation. Il serait d'une légèreté inconcevable de ne songer qu'à la vulgarisation par l'Ecole primaire, si en même temps on laissait tarir la source de la production scientifique ; il y aurait là un manque de « Culture » dont se gardait bien l'esprit pratique de nos voisins. A l'État, donc, de réhabiliter l'Enseignement supérieur dont il a tant besoin, de favoriser ses savants, de leur offrir une existence facile dans des Universités dignes de leur labeur, riches en instruments de travail, enfin d'y amener un nombreux auditoire d'étudiants, par une législation appropriée. A ces conditions, la Science apparaîtra comme aussi solidaire de la vie nationale qu'elle est en rapport étroit avec l'action : elle sera vraiment reconnue d'utilité publique... Si les mathématiques, à première vue, semblent assez étrangères à la destinée du milieu où on les cultive, il n'en est pas moins vrai que l'ingéniosité des physiciens en tire dans les laboratoires mille inventions dont profite l'industrie de paix ou de guerre. Or, tandis que les sciences physiques et naturelles ne cessent de prouver

ainsi leur efficacité, laisserons-nous dire que les études historiques — avec leurs vérités plus délicates et plus complexes — ne sont pas d'un intérêt vital pour le présent? Ce serait prendre toute besogne érudite pour une compilation sans jugement, méconnaître que la sagacité en est la qualité première, d'autant plus précieuse qu'elle est plus rare, d'autant plus nécessaire que de mauvais historiens ont accrédité des utopies.

Il en va de même à tous les degrés de l'Enseignement : le souci des réalités doit y présider sans cesse. Et voilà pourquoi, dans les programmes d'Instruction publique, l'Histoire a pris une telle extension : son rôle étant de former l'esprit et de tremper le caractère par l'expérience des événements. Nous donnons ici à l'Histoire son sens le plus large, nous y voyons la connaissance critique des civilisations. Elle englobe alors l'étude des Philosophies, des Sciences et des Littératures, dans leurs rapports avec l'activité des peuples. Systèmes ou formes d'art ne sont pas simples sujets de curiosité, mais matière à jugement. Toutes ces idées, variables selon les époques

et les milieux, n'y ont pas été sans influence: ce qui permet de les juger d'après leurs effets comme autant d'aventures de l'esprit, et de mieux méditer l'importance du mouvement intellectuel dans la politique des États.

Aussi, se remémorer l'Histoire, au milieu d'une grande guerre, c'est encore s'instruire en vue de l'action : remonter aux causes lointaines, apercevoir — parfois tardivement — l'immensité du péril, et envisager toute l'étendue des mesures qu'il comporte. Devant la gravité de l'heure, un retour en arrière ne peut inspirer que de graves réflexions. Si l'habitude des illusions d'avant-guerre n'entravait d'excellentes volontés, il se ferait en de pareils moments un accord presque unanime résultant d'abord d'une plus juste compréhension du passé. Celle-ci supposerait, en face du Germanisme, une réhabilitation de nos propres gloires. Nous la leur devons bien... Que la France se souvienne, afin de reprendre pleine conscience d'elle-même : l'Histoire l'y aidera. On n'évoquera pas en vain, par exemple, les merveilleux efforts

d'intelligence et de volonté que réalisèrent nos aïeux, après les invasions barbares et à travers le pénible Moyen-Age, pour constituer à l'Occident une France héritière de la civilisation latine. N'y-a-t-il point là, pour nous-mêmes, une leçon et un sujet de fierté ? Quelle influence, quel prestige pour la «grande nation», au siècle de Richelieu et de Louis XIV ! C'est notre patrie qui en ce temps, grâce à la maturité de ses talents mais aussi grâce à la méthode d'une diplomatie soutenue, divisait savamment « les Allemagnes », et maniait contre l'Autriche les intrigues complexes de l'Europe orientale. Ah ! l'on peut croire qu'il n'était guère question de Germanisme. De même que politiquement nous dominions la Ligue du Rhin, de même la discipline classique de nos Descartes et de nos Boileau s'imposait aux cerveaux passifs de ces Allemands dociles, toujours respectueux de la force et de l'autorité...

Peu à peu—sans que l'orgueil de Louis XIV excuse la perfidie des ennemis de la France — la direction nous échappa, devant les coalitions obstinées que fomentait la haine de

Guillaume d'Orange et de l'électeur de Brandebourg. Là-dessus s'ouvrit le règne de Louis XV. Ici, autre leçon. A quoi se trouva réduite, après deux nouvelles guerres en Allemagne, notre résistance à la menace prussienne, d'ailleurs aussi méconnue en ce temps-là que de nos jours? La renommée philosophique de Voltaire et de Diderot n'atténuait pas cette diminution nationale. Leurs « élèves » couronnés se jouaient de nous : tel Frédéric, le fameux « roi philosophe », et « Catherine-le-Grand », et Joseph d'Autriche, jolis spécimens d'impérialisme aux dépens de nos amis de Pologne... On s'en souciait bien ! « Après moi le déluge », se disait Louis XV avec légèreté. Et dans le public on semblait avoir pour devise ; pas d'embarras au dehors, pas d'initiatives, pas d'affaires ! Notre spirituel Voltaire n'avait que du mépris pour une « guerre de marchands » dans l'Inde lointaine, et pour des « arpents de neige » au Canada. L'expansion coloniale intéressait moins que la critique du régime : hélas ! comme on se rappelle ces « philosophes », quand on songe à ceux de la Troisième Répu-

blique... Et encore le gouvernement de Louis XV n'avait-il pas son Jules Ferry qui eût été d'humeur à réagir contre l'indolence narquoise de l'opinion. Choiseul s'irritait plutôt envers les chercheurs d'aventures qui compliquaient sa lourde tâche européenne — déjà, si compliquée par notre indécision. Plus de secours : ce n'était même pas le système des « petits paquets. » Et quant aux demandes de subsides, on n'y répondait point toujours par de bonnes paroles...Ainsi fut sacrifiée l'œuvre du grand Dupleix et du marquis de Montcalm.

Sans doute, au milieu de l'insouciance générale, surgissaient vaguement chez les littérateurs quelques rêves d'espérance. Mais ils n'annonçaient rien moins que le retour à nos disciplines classiques et le réveil de notre énergie nationale. Le génevois Rousseau, avec certaine sentimentalité prêcheuse qui devenait le ton dominant de la poésie allemande, s'élevait contre la « froide » raison française, pour promettre aux cœurs sensibles une régénération mystique : et de là renaîtraient pour la société humaine, en l'absence de toute contrainte et peut-être

même de toutes frontières, les « vertus naturelles » d'un nouvel âge d'or. Doux évangélisme social, qui était destiné à bouleverser le vieux monde, comme il prétendait révolutionner les traditions de la pensée... Faire abstraction de nos intérêts européens ou coloniaux — et de quelques autres réalités, comme les appétits de nos voisins, par exemple — pareille générosité humanitaire ne fût pas venue à l'idée du bonhomme La Fontaine, qui se fût demandé, en sa sagesse paysanne, à quels seigneurs Léopards d'Angleterre ou d'ailleurs, à quels vils Renards teutons, allait profiter une telle simplicité d'esprit.

Les difficultés européennes auxquelles se heurta la Révolution soumirent ce pacifisme à une rude épreuve. L'intelligence française, bien loin de se déconcerter, en déduisit quelques substantielles leçons, entre autres le devoir d'annexer toute la rive gauche du Rhin : inconséquence bien révolutionnaire, qui apportait une conclusion hardie, et d'ailleurs devenue urgente, à la politique traditionnelle de nos rois. Souhaitons aux diplo-

mates de la Grande Guerre une compréhension aussi nette des conditions d'une bonne paix... Mais reprenons l'histoire des aventures extérieures de la Révolution. Vis-à-vis de la Prusse, certains de nos libéraux tenaient si bien à leurs illusions pacifistes, que Mme de Staël se réfugia en Suisse comme pour les leur garder intactes « au-dessus de la mêlée » : M. Romain Rolland nous fait voir en 1917 que la tradition ne s'est pas entièrement perdue... Cependant les soldats de la Liberté, aux prises avec des coalitions, ne s'attendrissaient pas tant sur le « génie » de l'Allemagne, et propageaient leur « Évangile » à coups de baïonnettes— tout en sachant redevenir, avec les populations soumises, le plus galant peuple de la terre. A force de tenir tête aux puissances, et de vaincre, et de lutter encore, les jeunes volontaires de 1792 s'étaient transformés en grognards épiques de Napoléon. Car l'œuvre extérieure de la République n'avait pu être maintenue, après l'anarchie du Directoire, que par le régime autoritaire du premier Empire : elle devait durer autant que lui.

Quant aux causes de la fin lamentable de l'épopée, elles ne se ramènent évidemment pas toutes à une seule, qui serait l'ambition napoléonienne. D'abord ce n'est pas Bonaparte, mais la Révolution, qui avait inauguré la politique de conquêtes; et si elle l'avait fait, c'est qu'elle ne pouvait plus faire autrement. Les fautes de l'ancien régime à son déclin, l'affaiblissement de notre influence, la germanisation de l'Europe orientale, enfin les imprudences des philosophes de 1789, imposaient à la France nouvelle, vis-à-vis des puissances, un vigoureux sursaut d'énergie et un rétablissement d'équilibre, qui se traduisit par la conquête de l'Allemagne Rhénane. Le reste s'ensuivit, de succès en triomphe, comme une envolée vers la gloire... jusqu'à la « chute de l'Aigle ». On sait quelles volontés implacables — profitant de quelques erreurs comme la guerre d'Espagne et la campagne de Russie — nous épuisèrent sans relâche jusqu'à l'heure de l'effondrement, aidé d'ailleurs par des défaillances de politiciens et aussi de généraux. On sait aussi que les traités de 1815 sont inspirés surtout par des haines allemandes, et que

l'état-major de Blücher, à son arrivée en France, rêvait de démembrement: à tel point que le tsar Alexandre fit le geste généreux qui nous sauva. C'est qu'en Prusse le fanatisme des intellectuels et de l'armée, s'il s'exaspéra encore depuis la défaite d'Iéna, ne datait pas seulement, comme on l'a cru, de l'occupation française ; il résultait d'une exaltation méthodique et déjà savante, il était l'œuvre des Universités luthériennes où s'élaborait une discipline d'État parmi les rêves brutaux du Germanisme, comme par un contraste violent avec les espoirs libertaires de la Révolution française.

Aussi l'Europe, en luttant si furieusement contre nous, avait-elle travaillé surtout pour une hégémonie future de la Prusse : menace autrement grave, tyrannie autrement odieuse, ainsi que la suite l'a bien fait voir. Encore une vérité historique qui n'est pas sans rapport avec le cataclysme de 1914 : mais cette fois c'est la leçon actuelle qui modifie l'appréciation du passé. Le même esprit de justice rétrospective inspirera peut-être à nos historiens de sages réflexions sur cette expansion ger-

manique, dont la première étape coïncidait avec l'étranglement de la grande France napoléonienne. Persisteront-ils à trouver raisonnable ce retour aux anciennes limites, penseront-ils encore : « pas de conquêtes françaises » ? Ils voient pourtant ce que signifiait l'abandon de ces conquêtes : c'était l'intrusion prussienne sur la rive gauche du Rhin, comme pour guetter l'Alsace-Lorraine, c'était une première avant-garde de la grande invasion. Il n'y a plus lieu de s'illusionner aujourd'hui sur le grave danger que la France ne cessa de courir durant un siècle d'utopies brillantes. Si beau que reparût notre prestige militaire sous le Second Empire, quels qu'en fussent les effets libérateurs en dépit de l'Autriche — affranchissement de l'Italie, protection des peuples encore à demi-esclaves dans les Balkans ; enfin, quoique l'occupation française eût laissé chez les Rhénans et dans toute l'Allemagne napoléonienne un rayonnement durable de précieuses sympathies : ces restes de grandeur, mal entretenus ou trop timidement exploités, ne pouvaient nous défendre d'un ennemi sournois et opiniâtre, tenté par

un si merveilleux héritage... Du jour où Bismarck prit en main l'œuvre d'unité allemande, c'est lui et non le faible Napoléon III qui « manœuvra » la diplomatie européenne, qu'il continuait à inquiéter d'un imaginaire péril français.

Or la parfaite réussite des exactes combinaisons de Bismarck, en 1871, ne marquait nullement le terme d'une lutte nationale pour l'indépendance, comme on le crut chez nous volontiers. Elle n'était pas faite pour contenter le Germanisme prussien — qui se jouait littéralement de la crédulité de ses dupes —, mais au contraire pour encourager l'ennemi désormais à la conquête du monde, sur la base d'une Allemagne impériale. Et aujourd'hui, après quelque quarante années d'une préparation intense et d'extravagantes ambitions — compromises uniquement par une impatience aveugle — craignons qu'un demi-échec ne surexcite encore ces appétits barbares, sous l'hypocrite modestie d'une « paix raisonnable »... Qu'elle soit plutôt une paix selon notre raison, et selon les moyens que nous auront donnés de longs mois de sacrifice. C'est alors — ou jamais — que les Français

vraiment instruits de l'Histoire doivent préparer un avenir qui ne soit pas le triste recommencement du passé.

Ainsi la digne conclusion de cette guerre scientifique ne doit être qu'une paix savante. Autrement dit, si la lutte contre l'Allemagne est affaire de compétence et d'énergie, que de compétence et d'habileté ne faudra-t-il pas encore pour tirer le meilleur parti des résultats militaires ! La diplomatie ne vaut que par sa connaissance approfondie de l'Europe réelle, par l'étude des traditions particulières, par l'analyse exacte des éléments qui subsistent sous l'unité officielle des États. Pareille tâche, comme toute œuvre de défense nationale à notre époque, tend à devenir une véritable science, elle suppose — ou devrait supposer — une sérieuse information historique grâce à la collaboration des Universités : ici encore se juge la préparation intellectuelle d'un peuple... Nous ne saurions trop y insister, en prévision des délibérations décisives où il importerait de ne pas rendre vains les efforts de la France ; de ne pas croire exclue toute

possibilité de guerre, parce que la Grande Guerre sera terminée ; où il importerait, en résumé, d'opposer à la diplomatie des érudits pangermanistes une intelligence avertie par les leçons du passé.

Il ne serait pas si nécessaire d'exhorter le public français à prendre conscience des réalités européennes, s'il s'était mieux appliqué à les connaître par l'étude et les voyages. Espérons que la génération nouvelle — à qui les tragiques surprises de la guerre ont pu donner le pressentiment de ces vastes problèmes — ressuscitera chez nous la curiosité voyageuse des grandes époques, au lieu de végéter dans une ironique indolence, qui est le propre de tous les milieux satisfaits d'eux-mêmes et ignorants des choses du dehors. Elle aura le devoir, cette jeunesse française, de faire digne figure dans une Europe transformée. Qu'elle ne craigne pas de s'y montrer, et d'y porter la tête haute, en l'honneur de « ceux » de la Marne et de Verdun. C'est grâce à elle que dans la paix, non moins que dans la guerre, la France pourra tenir son rang parmi d'autres puissances actives, qui ne re-

naîtront qu'en travaillant. Il lui faudra, comme par le passé, le génie laborieux qui s'acquiert, qui fait les bonnes maisons et les États florissants. Il faudra reprendre l'expansion infinie par la science et par l'action. Il faudra encore de grands soldats, des Galliéni, des Liautey, qui seront nos proconsuls sur la terre d'Afrique, et grâce à qui l'on colonisera pour la mère-patrie. Il faudra enfin des savants et des érudits qui eux aussi — ne l'oublions plus — font une tâche nationale entre toutes : celle de renseigner, d'avertir, de prémunir l'État qui les utilise... Déjà, depuis les guerres balkaniques, les événements ont beaucoup appris aux plus indifférents, en leur démontrant l'utilité de savoir davantage. On ne confondra plus les Bulgares avec les Serbes, ni l'étroite politique de la Grèce actuelle avec l'Idéal humain de notre vieille Hellade ; en un mot, on ne confondra plus les peuples les uns avec les autres, on croira un peu moins que tous les hommes sont frères, d'une fraternité utopique ; on croira d'abord à la dignité de la France.

A la clarté des événements, relisons sou-

vent notre Histoire. Autant que les généreux exploits des soldats de la Révolution, connaissons l'œuvre patiente de l'ancienne France, sachons tout ce qu'elle a fait pour nous par sa diplomatie persévérante et habile, par sa connaissance profonde de l'Europe, tout ce qu'elle a semé d'amitiés durables sur le pourtour du monde germanique : et en Serbie et en Bohême, et dans la Pologne du valeureux Sobieski, et dans la Suède jadis anti-allemande pour ainsi dire, la Suède de notre illustre allié Gustave-Adolphe. En tous ces pays, des monuments ou autres œuvres de style français attestent encore le passage de nos artistes ; des Universités ont gardé le culte de nos belles-lettres et de notre langage ; parfois même des traditions populaires célèbrent notre ancienne fraternité d'armes, les actes accomplis en commun, l'époque bienfaisante de notre influence : époque qui a coïncidé, en effet, pour ces quatre États, avec celle de la grandeur et de l'épanouissement national. A raviver ces souvenirs, nous jugerons mieux de nos traditions et de nos intérêts ; nous devinerons ce que veulent bien faire pour

nous nos amis d'Europe, à condition que nous les y aidions ; et nous comprendrons enfin que pour supplanter chez eux un rival envahissant comme le Germanisme, toutes les sympathies à distance ne suffisent pas : rien ne vaut un zèle agissant. Organisons des relations intellectuelles, financières et commerciales ; ayons, comme nos pères, une clientèle au dehors : cela ne s'obtient pas sans méthode ni sans peine.

En vérité, pareille tâche nous serait plus facile qu'à tout autre peuple, à nous qui sommes privilégiés par un passé si riche. Le poète le plus séduisant de ces pays du Rhin qui étaient devenus presque aussi français que notre Alsace, Henri Heine, encore ébloui par la gloire de Napoléon, nous appelait les enfants gâtés de la Fortune : sans se rendre bien compte de la somme d'efforts séculaires que supposait notre autorité dans le monde. C'est justement pour le découvrir que l'on a intérêt à sortir de France, afin de parcourir cette Europe si profondément marquée par l'œuvre de nos aïeux : je ne sais rien de tel pour apprendre à de jeunes Français

ce qu'ils leur doivent, et par quel moyen ils se maintiendront au rang d'un grand peuple. Plus que jamais, de fières surprises les y attendent à chaque pas, pour peu qu'ils sachent, par une attitude correcte et prévenante, mériter le respect qu'on a gardé pour notre pays, et que la Grande Guerre a déjà renouvelé. Mieux juger la France et mieux l'aimer : cette haute leçon patriotique que tout bon Français rapporte de ses voyages, que n'allait-on naguère la chercher plus souvent ? Combien de fois, au hasard des rencontres, de simples paysans des plaines polonaises ou des Balkans eussent étonné nos voyageurs par leurs évocations soudaines de notre propre Histoire ! Un de mes amis, visitant un jour la rive autrichienne de l'Adriatique, trouva à Raguse, sur la côte dalmate, un vieillard né en Monténégro, qui lui fit ce compliment de bienvenue : « Vous êtes Français ? Eh bien ! le pays que voici a appartenu à la France sous Napoléon. Comment l'oublierions-nous ? Levez les yeux, voyez le palais du maréchal Marmont, gouverneur d'Illyrie, duc de Raguse »...

Notre compatriote, poursuivant son voyage en pays slave, arriva dans une ville alors bien ignorée chez nous, et d'où est sortie à la surprise générale une guerre européenne : la ville désormais historique de Sarajevo. C'était avant 1908 : l'Autriche tenait la Bosnie sous son protectorat, sans l'avoir encore annexée ; pourtant les patriotes en éveil redoutaient déjà le coup de force du baron d'Ærenthal, et se demandaient comment y parer. Les espoirs allaient vers le jeune royaume serbe ; mais que ferait-il entre la Turquie et l'Autriche ? On ne pouvait donc se passer de la sympathie des grands États. . et alors, tout naturellement, de plus en plus on se souvenait de la France. Notre insouciant voyageur, peu renseigné, eut affaire au bureau de poste et crut bon d'y parler allemand, en ce pays presque autrichien... Heureusement il s'exprimait si mal, qu'il dut y renoncer : bref, l'on sut bientôt qu'il était Français. A cette révélation, tous les employés se levèrent, pour rendre hommage à la nation amie ; et, comme le visiteur s'étonnait : « Nous sommes Serbes », firent-

ils simplement. Notre Français, confus de sa surprise et de son ignorance, reprit tout songeur le chemin du retour...

Ce ne sont là que deux anecdotes. Elles me revinrent en mémoire, peu avant la guerre, à entendre un Tchèque de Bohême qui m'exprimait avec ironie son désappointement et son amertume. Il me disait : « Quel heureux peuple vous faites ! Vous avez un passé si généreux, et vous êtes restés si aimables, que vous comptez sur la sympathie naturelle, sans vous donner toujours la peine de la rechercher ou de l'entretenir. Nous autres Tchèques, nous avons toutes les difficultés du monde à vous attirer chez nous, pour nous faire connaître : vous nous jugez de trop loin, de votre belle et dédaigneuse capitale. Aussi, quand nous venons à Paris, on nous confond avec les Autrichiens, parce que notre pays est rattaché de force à l'Autriche. Ou bien vous prenez Prague pour une ville de Hongrie ; et dernièrement, dans un dîner, un homme fort distingué, croyant me faire plaisir, a bu à la santé des Magyars, qui sont pourtant les complices des Allemands

pour nous opprimer... Ah! si vos hommes distingués daignaient rendre visite à Prague, ils connaîtraient mieux la véritable Europe qu'à travers les informations viennoises ; ils constateraient ainsi les mensonges du Germanisme. Mais enfin, advienne que pourra : à la prochaine guerre, nous vous montrerons que nous sommes des Slaves »... En effet, quelques mois plus tard, à Sarajevo, l'étincelle de la guerre européenne jaillissait de l'éternel conflit des Slaves et des Germains ; et, dès les premières batailles de Galicie, je lus dans les journaux que des régiments tchèques, musique en tête, avaient rejoint les lignes russes sous le feu des Autrichiens. Puis j'appris aussi la revanche du gouvernement de Vienne, les persécutions de Sokols, les fusillades, le procès du docteur Kramarz, les arrestations d'Universitaires suspects... Et je ne me suis rappelé que plus fidèlement les fortes paroles de l'ami lointain, perdu quelque part, vers l'Est de l'Europe, dans la tourmente de la Grande Guerre, et que peut-être je ne reverrai plus

CHAPITRE IV

C'est le plus fort qui fera l'Histoire...

Que les Allemands ne pensent pas précisément comme nous, on commence à s'en douter un peu. Est-ce une raison pour négliger de connaître leur pensée ? Une haine assez naturelle, mais en cela imprévoyante, nous y pousserait peut-être. Pourtant ce mépris hautain empêcherait-il nos ennemis d'exister et d'agir, et de se renseigner sur nous comme ils l'ont toujours fait? Notre ignorance n'a jamais nui qu'à nous-mêmes...

On aurait en France quelques bons motifs, assurément, pour se détourner avec une juste horreur de cette nation unique par ses forfaits. On souffre même à l'idée qu'un jour, après la guerre, on puisse de part et d'autre retourner tranquillement chez le voisin, à

travers les territoires ravagés. On serait tenté de croire à quelque oubli sacrilège, chez ceux d'entre nous qui, placides voyageurs, se rendront au pays des soldats incendiaires, redevenus les plus obséquieux commerçants du monde avec l'« honnête sourire » des bourgeois idylliques d'*Hermann et Dorothée*... Mais eux, croyons-le bien, ces bourreaux méthodiques de nos villes martyres et de nos populations dépouillées, ils souffriraient moins à l'idée de revenir dans notre bonne France pour les besoins de leur négoce ; et ils seraient les premiers à nous offrir, « à des prix défiant toute concurrence », de réparer eux-mêmes les irréparables dommages de leur séjour sanglant. Il y a donc toujours lieu de craindre, vis-à-vis d'un tel peuple, qu'à se montrer délicat on ne soit dupe de sa délicatesse : ce qui ne veut pas dire que nous devions adopter sa familière « bonhomie » désormais fameuse, pour renouer avec lui de cordiales relations d'affaires. Il s'agit, au contraire, de nous défier de l'insinuant ennemi, que n'arrêtent ni la barrière des traités ni surtout les remords de conscience. Et c'est

justement la méfiance qui nous conseille d'attacher sur lui nos regards attentifs, de prévenir son activité renaissante... de l'épier avant qu'il ne nous espionne. Pour rebuter le Germain envahissant, il faut le mieux connaître que par le passé. Qu'il se sente surveillé, et il osera moins agir. Rien ne l'a déterminé à l'agression de 1914, autant que l'espoir qu'il avait de nous prendre au dépourvu.

Du reste, il y aurait de la naïveté à prétendre que la Grande Guerre a créé entre lui et nous une opposition toute nouvelle, qui renverse les données de nos relations séculaires. Disons seulement que cette opposition latente, trop méconnue, s'est manifestée alors avec une évidence qui, aux yeux de victimes mal averties, a pu faire l'effet d'une révélation. Mais l'Allemand n'a pas changé de nature aux premiers jours d'août 1914, dans la féroce ivresse d'une ruée victorieuse ; il ne s'est point enlaidi d'une fureur subite et passagère pour redevenir après le combat le sincère « camarade » du peuple français. Or, ce qui est vrai du lendemain de la guerre, ne

l'était pas moins auparavant : si le Germanisme menace de survivre, c'est qu'il ne date pas d'hier ; cette doctrine malfaisante et vivace a, dans la conscience allemande, des racines bien profondes... Puisqu'il en est ainsi, à quoi servirait de ne pas se l'avouer, de nier l'Allemagne telle qu'elle fut et telle que sans doute elle demeurera quelque temps encore? Ignorer cette Allemagne par un optimisme aveugle comme naguère, ou ne plus vouloir la connaître par affectation de dédain, dans l'emportement irraisonné d'une rancune d'ailleurs légitime : ce serait le moyen de nous exposer aux surprises que nous ménagera toujours son peuple industrieux et tenace. Ce serait aussi montrer, par une si puérile attitude, que la leçon durable de la Grande Guerre nous aurait échappé : car celle-ci a mis au jour bien autre chose qu'un égarement criminel et momentané qu'après la bataille on traite par le mépris ; oui, autre chose : un état d'esprit qui a duré et qui durera, une machination de longue haleine, unique dans l'Histoire, et savante au point que nous y pourrions trouver des leçons.

Tant qu'un Germanisme subsistera en face de nous, l'Allemagne sera un pays à surveiller et à connaître, un pays instructif et dangereux. S'instruire en l'observant, tel fut toujours l'intérêt de l'intelligence française : non pas en abdiquant le sens critique, comme les admirateurs inconsidérés de la « Science allemande », mais au contraire en gardant conscience d'un génie supérieur. Vivant depuis des siècles auprès d'un tel peuple aux portes de France, nous avions hérité des devoirs de la puissance romaine ; sa mission de perpétuelle surveillance sur les barbares du Rhin et du Danube était échue à nos rois. On se rappelle César colonisant la Gaule comme pour prévenir les invasions germaniques : celui-là savait observer et comprendre, et tenir en respect les barbares ! Grâce à lui, bien plus tard, la Gaule colonisée imposa aux Francs en quelque sorte un milieu plus cultivé, et leur apprit ainsi à sauvegarder des vestiges chrétiens d'antiquité latine, à travers le Moyen-Age. Ensuite, on sait par quels prodiges de « grande politique » Richelieu et Louis XIV firent régner au-dessus de la divi-

sion des « Allemagnes » l'autorité de la France classique. Assurément il y fallut quelques arguments vigoureux, pour assurer le prestige moral de notre aimable nation : tout le noble talent de nos écrivains n'y eût point suffi ; il n'eût pas donné, à lui seul, cette salutaire impression de puissance, hors de laquelle nos voisins allemands ne s'avoueront jamais convaincus. Mais comme ils apprécièrent chez Descartes et Corneille — plaisons-nous à le rappeler — la fermeté de notre Raison, rehaussée par la fermeté de notre politique... O bienfait d'une sage direction ! vis-à-vis d'un peuple rude, se recommande la rudesse des moyens... Il advint même que le ministre Louvois, pour nous préserver d'une invasion, donna l'ordre fameux de dévaster le Palatinat ; mais l'heure était critique : « question de vie ou de mort » — comme disait hier le ministre von Jagow en attaquant la Belgique — à ceci près que Louis XIV n'avait pas garanti de neutralité palatine, et que la ligue d'Augsbourg assumait la responsabilité du conflit. Dans de telles conditions, Louvois ne se piquait pas de ces scrupules humani-

taires dont s'embarrassèrent peut-être à l'excès les Alliés de 1914, avec plus d'honnêteté que de sens pratique. D'ailleurs, avec la bonne volonté la plus conciliante envers nos amis actuels, il nous est difficile de donner raison à l'Europe, rétrospectivement, contre la France de Louis XIV : le moment n'est-il pas venu de comprendre que la jalousie européenne soulevée d'abord par Guillaume d'Orange — et de Nassau — n'a servi ensuite pendant deux siècles qu'à arrêter en Allemagne l'œuvre nécessaire de la France civilisée, au profit d'un Germanisme dont on voit aujourd'hui les odieux effets?

Ces regards en arrière ne sont pas inutiles. Le présent fait mieux juger le passé; et il en reçoit pour lui-même des leçons trop longtemps méconnues. Quand l'Allemagne unifiée depuis 1871, et même « affranchie » depuis 1815, détient la Belgique, la Pologne, la Serbie, on peut regretter l'heureux temps des modestes « Allemagnes » et de notre Ligue du Rhin... La diplomatie forte et prévoyante qui clôtura dignement la guerre de Trente ans a porté ses fruits jusqu'à nos jours. L'at-

mosphère corrompue du règne de Louis XV, une politique languissante ou capricieuse, ne suffirent pas à tout gâter. Il fallut du temps aux parvenus de Hohenzollern pour effacer les vestiges de notre hégémonie, qui laissait flotter encore comme un arôme spirituel : Frédéric II le humait avec délices, en correspondance avec Voltaire et quelques autres, par une curiosité qui n'allait pas sans calcul ni sans orgueil. « Philosopher » avec les nôtres, profiter d'eux en badinant, n'était-ce pas, pour l'astucieux monarque, la plus aimable manière de dérober à la « grande nation » le secret si envié de son prestige ? Il faut toujours que les relations aident à quelque chose : idéal bien pratique d'un roi bien prussien. On voit déjà, par la politique de Frédéric II, que notre supériorité d'esprit ne nous servait plus à dominer nos élèves : notre « ami » de Berlin opérait sans vergogne contre les armées de Louis XV, aux applaudissements d'un certain public français. Cela prouve que l'intelligence de nos philosophes, si vive encore mais hantée de douces chimères, se laissait aller à méconnaître l'Europe, et

gâchait l'œuvre des aïeux. Le « grand Frédéric » renversait les rôles, comme s'il eût guetté déjà notre succession... Nos classiques avaient paru des maîtres légitimes, et leur enseignement s'était imposé outre-Rhin : au siècle suivant, malgré les beaux discours des Encyclopédistes, et leur succès de curiosité auprès des cours européennes, Lessing obtenait un succès plus réel en Allemagne, avec sa critique haineuse de notre esprit. Vers le même temps, des Bodmer et des Klopstock se faisaient une réputation de génie — même chez nous — en exaltant leur mysticisme au-dessus de notre Raison, en opposant Ossian à Homère, et Shakespeare à Racine, en nous proclamant déchus vis-à-vis des « néo-Germains ». La Révolution, éclatant sur ces entrefaites, surprit nos voisins comme un signe de rajeunissement, comme la preuve inattendue d'une vitalité qu'ils croyaient éteinte. Non, notre « frivole nation » n'était point si frivole, ni gâtée entièrement par des mœurs de décadence : elle voulait revivre, c'était un « miracle français ». A la vue d'une telle démonstration d'énergie, quel bon Alle-

mand se défendrait d'un renouveau de respect ? Notre ennemi Klopstock passa subitement des injures aux louanges, et se sentit honoré d'obtenir des « néo-Francs » le titre de citoyen de leur République. Par la suite, quand l'écho de nos luttes intestines et des exécutions sanglantes eut refroidi le premier enthousiasme, il resta encore le prestige des armes : les sans-culottes battant à Valmy « les troupes les plus disciplinées du monde », quel scandale, et quel nouveau motif de rendre son estime à une nation qui avait de pareils soldats ! Ce fut au tour de Gœthe de faire amende honorable — peut-être point, il est vrai, en ces paroles prophétiques qu'il se prêta noblement sur le tard, et qui semblent déclamées après coup comme pour une mise en scène à l'intention des historiens ; mais enfin, en termes moins grandiloquents, plus conformes à l'abattement d'un soir de défaite, il dut s'avouer au moins que la Révolution française était « tout de même quelque chose »... Il est certain que nos victoires, nos conquêtes, puis l'éclat du premier Empire, valurent à notre puissance en Alle-

magne, comme partout en Europe, une autorité sans rivale, et que l'idéal des philosophes de 1789 bénéficia de cette expansion militaire qu'ils eussent d'ailleurs désavouée. Comment nos voisins se fussent-ils dérobés à l'influence de principes qui inspiraient les proclamations de nos généraux, les chansons de nos soldats et qui présidèrent plus ou moins au remaniement de la carte d'Europe ? Du reste, quoi qu'on reproche au régime de Napoléon, l'administration française sut mériter l'estime dans bien des pays annexés, ainsi que le prouve la reconnaissance durable des Rhénans, qui purent faire la comparaison avec le régime prussien.

Si j'évoque une fois de plus cette seconde grande époque de notre influence, élargissant à certains égards les résultats du siècle de Louis XIV, c'est pour mieux marquer une différence d'espèce, qui fait comprendre la suite moins brillante de cette impériale aventure. Il est en effet singulier qu'après Louis XIV, longtemps encore, malgré les désordres de la Régence et les fautes de tous les partis sous le négligent Louis XV, le génie

de la « grande nation » ait continué à dominer l'Europe; tandis que les traités de 1815 arrêtent brusquement notre expansion par un bloc germanique, organisant l'Europe centrale pour la résistance au génie français, au point qu'en France même on opposera un cosmopolitisme à l'ancienne suprématie de nos traditions. Pourquoi cette soudaine diminution nationale, que peu à peu nos raisonneurs ont acceptée benoîtement comme une juste revanche de nos rivaux sur nous-mêmes ? Les causes diplomatiques et militaires suffisent-elles à rendre compte de l'immensité de la ruine en 1815 ? Suffit-il d'alléguer que l' « ogre corse », plus terriblement encore que le « roi soleil », avait alarmé les puissances ; que cette « folie belliqueuse » légitimait des mesures exceptionnelles en vue de l'avenir ; que la Prusse, d'ailleurs, était devenue incomparablement plus forte qu'aux traités d'Utrecht, et qu'elle avait longtemps souffert (elle qui ne fit jamais souffrir !) ; qu'ainsi, autour de la Prusse martyre, s'était groupée une Sainte-Alliance, odieux résultat de notre turbulence « agressive », mais qui nous ôtait logiquement le

pouvoir de troubler la paix ? En vérité, parmi les causes des guerres de Napoléon, il conviendrait de ne pas oublier d'abord la fourberie prussienne persistante, rendant vaine toute tentative de l'empereur pour s'entendre avec l'Angleterre ou la Russie, et exploitant les illusions qu'il gardait encore quelques semaines avant Iéna. Il faudrait surtout ne pas méconnaître la nature particulière du fanatisme prussien de 1813, ne pas oublier les Fichte et les Gneisenau, la Philosophie mystique collaborant avec l'État prussien, « l'Idéal » des Universités exaltant l'État-major, la « mission divine » de Blücher, enfin la conquête sous prétexte de Culture : et, si l'on croit que tout cela s'est improvisé vers 1813, qu'on remonte aux sources peu équivoques de ce mouvement romantique, à la littérature bruyante des néo-Germains qui, avant 1789, nous insultaient déjà par la voix de Klopstock et du « sage » Lessing ! Voilà — si l'on ne craint pas de se reporter aux vraies causes — la raison lointaine, profonde, qui a donné aux rancunes allemandes une originalité distinctive, une intensité de haine,

une âpreté doctrinale, que n'eut jamais le ressentiment légitime de la France envahie à l'égard des cosaques et des Prussiens de 1814. Disons le mot : ce sont les dispositions intellectuelles de la Prusse qui, à la faveur des événements politiques, engendrèrent un Germanisme dont le monde civilisé n'a cessé de souffrir. Avant Iéna il grandissait dans les Universités ; il s'étalait aussi en littérature, déjà chez ces pré-romantiques qui nous faisaient penser à notre cher Rousseau, chez ces évocateurs de vieilles « vertus allemandes » que nous écoutions avec indulgence depuis un demi-siècle, qui nous assourdissaient à chanter les « héros » de leur Germanie, et qui nous parlaient insolemment, comme des affranchis qu'on ne surveille plus.

Pourquoi donc un jour, après tant d'alternatives de succès et de revers dans notre Histoire, une catastrophe — qui n'était pas la première que nous eussions subie — nous priva-t-elle de notre hégémonie incontestée tout en nous rendant nos frontières ? C'est à cause d'une longue suite d'années antérieures où l'intelligence française compromit par

négligence des dons incomparables, où, se relâchant de sa vigilance et de sa juste maîtrise, elle laissa nier par des voisins inférieurs mais plus obstinés l'autorité de la civilisation qu'elle défendait. Comment, par la suite, l'influence de la pensée allemande encouragea ce renoncement à nous-mêmes, comment elle chercha littéralement à nous mettre le bandeau sur les yeux : nous l'avons dit ailleurs, en résumant quelques autres utopies. Ailleurs encore, nous opposions aux tristesses de ce tableau trop véridique ce que doit être la préparation intellectuelle de l'esprit public dans un État fort, le rôle des historiens et des savants pour informer, instruire, armer la nation. Ici, toujours au point de vue réaliste, considérant l'intelligence des peuples dans ses rapports avec leur lutte pour la vie, nous donnons à l'Histoire un large sens humain : de l'Histoire, chacun en fait à sa manière quand il observe les événements dans le cadre de sa modeste expérience, quand il établit des comparaisons, porte des jugements qui l'inciteront à prévoir bien ou mal ; et souvent un homme du commun y manifeste une justesse d'esprit

que pourraient lui envier des diplomates et des hommes d'État. Ceux-ci, assurément, vivent dans un milieu artificiel ou dans un monde complexe où il est malaisé de voir clair. Alors — dira le bon sens populaire — qu'on les choisisse plus intelligents... La même recommandation s'applique évidemment aussi aux historiens, à ceux qui font officiellement l'Histoire — non seulement de ce qu'ils voient, mais de ce qu'ils lisent sur diverses époques et sur les plus lointains pays ; elle devrait s'appliquer enfin, au moins devant leur propre conscience, à tous ceux qui prennent le droit d'écrire, et de répandre avec assurance des théories qui ne sont pas toutes vraies. Et nous revenons à notre question : comment cette foule d'écrivains, dont les plus écoutés auraient dû représenter le mieux la vigilance française, comment nos « intellectuels » des différents siècles ont-ils pratiqué leur devoir éminent d'inculquer à la France la notion de ses intérêts et de sa dignité, vis-à-vis du plus dangereux de ses voisins ? En d'autres termes, grâce à quels écrivains ou penseurs, collaborant à l'œuvre de nos

hommes d'État, notre grande nation a-t-elle pu tenir les Allemagnes en respect, faire régner ses méthodes, son autorité, sa raison, en un mot, prévenir longtemps tout Germanisme ? La réponse à cette question est le plus bel éloge à décerner au siècle de Louis XIV. Au cours du siècle suivant, les Français n'ont pourtant rien perdu de leur utile curiosité : bien au contraire, elle s'est développée avec le goût des sciences, des discussions philosophiques et des voyages. Mais que sert de voyager, si l'on transporte partout ses illusions aussi douces qu'incurables, si l'esprit faussé ne permet plus de voir clair ? Peut-être nos « raisonneurs » crurent-ils trop vite tout savoir : devant les vastes horizons de leur *Encyclopédie*, ils se mettaient insensiblement à rêver, ils espéraient un avenir utopique, une autre France non plus autoritaire mais fraternelle au milieu des nations, et déjà ils allaient le dire à nos ennemis... Voilà en quoi ces philosophes jugeaient mal l'Histoire et abandonnaient nos plus sûres traditions. Ils n'ont, hélas ! pas manqué de disciples, qui sacrifiant les intérêts de la France à des

principes mal contrôlés, ont introduit en Histoire plus de théories que de vérité, plus de discussions politiques que de bonne volonté nationale, et provoqué plus de discordes civiles que d'action féconde au dehors.

Par une contre-partie fatale, à mesure que chez nous on négligeait le culte de nos énergies, et que l'on engageait des débats sur nos propres gloires, les Allemands, naguère nos humbles disciples, se sentaient libres d'élever leurs voix insolentes, de glorifier leur « génie », de se découvrir des « héros » jusque chez les anciens Chérusques, de se chercher des traditions opposées à celles que nous représentions dans le monde. Du jour où la plus haute puissance civilisée s'avisa de flatter ses voisins d'Allemagne au lieu de les tenir pour ce qu'ils étaient, du jour où elle n'osa plus parler à ces têtes indécises, encore troublées de mysticisme, le ferme langage de la raison classique, de ce jour le Germanisme de quelques philosophes autoritaires s'empara de ces cerveaux malléables, les exalta de toutes les prétentions, leur suggéra l'orgueil

d'une « Kultur » qui ne serait plus notre civilisation humaine. Tel fut le début d'un immense effort national qui n'était autre qu'une tentative de l'Allemagne intellectuelle pour nous imposer peu à peu, par ses écrits et en fait, sa propre conception de l'Histoire.

Entreprise collective et disciplinée, que cette mainmise sur l'Histoire, entreprise qui contraste avec la timidité de nos historiens vis-à-vis des prétentions allemandes, et avec leur critique chicanière à l'égard de notre héroïque passé. Surtout depuis la Révolution, il semblait qu'il y eût deux Frances, toutes deux intransigeantes dans leurs prédilections. Les uns se réfugiaient dans une telle contemplation rétrospective de l'ancien régime qu'ils ne savaient plus voir l'Europe du présent. Par contre,pour les apologistes de la France nouvelle, la vérité ne datait que de 1789, ou d'un peu avant, grâce aux Encyclopédistes et autres adversaires de la religion officielle et de la royauté, grâce aussi à quelques étrangers fameux, Luther par exemple, qui avait sauvé les droits de la libre-pensée à l'aube des temps modernes. Tout de même, ces his-

toriens si sévères, si scrupuleux en fait d'orthodoxie révolutionnaire, voulaient bien adoucir leur rigueur, pour faire preuve de tolérance, en faveur de quelques-uns de nos rois : Henri IV, le libéral Béarnais — si peu catholique — passait pour mériter, en somme, l'estime de bons Français ; et Louis XI aussi, à certains égards — roi sans majesté, espèce de petit bourgeois couronné qui en avait « fait voir de dures » aux seigneurs. On voulait bien encore, à part ces faveurs exceptionnelles, accorder quelques indulgences : ainsi, à notre bon saint Louis — pardon ! Louis IX — qui un jour rendit aux Anglais si bénévolement des territoires de France, reconquis pourtant à grand'peine ; ou même à François Ier, bien que ce trop galant chevalier fût déjà — disait-on — un spécimen de la légèreté fastueuse qui gaspilla les biens de l'État en plaisirs et en interminables guerres. Et, à ce propos, on se remémorait avec des mines scandalisées le règne calamiteux de Louis XIV, les prodigalités, le luxe de Versailles, l'insatiable ambition des ministres qui pressuraient le pauvre peuple et nous embarrassaient d'une

« grande politique » continentale et coloniale, surtout l'odieux Louvois — qui nous a valu jusqu'à nos jours les justes représailles de l'innocente Allemagne en faisant incendier le Palatinat. Et Louis XV ? Oh ! le règne de celui-là fût presque devenu sympathique — tant la critique du régime avait beau jeu contre lui, tellement il rendait aisée la condamnation de l'ancienne France. On avait affaire à plus forte partie, avec le siècle de Louis XIV... Or, tandis que chez nous on dressait avec soin, contre notre « prétendu » grand siècle, ce réquisitoire minutieux, tandis que des historiens de la Littérature le complétaient par leurs objections à la « sécheresse » classique, qu'en pensaient nos voisins ? Ils croyaient reconnaître, dans cette critique de l'esprit français par nous-mêmes, les idées de leur cher Lessing, et, dans le dénigrement de notre ancienne puissance, quelques-unes des thèses favorites de leurs historiens. Cela n'était pas fait pour leur déplaire : nous nous mettions de bon cœur à la merci de leurs jugements.

Eux, pendant ce temps, ils se fussent bien

gardés de dénigrer leur Histoire. En diminuant la nôtre, en déniant tout titre de gloire à tant de personnages qui l'avaient illustrée, qui avaient imposé le respect à une Allemagne soumise, n'est-ce pas à l'apologie de l'Allemagne désormais arrogante que chez nous on apportait des arguments ? Ses érudits, précisément, travaillaient assez à lui en fournir. Sous l'impulsion première de quelques têtes romantiques — ce qui marque bien l'origine passionnée de ces doctrines artificielles — ils commencèrent, de parti-pris, à se représenter leur Germanisme comme une réalité historique prédestinée depuis des temps immémoriaux, afin d'en mieux faire l'unique réalité de l'avenir. Aidés par les littérateurs, portés — pour ainsi dire — par un véritable enthousiasme, assurés du ferme appui de l'État prussien, ils sentaient que leur peine ne serait pas perdue. Que n'avions-nous une égale discipline à leur opposer, avec la conviction de l'excellence de notre cause, pour faire valoir la supériorité d'une intelligence lucide ? Le poète Klopstock, que l'on disait déjà « néo-Germain », avait prôné

Arminius, le premier des héros historiques de la Germanie ; on annexa aussi l'*Edda* scandinave et la vieille poésie bardique, avant de retrouver les *Nibelungen*, chères à Hebbel et Wagner ; mais le Moyen-Age offrait une plus ample matière que ces temps reculés, avec son art gothique que l'on qualifiait d'allemand, avec son folklore de légendes que reconstituaient doctement les frères Grimm, et où l'on voulait reconnaître l'image symbolique de l'âme spontanée des peuples : l'humanité entière ne se résume-t-elle pas dans le Germanisme ? C'était déjà la prétention de Frédéric Schlegel.

En Histoire, cette prédilection pour le Moyen-Age ne présida pas seulement aux théories religieuses de la Sainte-Alliance ; elle servit surtout à glorifier l'antique puissance allemande du Saint-Empire, qu'on espérait ressusciter — d'une espérance encore vague, dès la fin du XVIIIe siècle. Si une telle évocation parut encourager d'abord certains désirs d'une restauration catholique, le Germanisme prussien — avec ce sens de la solidarité nationale et cette volonté d'accapare-

ment qu'on lui connaît — n'en a pas moins conservé dans les annales de la grandeur allemande les figures de Frédéric Barberousse et de Rodolphe d'Autriche, célébrés par trop de poèmes romantiques et de légendes populaires pour qu'on négligeât d'exploiter leur mémoire. Cela n'empêche pas, du reste, les vrais luthériens de leur préférer un Albert de Brandebourg et tous les « hauts faits » des Hohenzollern : l'essentiel est qu'on ne sacrifie aucune des gloires nationales (il n'y en a pas trop !), et qu'on les grandisse au contraire, pour mieux grandir l'Allemagne du présent.

Nulle part la glorification des victoires et des « héros » allemands n'éclatait avec plus de violence que dans les chansons d'étudiants. Il y régnait un cynisme qui d'ailleurs n'allait pas sans méthode. Fanatiser la jeunesse universitaire, organisée presque militairement, ajouter à l'ivresse de ses beuveries des fumées d'orgueil, lui rendre inoubliables, par la poésie et le chant, les plus fameux soldats de la Force allemande dans tout leur « génie » cruel — et « Hermann le libérateur », et Bar-

berousse, et jusqu'au prince Eugène prenant Belgrade, et puis le « vieux Fritz » de Rossbach, et le « Feldmarschall Blücher », qui à la Katzbach « apprit aux Français à nager » : quelle évocation guerrière, quelle promesse de chevauchées victorieuses ! Bien des fois il me fut donné, comme à tant d'autres Français, d'assister en invité à ces réunions édifiantes. Ma présence ne détournait pas mes hôtes de célébrer le « Rhin allemand », ni même de réclamer dans leurs *lieder* l'écrasement du Welche ou du « sauteur » latin. Il était bien entendu que la jovialité excusait tout... ce qui ne m'empêchait point de lui trouver une saveur spéciale qu'elle n'a jamais eue qu'en Allemagne. Je ne fus donc pas surpris, un soir à Leipzig, étant convié à une réunion solennelle de diverses associations d'étudiants, d'entendre le *Deutschland über Alles* chanté par un millier de voix. Ce qui m'intéressa comme un spectacle nouveau pour moi, c'était l'enchantement manifeste d'un groupe de professeurs, assis à une table qui dominait un peu l'assistance, et d'où l'un deux, soudain, entonna un lied d'une voix écla-

tante, tandis que les étudiants en chœur imitaient en sourdine le frémissement d'une forêt... Je me souviendrai longtemps de cette soirée. Je restais assis, observant et méditant, au milieu d'une longue tablée de buveurs, pendant que montaient de tous les points de la salle immense les chants de gloire et de défi. Et les professeurs, sur leur estrade, scandaient la mesure, comme bercés par un rêve d'orgueil. Et je comprenais que ce fanatisme érudit, avec sa discipline, était la force de l'Allemagne. Ma pensée se reportait alors vers mon admirable et insouciante patrie... Je songeais aux maîtres charmants, esthètes et philosophes, qui avaient instruit et enchanté ma jeunesse en me parlant d'idéal humain. Puis je me souvenais des leçons — plus austères et plus confuses — de savants professeurs qui cherchaient consciencieusement dans l'Histoire l'apologie de leurs sociales espérances. En un mot, je pensais à tous ceux que j'aurais voulus là, et à mon devoir de les interroger un jour, pour leur demander compte tristement de ce qu'ils ne m'avaient pas appris. Ils m'eussent objecté en souriant — ces sages si

sûrs de leur sagesse — que le propre de la jeunesse est de s'exagérer ses indignations véhémentes, et que je ne m'étais pas encore assez pénétré de leurs leçons ; ils m'eussent assuré une fois de plus qu'on pouvait bien tolérer quelques pangermanistes à une nation de grands philisophes... Et je ne pouvais que sourire à mon tour de cette fausse sagesse, en ouvrant mes yeux au spectacle indéniable d'une telle solennité académique, d'un millier d'étudiants exaltés de « fureur teutonne ». Je me réjouissais de contempler ces appétits sans aucun voile d'illusion, de les voir se trahissant dans l'exubérance de l'orgie ; je me félicitais d'avoir arraché aux préjugés d'école toute la liberté de mon jeune esprit ; je regardais, fier d'être là, silencieux et réfléchi, modeste étudiant de France, cachant à l'ivresse des barbares ma méditation anxieuse de l'avenir.

Je connaissais d'ailleurs plus d'un Français spirituel qui eût écouté ce récit sans émoi. Il m'eût dit : « Nous savons cela ; que ne nous a-t-on pas conté de l'Allemagne moyenâgeuse, de ses étudiants qui fraternisent, de leurs

uniformes et de leurs beuveries hurlantes? Nous les avons vus à Paris sur nos scènes, et ils ne nous ont pas semblé bien terribles, lorsqu'Antoine monta *Vieil Heidelberg*. Ils nous ont seulement un peu étonnés. Il y avait là, entre un de leurs princes et une pauvre fille, certaine histoire d'amour assez fade, qui prouve combien ils ont l'âme sentimentale. Cela nous distrait des pièces de chez nous ; pourtant on aurait vite fait de s'en lasser ». Et d'autres voix se fussent écriées au contraire : « Mais ce sont des mœurs touchantes ! on ne saurait trop admirer ces jeunes gens que réunit la communauté de leurs études, et le goût patriarcal pour les réunions présidées par des savants vénérables. O innocentes agapes ! ô sincérité, ô vieilles vertus allemandes ! Voilà des étudiants qui sans rien dissimuler, en présence de leurs hôtes étrangers, devant nous-mêmes, célèbrent leur nation, les exploits de leurs héros contre les ennemis de leur chère Allemagne. Quel noble et inoffensif patriotisme, que celui qui s'exhale sans fausse retenue ni contrainte, parmi les libations et les chants ! Non, n'allons

pas suspecter la studieuse Allemagne. »

Or, des milieux savants de cette «studieuse Allemagne », un Germanisme « historique » s'était propagé comme une mode persistante. Il s'étalait aussi en Littérature, dans les romans d'un Freytag et d'un Félix Dahn, évoquant le dieu Odin ou Ingo le Vandale ; même à la scène, où les pièces d'histoire nationaliste abondaient : et non seulement en Allemagne, de la part d'un pangermaniste notoire comme Wildenbruch, mais à Vienne, dans cette Autriche oppressive qui aime à se flatter de ses orgueilleux souvenirs. Comment du reste, en ces pays, l'attention publique ne serait elle pas retenue par les traditions conquérantes, depuis les grandes invasions ? Dans ces deux États germaniques — incomplètement peuplés d'Allemands — ceux-ci ne se sont-ils point placés, et ne restent-ils pas volontairement, « au point de vue de la conquête » —suivant la formule que les Hongrois à leur tour prétendent appliquer aux Roumains de Transylvanie ? Combien de peuplades slaves, notamment, les Germains n'ont-ils pas

dépouillées puis asservies, sous prétexte de colonisation et de « Kultur » : tels, de nos jours, les Tchèques de Bohême, ou les pauvres Serbes qui gênaient l'Autriche et qu'elle voudrait anéantir ; tels autrefois les Borusses, dont les « Chevaliers Teutoniques » ont pris jusqu'au nom de Prussiens ; tels tous les Slaves du nord-est, contre qui Albert de Hohenzollern fonda l'Université de Kœnigsberg, pour qu'elle germanisât le pays par son enseignement... Tout cela, nos ennemis d'Allemagne et d'Autriche ne sauraient l'oublier, tant que leur oppression se perpétue envers les descendants de leurs victimes. Et, s'ils s'en souviennent, c'est avec le désir incessant d'élargir encore leurs acquisitions séculaires, de s'installer — et cette fois définitivement — sur tout domaine jadis occupé par eux, de le récupérer à jamais, au nom du « droit historique » que crée toujours, à leurs yeux, la trace une fois laissée par le Germain conquérant : *semel germanicus, semper germanicus*, dit une vieille devise.

A ce compte-là, on a vite fait d'annexer le monde, du moins en théorie : les historiens

allemands s'y employèrent ; et nous venons de dire pourquoi, par suite de quelle coupable tolérance française, cette invasion intellectuelle menaçait notre propre Histoire. Elle s'emparait même de la France, et l'on disséquait par avance notre beau pays. Depuis longtemps déjà, les pangermanistes distinguaient plusieurs Frances, plus ou moins « corrompues » selon leur degré de latinité ou de germanisme, et nous faisaient la grâce d'admettre que certaines populations du Nord seraient assimilables, dignes de figurer dans la « plus grande » Allemagne des temps prochains : quant aux « brachycéphales » du Midi, on les vouait à la dégénérescence, que les vainqueurs encourageraient par des moyens « scientifiques ». Pour contribuer au futur démembrement de notre pays, les érudits d'outre-Rhin imaginaient d'exhumer bientôt — toujours au nom de l'Histoire — des États éphémères, ou en tous cas bien évanouis, fondus comme les neiges d'antan... alors que chez nous on craignait de dénoncer les récentes intrusions prussiennes, de revendiquer la frontière rhénane de notre civilisation. De là,

le zèle vraiment remarquable que ces austères savants à lunettes, amateurs intéressés de vieux souvenirs, témoignaient pour les traditions locales des pays convoités, pour les vestiges d'individualité de nos anciennes provinces, notamment par le moyen des études linguistiques, qui permettent de déceler ces différences d'origine. De là, en particulier, l'étude du provençal, si active en Allemagne ; de là encore, l'existence d'une chaire de celtique à l'Université de Berlin ; on devine à quoi tendaient les « sympathies » à l'égard de notre loyal félibrige, et surtout du panceltisme tendancieux d'Irlande, comme aussi l'encouragement de M. Max Nordau aux bons « séparatistes » bretons. C'est ainsi que se préparent, à tête reposée, les arguments « historiques » qui peuvent servir de prétexte, après la victoire, pour défaire l'unité d'une nation — d'ailleurs parfaitement unie quand il s'agit de la France. Ne nous étonnons pas que, dans l'enivrement des premiers succès de 1914, des voix se soient élevées déjà pour préconiser, d'après la leçon des Universités allemandes, des restaurations paradoxales qu'on eût toujours

« justifiées » — selon le principe de Frédéric II. On parla sans rire d'un nouveau comté de Provence à ressusciter, ou de ce royaume d'Arles qui avait relevé du Saint-Empire romain-germanique ; on souhaita au Kronprinz le « duché » de Bretagne ; et, en attendant, on envoya le « panceltiste » Roger Casement soulever l'Irlande. Dans les pays occupés, on prétendit détacher la Lithuanie de la Pologne ; on se sentit même tant de sympathie pour les Flamands de Belgique qu'on leur proposa de les arracher à la « tyrannie » des Wallons de langue française : le gouvernement de Berlin tenta de mobiliser l'Université de Gand pour cette œuvre de trahison ; alors MM. Frédéricq et Pirenne — deux vrais historiens, parfaitement éclairés sur nos traditions communes, refusèrent de parler contre leur conscience, et préférèrent la captivité en Allemagne.

Ce cri de vérité est un beau symbole. Assurément la révolte de l'intelligence atteste l'énergie que gardent d'héroïques prisonniers pour résister encore à l'oppresseur. Une pareille attitude aurait dû être chez nous

aussi, longtemps avant la guerre, l'indice de notre vigilance nationale persistante, comme une protestation de l'esprit français, toujours habile à dominer l'ennemi, à déjouer ses plans en démasquant les mensonges de ses fausses Histoires. On se bat depuis près de trois ans pour que ces fictions de l'orgueil allemand — pour que son Germanisme — ne règnent pas sur l'humanité... Oui sans doute, je le sais bien, notre Idéal est supérieur, au-dessus même de la loi du plus fort ; c'est la France qui représente, avec son beau génie classique toujours vivace, l'intelligente sincérité du bon sens humain ; encore une fois, je le sais : de notre côté est la vérité, de notre côté est aussi le bon droit. Et cependant ayons sans cesse à la mémoire ces paroles bien allemandes que jeta brutalement à la Belgique martyre l'un des plus « hauts généraux » de la « Kultur », comme on invoquait devant lui la conscience universelle et le jugement de l'avenir : « Bah ! si nous sommes vainqueurs, c'est nous qui ferons l'Histoire ».

CHAPITRE V

Ce que l'université pourrait être

Le sujet est un peu délicat. Universitaire moi-même, ne vais-je pas entreprendre un plaidoyer *pro domo,* en insistant sur l'importance capitale de l'Université dans l'État? Ce qui me met à l'aise, c'est qu'il s'agit surtout de l'Enseignement tel qu'il devrait être. On ne croira donc pas que je veux de parti pris nous flatter.

Il est d'ailleurs plus utile de tendre à la perfection — sans y prétendre — que de contempler avec quiétude l'œuvre accomplie : ce qui conviendrait évidemment mieux à l'indolence humaine. Ne nous plaignons donc pas trop de la concurrence étrangère, cette forme de la lutte pour la vie, car elle nous apporte un stimulant de progrès, même dans les

choses de l'esprit. En tous cas, puisque nous ne sommes pas les seuls à avoir organisé un Enseignement public, n'oublions jamais d'accorder un regard aux institutions même de nos ennemis, et ne dédaignons pas non plus de prêter l'oreille aux appréciations émises par divers voisins, aux comparaisons qu'ils établissent : cela, quel que soit notre optimisme devant l'œuvre universitaire de la troisième République, dominée par les « immortels principes » de la Révolution française.

Le culte de ces principes, et le vif désir de les répandre dans le peuple, de l'en éclairer dès le jeune âge — pour assurer la tradition républicaine —, ont inspiré naturellement à notre Démocratie une haute opinion de l'École primaire. Aussi pouvons-nous montrer à la foule admirative, ainsi qu'à nos hôtes, les superbes bâtiments scolaires où l'on instruit gratuitement la jeunesse. Là ne s'arrête pas, toutefois, la curiosité de l'étranger sceptique, d'autant plus difficile à satisfaire qu'il a plus longtemps voyagé. Mais nous avons mieux à lui montrer : nous le conduisons alors devant

de véritables monuments de brique et de pierre, à plusieurs étages, et si spacieux, qu'il croit retrouver au premier abord les Instituts techniques ou les immenses cliniques chirurgicales d'outre-Rhin. Nous nous hâtons de le détromper, non sans une pointe d'orgueil : « Ce sont nos Lycées de France »... A notre surprise, l'étranger ne trouve à nous adresser que ce compliment : « comme ils doivent vous coûter cher » ! Aussitôt nous prenons la peine de lui expliquer que chacun de ces établissements comporte, outre les locaux d'enseignement proprement dits, des réfectoires aux tables de marbre et des dortoirs aérés par vingt fenêtres ; et que cette installation contient — ou pourrait contenir — des centaines d'élèves internes, nourris, logés, surveillés, administrés, enfin pourvus d'une éducation complète entre ces quatre murs. « Mais alors », réplique le visiteur : « ce sont les élèves qui doivent payer cher » ! Nous protestons que dans une République l'Enseignement est pour toutes les classes de la société, et qu'heureusement une législation secourable a mis des « bourses » à la disposition des

familles intéressantes, que des gens bien placés signalent aux pouvoirs publics.

« La République est généreuse », convient notre hôte, mais elle l'est aux frais des autres élèves, en fin de compte, car d'une façon ou d'une autre il faut toujours un contribuable — comme vous dites — pour payer tout cela ; il le peut sans doute : la France est si riche... Oh ! nous savons bien que des pays moins fortunés, tels que l'Italie, ont aussi le système de l'internat. Peut-être y voient-ils de réels avantages, pour la discipline par exemple ?... Mais en Angleterre, croyez-le, l'habitude d'une liberté relative ne corrompt pas la jeunesse, que la discipline sociale du dehors suffit à retenir dans le sentiment de ses devoirs. Faut-il dire : autres pays, autres mœurs ? L'Allemagne aussi (ce n'est pas qu'elle ait le « génie de l'organisation ») a pensé que le plus simple était le plus pratique ; elle n'a donc que des externats, les élèves logent en ville et sortent seuls — sous la menace, bien entendu, de sanctions sévères : et comme les sanctions promises seraient effectivement appliquées,

la discipline règne par la crainte, même en l'absence de surveillants. A quoi se réduit donc le Lycée allemand, ou « Gymnase » ? aux locaux d'enseignement ; et le personnel ? aux professeurs, assistés de quelques stagiaires déjà reçus à l'examen d'État. Un proviseur ? oui, le « directeur », qui fait des cours comme ses collègues. Un censeur des études ? et pourquoi ? Un surveillant général, dirigeant une troupe nombreuse de répétiteurs et de surveillants ? mais il n'y a pour ainsi dire pas de service intérieur... Du moins un économe, avec sous-économe ou commis aux écritures ? eh ! est-il indispensable que le professeur reçoive son traitement de ces intermédiaires coûteux ? Au contraire, en faisant l'économie d'un personnel compliqué et d'un entretien onéreux, l'État trouve plus de ressources pour rétribuer largement ceux qui enseignent. Ils n'en sont que plus estimés du public, plus fiers de leurs fonctions, et ils soutiennent de toute la ferveur de leur âme allemande la puissance d'un État qui leur procure de tels avantages matériels... Après tout, n'est-ce pas bien humain ? »

Ici, plus d'un bon Français aura déjà répondu à cet étranger que par bonheur il est d'autres arguments pour la conscience humaine : d'abord, la satisfaction de servir les institutions libérales d'une démocratie. Aussi ôterons-nous la parole à cet hypocrite admirateur de l'Allemagne impériale, pour la donner à un libre citoyen de la Suisse républicaine. Toutefois je crains un peu que celui-ci ne nous dise : « Le désintéressement que vous souhaitez aux membres de l'Enseignement fait grand honneur à ceux qui s'en montrent capables : mais est-il nécessaire qu'une démocratie paye moins bien ses professeurs que ne le fait un Empire ? Pourquoi y verrions-nous la preuve d'un régime plus avancé ? Une République n'est pas seulement cette chose idéale que chacun de ses citoyens doit porter dans sa conscience : elle est aussi un État parmi d'autres États ; elle a, comme telle, le souci de la concurrence, et de l'action au dehors. Le sentiment de sa supériorité, elle ne saurait le garder jalousement pour elle-même ; qu'elle l'impose plutôt et qu'elle se fasse valoir par ces avantages réels qui

seuls convainquent les lourds matérialistes venus chez elle en traversant les pays germains. Dans l'intérêt des « immortels principes » et de leur propagande, son but n'est-il pas de se rendre enviable, de faire rayonner autour d'elle le prestige de ses institutions ? Or connaissez-vous plus bel indice d'un régime florissant, chez un peuple civilisé, qu'une situation honorable pour les fonctionnaires qui ont charge de cette intelligence nationale, dont une grande République est justement fière ?

Pour nous en tenir au point de vue de la concurrence, rappelons que l'exemple de l'Allemagne n'est pas à dédaigner. Si la France de 1789 a pris soin de ses écoles, et de l'enseignement qu'on y distribue au peuple, la Prusse ne songe pas moins à l'utilité de sa « Kultur », qui lui paraît d'autant plus digne de sacrifices que le niveau s'élève, et qu'on passe du « primaire » au « supérieur ». Ces sacrifices consistent à conférer aux représentants de cette Culture une autorité telle, par leur situation, qu'ils n'aient rien à envier au personnel similaire des pays voisins, et qu'au

contraire tous les « neutres » d'Europe — ils furent légion en temps de paix — puissent se redire avec envie ce qu'a fait l'Allemagne pour les maîtres de son Enseignement... Mais — direz-vous — si une paix glorieuse consacrait la supériorité de la France, au point d'élargir ses frontières jusqu'au Rhin, de lui rendre Strasbourg, de lui rendre même Cologne qui fut déjà française : nos fidèles Alsaciens surtout ne préféreraient-ils pas nos institutions triomphantes à la « Kultur » du barbare déchu?— L'esprit de ces institutions, assurément ils le préféreraient — avec quelques réserves dans la question religieuse : et ainsi penseraient sans doute bon nombre d'autres Rhénans qui encore aujourd'hui se sentent assez peu Prussiens. Mais la vie pratique, les habitudes, la situation matérielle de telle ou telle classe de la société, la nature spéciale des impôts, les traitements des fonctionnaires : voilà ce qu'il serait imprudent de « bouleverser », si l'on tient au succès rapide du régime nouveau. Ne soyons pas moins habiles que nos ennemis. Leur germanisme oppressif n'avait réalisé que trop de progrès,

en rendant à ses sujets la soumission si fructueuse... Elle-même une paix pleinement victorieuse ne nous dispenserait pas de ménager l'opinion de ces Rhénans d'Alsace ou d'ailleurs, incorporés à la France ; ni de tenir compte de leurs habitudes allemandes — car on sait que l'habitude devient aisément « une seconde nature », surtout lorsqu'elle met de son côté l'intérêt. L'année dernière un professeur français, interprète dans un de nos camps de prisonniers, put noter une intéressante manifestation de cet état d'esprit. Un de ses « clients », un Allemand, « Oberlehrer » d'un « Gymnase » d'Alsace, semblait visiblement impressionné par la résistance de Verdun, par les premiers résultats de l'offensive anglaise, par l'avance de Broussilov en Galicie ; la foi en l'indéfectible toute-puissance germanique vacillait en lui, une lueur de respect pour la France éveillait tout un travail de réflexion dans son esprit lent ; il entrevoyait une issue française à cette guerre que l'Allemagne avait voulue, déjà il se résignait à subir l'ascendant du plus fort, et, qui sait? à changer de patrie. Sa résignation se

traduisit enfin par ce cri du cœur : « Quel traitement vous fait-on dans votre Lycée de France ? » — « Moi », expliqua l'interprète, « à quarante ans, n'étant pas agrégé, je gagne environ 4.000 francs ; un agrégé qui ferait une belle carrière atteindrait peut-être à un maximum de plus de 6.000 en province ». — « En ce cas », répartit le prisonnier, « je préfère notre régime sans agrégation : à mon âge, je touche près de 8.000 par an dans l'Alsace allemande ».

La différence devient encore plus sensible, dans l'Enseignement supérieur, entre les deux pays ; et surtout, elle tient à des causes plus profondes : le principe de l'organisation intellectuelle est en jeu. Or, ici même — qu'on y prenne garde — la concurrence acquiert une extrême gravité. D'abord, aux yeux des étrangers... Car ce ne sont pas les manuels scolaires qui font la renommée d'un pays devant le monde savant ; ce qui s'exporte et trouve crédit auprès de l'élite internationale, ce qui témoigne de l'avancement des Sciences et du progrès de l'esprit, c'est essentiellement

la « production » des Universités. Celle-ci offre donc, à l'État bien avisé, un premier profit : elle joue le rôle d'un moyen supérieur de propagande, elle se présente au dehors comme une preuve éminente de « Culture ». La réputation de tous ces travaux érudits grandit au loin le prestige national, surtout quand ils servent en outre à répandre l'idéal d'un peuple, à présenter même son apologie — comme c'est souvent le cas pour les ouvrages d'Histoire. Une nation active et réaliste, qui sacrifie avec à-propos et sans mesquinerie afin de récolter largement, n'hésite pas à se ménager les auxiliaires intellectuels de sa puissance. Ce qu'elle dépense dans l'intérêt de leur œuvre, n'est pas perdu pour l'intérêt général. Elle sait que là comme ailleurs, à défaut même de génie mais avec de la discipline, le nombre en imposera toujours : il atteste le soin apporté aux choses utiles de l'esprit, le sérieux d'un gouvernement qui favorise ainsi la Science, il atteste en somme un labeur qui attire les regards du monde entier, ne fût-ce que par une infinité de minimes progrès qui finissent bien par profiter

à l'industrie humaine. Or, si un peuple est à même d'en tirer parti, ce sera par excellence celui qui se donne la peine d'entretenir une telle armée de savants. Ils lui donneront à leur tour une armée technique d'ingénieurs et de chimistes, et une autre non moins redoutable, celle des « docteurs » en mainte espèce d'érudition, dûment préparés à devenir, en tout point de l'univers, les agents de leur « Culture » nationale... On l'a deviné : pareil tableau ressemble fort à celui que nous offraient les Universités allemandes.

On conçoit en effet l'importance que devait prendre, pour des gens si avertis de l'utilité de la Science, la question de l'Enseignement supérieur. Ils le considéraient à juste titre comme le foyer du progrès, des initiatives fécondes. Ils attendaient de lui, et non d'ailleurs, l'impulsion première, la direction intellectuelle du pays. En d'autres termes, l'Instruction publique ne se laissait pas dominer de bas en haut par des préoccupations de Pédagogie : à aucun degré, le souci capital n'était celui de vulgariser l'enseignement par des artifices de présentation, de le rendre

agréable à un public incompétent, de « réformer », de lancer des « méthodes » qui ne sont parfois que des modes éphémères, et qui exigeraient néanmoins un incroyable supplément de circulaires, d'instructions renouvelées, d'inspections coûteuses, d'exigences à l'égard du personnel. Plutôt que de quêter l'approbation d'une majorité, on veillait aux moyens d'édifier le public, en lui inculquant le respect du savoir. L' « opinion », on ne la sollicitait pas, on travaillait à la diriger : et — après tant d'efforts — on finissait tout de même par l'avoir pour soi : tellement, aux yeux de l'Allemagne, le succès justifie la méthode — qui consistait ici, tout simplement, à favoriser le travail scientifique ; et tellement on avait fait comprendre à ce peuple industrieux que sa prospérité matérielle tenait à celle de ses Universités.

Donc la prééminence de l'Enseignement supérieur influait sur l'ensemble du système scolaire, y établissait la suprématie de la Science, au lieu du formalisme des vaines pédagogies. Il restait entendu que le *Professor* proprement dit (d'ailleurs ce titre ne

se décernait que par extension à d'autres membres du corps enseignant) était par excellence celui que nous appelons en France le professeur de Faculté. Cela ne voulait pas dire que l'on fût tombé dans une autre exagération, et que ce professeur profitât de son autorité pour contrôler les *Oberlehrer* de Gymnases et pour assumer une partie de leur rôle. Ainsi ce n'est pas lui que l'on chargeait de faire subir aux élèves l'examen de fin d'études ; les épreuves correspondant à notre « baccalauréat » se passaient devant les maîtres de l'établissement même ; et ceci ne les empêchait point d'être fort sérieuses (1)... plus sérieuses encore que l'annuel examen de passage, qui pourtant faisait trembler enfants et familles. Les Oberlehrer gardaient donc les attributions relevant de leur compétence ; la chose paraissait aussi naturelle que de laisser les instituteurs à leur place dans les écoles primaires, ainsi que de respecter le *Professor* dans son rôle de savant.

En principe, pas de confusions de spécia-

1. d'ailleurs avec le défaut de trop sacrifier les qualités de forme à la quantité des connaissances.

lités, pas d'incompétence envahissante : chaque genre d'enseignement avait son domaine réservé. La préparation aux « grandes Écoles », telles que chez nous Polytechnique et Centrale, ne se faisait pas dans les Gymnases ou lycées. Du reste, à ce genre hybride d'écoles dites « spéciales » correspondaient en Allemagne — du moins pour l'Industrie — des Instituts techniques, qui dépendaient nettement des Universités, participaient à leur organisation en fait de laboratoires comme de personnel enseignant, et enfin étaient fort nombreux. Pareil système faisait impression au dehors, grâce à ses résultats tangibles ; il finissait même par y prévaloir, comme une forme d'expansion. Les ingénieurs que ces Instituts d'Allemagne déversaient en foule sur les pays d'Europe et d'Amérique ne contribuaient pas peu à l'active propagation de ce qu'on appelait pompeusement « les méthodes allemandes », et qui n'était que de l'esprit d'entreprise appliqué aux choses de science.

On pourrait se demander où donc nos ennemis puisaient les ressources nécessaires à

des établissements si dispendieux, à une science si exigeante et même — on le verra plus loin — si somptueuse. Mais ce qui précède nous fournit une partie de la réponse : c'est que l'Enseignement supérieur avait quantité d'étudiants. Ils affluaient pour une bonne raison, déjà suffisante : par intérêt ; car on a vu comment la Science s'ingéniait à se rendre utile, comment elle travaillait à l'éducation de l'industrie ; et l'État ne se faisait pas faute d'en étaler les avantages. Il en faisait rejaillir sur lui-même, sur sa « Kultur », sur toute l'érudition indigeste et souvent médiocre de ses Universités, enfin sur les titres qu'elles décernaient à leurs étudiants, un prestige, hélas ! devenu mondial. Puisque cette réclame pour la Science allemande attirait des étrangers de diverses latitudes, à plus forte raison devait-elle impressionner la bourgeoisie du pays, avide — pour ses fils — de la précieuse recommandation que constituait un titre de *Doktor*. Même les hobereaux de Prusse, dont on connaît l' « aristocratie » brutale, ne dédaignaient pas d' « étudier », suivant une coutume en honneur dans

la famille royale. Réunis en corporations orgueilleuses, à l'écart des vulgaires associations, ces très nobles seigneurs affichaient du reste dans les actes publics de leur vie d'étudiants un parfait mépris du « vil peuple » : tels, les fameux « Borusses » de Bonn, qui une nuit, après boire, se divertirent à assommer quelques inoffensifs passants... et se tirèrent d'affaire par la grâce de l'empereur. En effet, le Kaiser lui-même ne dédaignait point d'être un des « anciens » de la Borussia. On peut voir à ce détail quelle place tenaient les Universités dans les habitudes allemandes aussi bien que dans l'État, où ce jeune monde arrogant était destiné à devenir classe dirigeante.

Or, pour satisfaire aux besoins d'une clientèle si nombreuse et diverse, il fallait une organisation habile de l'Enseignement supérieur. Les riches bourgeois, les industriels qui ne voulaient nullement faire de leurs fils des administrateurs, des fonctionnaires, et qui pourtant les envoyaient s'instruire auprès de professeurs réputés, ceux-là se fussent découragés à la perspective d'un système compliqué

d'examens. Il importait de mettre à la disposition du public une organisation réaliste, exigeant la présence assidue et le travail sérieux, sanctionné — après quelques « semestres » — par un diplôme à peu près uniforme de fin d'études. Une courte « dissertation » scientifique, imprimée, était la thèse de doctorat ; et elle servait de point de départ pour l'accès même aux fonctions du haut Enseignement. Du reste, d'une manière générale, on ne semblait point goûter l'institution contestable des « concours », on n'y voyait guère que l'obligation écrasante, imposée parfois jusque dans l'âge mûr, de s'exercer à des rédactions d'apparat qui n'ont rien de commun avec le travail scientifique ; on les jugeait indignes surtout d'épuiser les forces de futurs savants, qui doivent se réserver à de plus utiles besognes. Aussi un simple « examen d'État » tenait-il lieu d'agrégation ; et encore les candidats ne pouvaient-ils s'y présenter qu'un petit nombre de fois : ceci, pour éviter aux plus fanatiques la tentation de préparer le concours pendant la meilleure partie de leur carrière...

L'absence d'un concours unique pour tous les candidats, l'institution d'épreuves régionales que chaque Université faisait subir à ses élèves, et qui n'en constituaient pas moins l' « examen d'État » — pareil système offrait un autre avantage : la décentralisation. Sans doute, dans les pays qui n'ont pas l'expérience de ses bienfaits, elle peut paraître le pire inconvénient... à ceux du moins dont l'unique effort est de tenir en main la direction de toute science universitaire. Je les entends protester que l'agrégation assure un contrôle rigoureux, une élimination salutaire, à la porte d'entrée du haut Enseignement, avant l'épreuve « définitive », la grosse thèse sur un sujet minuscule, le premier travail qui sera parfois le dernier — tant on a mis d'années à le faire — mais qui du moins s'accomplit sous la surveillance des maîtres de l'Université « centrale ». On aperçoit sans peine l'intérêt que ceux-là pourraient avoir à défendre leur suprématie, si bien assise sur la sujétion des autres Universités ; on aperçoit moins aisément ce que celles-ci ont à y gagner. Au contraire, rien ne vaut une sage

décentralisation pour les rendre florissantes. Elle évite l'accaparement des jeunes cerveaux par quelques-uns de ces « gardiens du temple » qu'avec moins de respect on appellerait des pontifes, et qui inclinent tout naturellement à grossir l'importance de certains rites préliminaires, soumis à leur autorité.

Et ces jeunes savants, par suite, on ne saurait non plus sans inconvénient leur faire attendre en dehors de l'Enseignement supérieur le bon plaisir des mêmes « maîtres » tout-puissants, une fois les « grandes épreuves » subies. Quelle perte de temps à éviter ! Aussi le *privat-docentisme* qui sert de début de carrière dans les Universités allemandes — et suisses ou autres — est-il encore une institution féconde. Permettre aux candidats nouvellement reçus docteurs de continuer leurs travaux (car le sujet de thèse ne suppose pas forcément un savoir bien étendu), et leur offrir la rémunération variable du *Kollegiengeld*, ou taxe perçue sur chaque auditeur, c'est un moyen pratique de leur assigner une place convenable tout en ne les prenant encore qu'à titre d'essai. Sinon, quel pourrait être

leur sort ? s'employer dans l'Enseignement secondaire à des besognes qui n'ont aucun rapport avec le travail scientifique, y végéter sans profit pour leur avenir de savants, ou bien s'épuiser à produire quand même, entourés de la méfiance d'un milieu qui leur reprocherait toujours le temps qu'ils dérobent à la pédagogie ? Le *privat-docent*, lui, poursuit ses recherches fort librement sous un régime qui l'y encourage. Il sait d'ailleurs que sa nomination officielle n'est pas subordonnée à une consultation plus ou moins officieuse d'un cénacle « central », toutes les Universités étant indépendantes et égales en autonomie. S'il travaille, il peut donc raisonnablement garder l'espoir que sa production sera distinguée par l'une d'elles, et que celle-ci prendra l'initiative du *Ruf*, de l'appel qui fera de lui un *Professor*.

Enfin ce professeur, qu'on n'a jamais détourné de son métier de savant, trouve une situation qui le lui facilite encore mieux. Sans doute bien des obligations lui incombent, celle de préparer des cours, celle aussi d'entraîner à son tour des élèves, d'inculquer les

méthodes du travail scientifique, pratiquement, à une élite groupée en « séminaire ». Mais il est aidé par les *privat-docents*, et du reste il profite lui-même du « séminaire », qui lui offre les livres ou instruments de sa spécialité : sans compter la bibliothèque générale de l'Université ou ses laboratoires... car les ressources sont en abondance ailleurs même qu'à Berlin. Sans doute encore il a charge d'examens à faire passer ; mais du moins, il n'est pas retenu par ceux de l'Enseignement secondaire. Et il jouit d'utiles vacances, bien réparties, qui distribuent avantageusement son année en deux « semestres » — séparés, outre la grande interruption d'été, par un intervalle de six ou huit semaines vers Pâques, — le semestre d'hiver étant coupé au surplus par trois semaines de vacances pour Noël : ce qui permet d'alterner les devoirs du professorat et les voyages d'études. En somme, on donne à ce professeur tous les moyens d'acquérir une sérieuse influence ; rien ne lui manque : ni la belle situation, ni le prestige, ni les facilités matérielles pour travailler, et pour former de

nombreux élèves. Une chose peut lui manquer toutefois, et c'est le talent ; mais on ne lui demande que d'être un bon « spécialiste » : ce titre suffit à sa notoriété.

On voit qu'un tel régime suppose toute une éducation de l'esprit public. Songez donc ! Un régime qui offre — ou du moins qui ménage — à des savants une brillante situation pécuniaire, atteignant vingt mille, trente mille francs et bien au-dessus (sans parler des frais de représentation alloués aux doyens et au recteur, qui là-bas n'est pas un fonctionnaire spécial d'administration, mais un professeur élevé à cette dignité pour la durée d'un an par ses collègues et gratifié d'un riche supplément), — voilà de quoi offusquer plus d'un électeur épris de « sainte égalité » dans une démocratie ; et pourtant la libre Helvétie ne se plaint pas du système allemand de ses Universités, elle semble d'avis que le gain des savants n'est pas immérité, et que la Science peut bien leur rapporter un peu, puisqu'elle rapporte tant à leur pays. Serait-il raisonnable, serait-il même décent, de lésiner à leur égard, sous prétexte qu' « on

est en République », tandis que la même République persisterait à rétribuer si largement, autour d'eux, toutes sortes de fonctions administratives? Nous ne saurions trop le répéter : si l'administrateur est un haut fonctionnaire, le professeur d'Université ne mérite pas moins d'égards comme savant, et son œuvre représente même la véritable raison d'être de l'Enseignement supérieur ; elle exige donc des dépenses exceptionnelles, et toute la sollicitude des pouvoirs publics. Il faudrait aussi, pour cela, que le pays ne s'en désintéressât point : un moyen de l'y intéresser serait précisément de relever la situation matérielle de la Science... Même un grand peuple a toujours à y gagner, en prestige, en intelligence et en moyens d'action. Notre France, assurément, possède déjà les dons d'esprit qui font merveille avec de bonnes méthodes, et qui sont du reste fort capables d'en créer. Il ne nous manque, comme voulait dire Faguet, que « le culte de la compétence » pour faire valoir tous ces talents.

CHAPITRE VI

Une leçon de l'Histoire des Sciences

Avant la guerre, le respect pour la Science allemande servait si malheureusement de prétexte à une véritable soumission intellectuelle envers l'Allemagne, qu'il fallait réfuter ce préjugé humiliant pour libérer l'esprit français. A vrai dire, une entreprise aussi opportune semblait supposer elle-même certaine idée préconçue, ne fût-ce que l'intention de réagir selon notre intérêt national avant même de savoir s'il s'identifiait avec l'intérêt de la Science. J'avoue qu'aucune considération de pareille sorte n'a guidé *a priori* mon étude des diverses formes du Germanisme : ce qui ne peut donner que plus de force à ma critique impartiale et à mes conclusions, si favorables au génie de la France.

En effet, ce n'est nullement le désir arrêté d'attaquer l'Allemagne savante qui me guida dans mes investigations : il les eût plutôt entravées, en me suggérant maintes raisons de sentiment qui ne valent jamais celles de l'expérience. C'est au contraire le développement de mes recherches d'Histoire qui me suggéra et la conception de mon sujet, et un jugement net sur la genèse de l'esprit allemand. Car alors, à mesure que m'apparaissaient les origines intellectuelles de l'Allemagne contemporaine, le sens de ses théories me devenait plus clair : je les voyais naître, dans telles circonstances données, suivant telles tendances politiques et morales au XVIII[e] siècle. J'observais la Science allemande non plus comme une poussière d'œuvres disséminées, susceptibles d'une vague appréciation plus ou moins arbitraire, mais comme un ensemble bien caractérisé par sa formation.

Oui, il me semblait possible, dès lors, d'y démêler un corps de doctrines. L'unité d'origine ne faisait pas de doute : l'Histoire me le prouvait. Il était né vraiment une Science

« allemande » — formule que je n'inventais pas pour les besoins de ma thèse, et à laquelle il convenait de restituer certain sens national assez peu compris. Le mot, en effet, avait été « lancé » avec insistance par les Allemands eux-mêmes, et à ce titre il m'intéressait particulièrement. Il y avait de quoi piquer la curiosité d'un historien. Pourquoi, à une époque déterminée, quelques penseurs d'outre-Rhin s'étaient-ils livrés à une manifestation d'orgueil? pourquoi le monde savant, qui aurait dû rester un monde international, fut-il désuni soudain par ce clan séparatiste? Sans doute les bruyants « néo-Germains » — encore un terme d'alors — se découvraient-ils un motif idéologique de rompre avec la tradition commune. Telle apparaissait la cause profonde, qu'ils ne dissimulaient point, ne cessant de la clamer à tous les échos depuis un demi-siècle. Il suffisait de lire Lessing d'une part, Klopstock de l'autre, et toute une séquelle qui opposait à notre classicisme soit une critique envieuse, soit l'exaltation du « génie » germain. Il était encore plus utile d'étudier Herder sans illusions, d'observer

chez lui, sous un savoir qu'il avait de commun avec nos historiens des religions, une orientation singulière. Car sa Philosophie de l'Histoire fut aussi en quelque sorte une Philosophie de la Science: cet idéologue, se plaçant devant la masse de documents humains accumulés par les chercheurs du XVIIIe siècle, prétendit dresser un tableau des époques de la « Culture » depuis le début du monde ; et à ce propos il se représenta l'Évolution de l'Homme au sein de l'univers comme celle d'un Mage inspiré tendant à la perfection, et toujours plus puissant d'âge en âge par la divination des secrets de la Nature. Or, justement vers la même date, un pareil idéal de science mystique, dans une magie de la volonté ambitieuse, paraissait à l'Allemagne le terme suprême — et d'ailleurs prochain — qu'elle apporterait elle-même à la « Culture » humaine.

Les espoirs de synthèse universelle, au sujet de l'Histoire et de la Nature, n'étaient point particuliers à nos voisins ; mais ceux-ci y mettaient la marque d'un Germanisme étrange, élaboré dans l'agitation générale des

esprits. L'immense mouvement de curiosité intellectuelle, au siècle de l'*Encyclopédie*, en avait été l'occasion : on voit quelle tournure il prenait en Allemagne, où le parti des « jeunes génies », des novateurs enthousiastes, devenait un parti de métaphysiciens romantiques. C'est donc que leur Romantisme, représentait une attitude propre à l'esprit allemand en face des problèmes philosophiques de cette époque, une façon particulière de marquer l'étape contemporaine. En d'autres termes, le Germanisme, déjà frémissant du désir d'originalité en littérature, trouvait dans la prodigieuse extension du savoir européen un stimulant tout autre, une bien plus riche occasion d'épanouir son orgueil. De là, les origines mystiques d'une Science dite « allemande », où cherchait à se définir ce fanatisme laborieux.

On se croyait appelé à « révolutionner » les règles admises, à renverser la commune raison, pour y substituer sa propre pensée dominatrice, dépositaire privilégiée de la suprême Vérité, et logiquement maîtresse du monde. Il importait d'abord de poser en prin-

cipe la suprématie de ses « exigences », de croire en soi-même — et l'on n'y manquait pas ! — de décréter avec Kant des « postulats » définitifs pour toute « métaphysique » de la Nature, comme on postulait déjà toutes les fictions voulues en fait de Religion et d'Histoire. Telle était la première condition, l'attitude à prendre vis-à-vis de l'univers comme de l'humanité, afin de proclamer l'avènement d'une ère nouvelle, d'une race de maîtres dans tous les domaines de l'esprit. Mais, bien entendu, on travaillerait. Car à condition de dominer ainsi l'expérience, de lui imposer leur propres visions, ces théoriciens ne s'interdisaient pas de descendre jusqu'aux infimes détails, de redevenir les chercheurs patients qu'ils avaient toujours été. Si le mysticisme, dans les hauteurs idéales de la doctrine, signifiait pour le « génie » allemand une prise de possession des « fins dernières » de la Science, la réalisation ne pouvait être qu'une œuvre de labeur. La Philosophie se flattait de donner l'impulsion, et déjà Schelling condensait les travaux des physiciens de son temps, les ramenait à l'unité factice de

son système, d'ailleurs assez flottant, mais dominé toujours par la magie impérieuse du Kantisme. « Magie », répétaient en effet les littérateurs, croyant participer à la même divination du Mystère universel. Combien ce premier Romantisme d'outre-Rhin différait du nôtre, qui ne lui emprunta guère que son « vague à l'âme » et sa nostalgie ! Un Novalis se plongeait avec ferveur dans la philosophie de la Nature : le magnétisme animal de Mesmer, les théories médicales de l'Écossais John Brown, ne l'intéressaient pas moins que l'évocation du moyen âge allemand, et d'une Europe régénérée par quelque Sainte-Alliance. Dans la fermentation des idées, on ne cessait de songer à l'œuvre utile, à la grandeur de l'Allemagne future. On l'imaginait, *a priori*, forte de toutes les facultés spirituelles, de toutes les vertus. En elle seule pourrait s'opérer la synthèse des Sciences, et de la poésie humaine, et de la religion rénovée : grâce à la « Culture » de son Etat idéal, du Staat instruit et armé, symbole de génie et de puissance. C'est à quoi travaillaient les fameux « idéalistes » romantiques — qui allaient pro-

voquer le réveil de 1813, l'enthousiasme de la première levée en masse pour la « Kultur ». Ils préparaient en vue de l'action ce nationalisme intellectuel, dont l'Allemagne rend hommage encore aujourd'hui — notons-le bien — à ses philosophes de la fin du XVIII[e] siècle.

Ainsi la Science dite « allemande » fut mêlée à une vaste entreprise nationale; en réalité, elle n'eut pas d'autre origine. D'abord, par principe, elle exprimait la réaction originale, et parfaitement consciente, volontaire, de tous les esprits romantiques déjà férus d'un néo-Germanisme moyenâgeux. Elle se définissait comme la « Science des sciences », centralisant le savoir européen, le résumant en quelques thèses arbitraires — qui aboutissaient uniformément à une vision mystique de son propre rôle, à une affirmation de sa *Force* spirituelle, centre des forces de la nature. Voilà, depuis Kant, ce qu'on appelait *Dynamisme*. La Science allemande rejoignait donc, par ses tendances théoriques, l'ambition nationale de ces volontés en délire. Elle réflétait l'attitude intellectuelle du Germa-

nisme, qui n'a que trop bien manifesté en effet la même hallucination orgueilleuse... Enfin — et c'est le point culminant de sa folle aventure — cette Science si « allemande » d'origine et de tendance l'était devenue plus expressément encore, en s'opposant aux traditions classiques de la Science française. Certes, une déclaration d'hostilité intellectuelle, émanant d'Allemagne, n'était pas chose inattendue, puisqu'en littérature une réaction avait déjà été dirigée contre l'influence séculaire de la France. Le conflit se précisait seulement : un vieux fonds de mysticisme germanique, surgissant de nouveau en cette crise générale de la pensée contemporaine, entrait en lutte avec la sagesse de nos meilleurs maîtres, comme pour attaquer dans leur œuvre l'éternelle leçon du bon sens humain. Quel hommage nous rendaient involontairement ces mystiques ardents et haineux ; quel honneur pour la France, que de personnifier ainsi l'intelligence diffamée, et le vrai génie de la civilisation ! Je touche ici au second résultat de mon étude.

Il existait donc une Science « française » — aux yeux de nos ennemis — et elle leur semblait française à eux-mêmes, dès ses origines, par toutes les qualités que haïssait leur esprit trouble, avide de fictions. Ce qui avait été chez Boileau, La Fontaine ou Molière le bon sens et l'amour de la vérité, ce que Voltaire — aussi sérieusement qu'il le pouvait — appelait encore Raison, la même intelligence claire, à base d'expérience, venait de s'épanouir magnifiquement en cette fin du XVIII[e] siècle, comme pour condenser elle aussi — mais avec quelle netteté magistrale ! — la somme du savoir nouveau. Le grand initiateur de cette œuvre immense, le véritable fondateur de la Science expérimentale, était Lavoisier ; et naturellement, d'instinct, les coryphées de la Science allemande se dirent sans hésiter : voilà l'ennemi. On aperçoit en effet combien les deux attitudes étaient différentes, au moins dans cette opposition primitive : là-bas, un mysticisme qui s'obstine ; chez nous, la raison qui observe ; — avec cette différence encore, que nos détracteurs « créaient » seulement des théories, tandis

que Lavoisier découvrit dans son laboratoire les éléments réels de la Chimie moderne.

Mais dès lors la vraie Science — la Science « sérieuse », celle qu'on nous opposait sans cesse comme une propriété de nos voisins, n'était nullement d'origine allemande. C'est au contraire la France si calomniée dans son classicisme, dans son « superficiel bon sens », qui avait institué ici les vérités directrices et jusqu'à l'organisation pratique ; c'est elle qui, avec ses dons les plus traditionnels, les plus classiques, les plus contestés, avait accompli un pareil chef-d'œuvre. Je ne me serais jamais pardonné de ne pas réhabiliter à ce propos l'intelligence française...

Voilà ce que je gagnais à interroger l'Histoire des Sciences, à lui demander hardiment une franche leçon. Cette leçon était d'autant plus sûre, que je prenais pour centre de mon étude la Chimie précise de Lavoisier. En pareille matière, les théories devenaient contrôlables, et les fumées de la métaphysique allemande ne bénéficiaient plus d'aucun faux-semblant pour me faire illusion. J'échap-

pais ainsi aux rêts insidieux de la pure érudition — qui permet aux esprits de se fixer sur mille détails avec une précision infinie, mais les embarrasse de tout ce savoir, si elle ne leur laisse aucun critérium pour juger. Ici j'avais pour critérium la science expérimentale elle-même, selon ses données actuelles : bref, la vérité d'expérience, défiant les vains prestiges des philosophes. J'y gagnais donc, par emprunt à l'admirable sagesse de Lavoisier, l'autorité scientifique et les clartés nécessaires pour comprendre, juger, qualifier la folie grossière qui avait vicié les vastes conceptions allemandes — tout en laissant subsister pour le détail leurs facultés de réalisation laborieuse.

Un tel chapitre de l'Histoire des Sciences allait devenir autrement instructif que tant de travaux d'érudition passive... M'était-il permis de donner en leçon cet exemple, de montrer que le savoir n'avait pas uniquement pour but d'enregistrer des faits mais de les bien juger — surtout quand il s'agit de faits intellectuels ; en résumé, que pour s'adonner à la critique des doctrines, des variations de l'esprit, qui

ont leur répercussion jusque dans l'Histoire politique, il n'est rien de meilleur que de revenir aux sources de la raison française ? Encore une fois, pouvais-je me permettre cette exhortation, qui contenait un reproche à l'égard de trop d'historiens ? Ce n'est pas mon œuvre si brève qui m'y autorisait. Loin de moi pareille audace vis-à-vis des vénérables habitudes du monde érudit ! Mais sincèrement, ce qui m'encourageait, c'était la vigoureuse leçon extraite de l'œuvre de Lavoisier. Elle avait une portée générale, elle m'indiquait pour ainsi dire l'attitude même de l'esprit de science en face du Germanisme et de tous les prétextes philosophiques dont il s'ornait. Je retrouvais en elle le moyen de juger. Si c'était une révélation, je ne la devais qu'au génie même de la Science française ; et c'est pourquoi je répète avec plus de force : je comprenais, à la lumière de son pur bon sens, ce qu'il fallait ajouter à l'érudition pour en faire de la véritable Histoire.

Je m'aperçus, sur ces entrefaites, que les études historiques n'avaient pas été seules à souffrir d'un manque de sagacité et de juge-

ment : défaut du reste à demi-volontaire, qui tenait à une fausse mode d' « impassibilité » scientifique. Le même idéal d'érudition sans discernement, sous prétexte d'objectivité absolue, finissait par produire l'indifférence du savant quant à la valeur des sujets étudiés, quant à leur signification pour l'esprit ; et ceci, plus ou moins, dans tous les ordres de sciences. Tout n'était-il pas « indifféremment » objet de savoir ? Chacun travaillait son petit domaine ; il suffisait même que l'on « travaillât » à quelque chose. Peu à peu, le moyen suppléait au but, qui n'apparaissait plus... A vrai dire, je soupçonnais déjà ce malaise de notre pensée, je devinais un ralentissement des facultés actives de l'intelligence, à constater le défaut de clarté qui obscurcissait l'énorme documentation contemporaine. J'eus la satisfaction de lire à ce propos les remarques incisives de M. Félix Le Dantec, qui, après avoir fustigé les métaphysiciens, éprouvait le besoin de mettre en garde contre certains inutiles excès d'érudition. Il comprenait la nécessité urgente d'un tel avertissement. Le moment est venu, disait-il avec

esprit, de « réhabiliter » l'intelligence... Cette nécessité, il la traduisait en termes vifs, par quelques-unes de ces images expressives « où parle la vérité toute pure », en vrai classique qui sait user du rire comme d'une arme contre les sots, selon l'immortel exemple de Molière. On n'avait pas oublié la dernière victime de M. Le Dantec, une victime d'ailleurs fort satisfaite d'elle-même, un pauvre pantin de faux philosophe, qu'il proposait de suspendre par la peau du cou dans une cave bien obscure, pour lui faciliter, suivant la formule, « l'intuition intégrale et profonde » du sens de l'univers, sans contact avec l'expérience du « monde extérieur ». Et voici qu'il montrait l'autre face de cette caricature de science, qui malheureusement n'était pas de son invention ; il dénonçait la myopie intellectuelle de l'érudit médiocre, tout aussi incapable du sens alerte des réalités, et complice véritable de la vide emphase du métaphysicien. Car seule une absence de jugement dans les besognes de science pouvait laisser le champ libre aux vaines théories philosophiques : la méfiance à l'égard des idées, en

cette « impassible » accumulation de « matériaux », n'aboutissait ailleurs qu'à une éclosion d'idées fausses. En effet le besoin de raisonner reprend toujours ses droits; et, s'il n'a pas cherché dans l'expérience une saine logique, rien ne l'empêchera d'en inventer une mauvaise. Donc, en travaillant, ayons le souci d'exercer notre raison : ce qui veut dire qu'on ne doit rien faire sans discernement. Réhabiliter l'intelligence, c'était, pour M. Le Dantec, signaler le ridicule d'un certain entassement de détails oiseux, manie stérile qui usurpait le nom de Science. Les esprits médiocres y triomphaient, et voilà pourquoi les Allemands y étaient passés maîtres à bon compte : or, sans dédaigner pareil travail de patience — sans lequel rien de sérieux ne s'accomplit — ne pouvait-on l'employer avec plus d'à-propos ? A quoi bon étudier avec un véritable luxe d'érudition des sujets qui n'avaient pas plus d'importance que « la quatrième paire de pattes thoraciques du homard » ? Y avait-il même de l'exagération sous l'ironie d'un tel exemple? Sans doute ces plaisanteries acerbes ne furent-

elles pas du goût de ceux qui les méritaient. En tous cas, c'était une manière de faire comprendre au grand public — si étranger à la Science sérieuse — le genre de sottise qui tendait à s'y répandre au détriment de notre esprit, et qui, sous prétexte de nous rendre très savants, allait bientôt nous défendre de voir clair.

Hélas ! je ne voyais que trop, pour ma part, où nous conduisait la timidité persistante de la raison française, privée ainsi de porter des jugements, d'apprécier, de choisir : cela nous amenait tout simplement à nous incliner devant nos voisins, qui triomphaient à la faveur de cet assoupissement mortel. En fait d'érudition, la Science allemande représentait en effet le nombre, la production touffue, à laquelle nous n'osions plus opposer nos facultés supérieures de critique. Assurément — puisque le talent ne suffit pas à tout — il eût fallu en outre soutenir ces dons d'intelligence par un labeur égal, qui, étant plus judicieux que celui de nos rivaux, aurait alors assuré à notre France la maîtrise de tous les domaines. Mais si chez nous le tra-

vail intellectuel perdait l'avantage de la quantité, sans retenir au moins les qualités lumineuses de l'esprit français, quel avantage pouvait bien nous rester, vis-à-vis des Universités productives de nos voisins persévérants ?

C'est à peine s'il gardait encore — cet esprit français — sa belle indépendance ; car, pour comble d'aveuglement, il était étrangement dupe du prétendu désintéressement de la docte Allemagne, de la fameuse « impassibilité » scientifique qu'elle affectait de nous donner en exemple. Tandis qu'elle nous proposait ce haut idéal, à savoir sa propre « Méthode » — comme si la plupart des méthodes scientifiques ne lui étaient pas venues de France —, et tandis qu'on entendait par cette « Méthode » allemande, du moins chez nous, les minuties d'une érudition sans but, en vérité la Science de nos voisins avait un but bien défini, qui se confondait tout bonnement avec le Germanisme. Telle était l'intention secrète sous l'austère labeur du pédant d'outre-Rhin ; et de là l'importance du Herr Professor dans l'Empire, comme auparavant déjà

dans le royaume de Prusse. D'abord ce lourd pédant, tout en pataugeant dans ses pénibles recherches, gardait le souci de l'utilité : si parfois il ne découvrait rien lui-même, s'il n'entrevoyait pas toujours l'intérêt de ses recherches, faute d'intelligence, — il n'en travaillait pas moins avec la conviction qu'à force d'accumuler les « matériaux », grâce au nombre, grâce à la cohésion des volontés, à l'organisation avantageuse des Universités allemandes — au prix des sacrifices de l'État — quelques têtes habiles tireraient au moins certains résultats de tant de recherches savantes, et que ces résultats seraient immédiament utilisés. En résumé, avec les moyens de « chercher », avec de l'application et de la discipline, alors, même sans génie, on arriverait bien à quelque chose : c'était là le plus clair de toute la « Méthode » du Professor... Aussi le sentiment d'être utile à l'État, tôt ou tard, d'une façon ou d'une autre, dominait-il toute la Science allemande, soutenait l'activité des érudits les plus étroitement spécialisés, et leur inspirait un zèle fanatique ; l'intention de servir les « fins suprêmes » du Germa-

nisme dans le monde leur tenait lieu d'idées générales. Or ceci supposait une certaine éducation de l'esprit, ou, pour mieux dire, une sorte de déformation : en un mot, ce que j'avais défini comme le mysticisme spécial de l'Allemagne savante, en face de la sagesse expérimentale de Lavoisier. Que devenait donc la légende d'impartialité objective, de pur « esprit de science », cette légende à l'honneur de nos perfides ennemis, qui pouvaient se flatter d'indépendance scientifique moins que personne au monde ? Déjà Fustel de Coulanges, et d'autres bons esprits, nous avaient mis en garde contre les desseins ténébreux de la « bonne Germanie studieuse ». Il était difficile du reste, avec un peu de perspicacité, de se leurrer tout à fait. Mais l'imposture ennemie avait causé partout tant de ravages, qu'il devenait urgent de projeter sur ces ténèbres suspectes une clarté française. C'est alors que les éclatantes lumières de Lavoisier me servirent à élucider les origines mystiques de la Science allemande.

Je soulevais là une bien fâcheuse querelle,

je venais étaler au grand jour — pour leur contester toute valeur — les prétentions intellectuelles de cette « grande époque d'Idéalisme » qui, pour les Allemands, part de la « Réforme » Kantienne et englobe la « Naturphilosophie » de Schelling, en se prolongeant dans le Germanisme contemporain. La « Science allemande » était piquée au vif, prise en flagrant délit d'opposition à la vérité, de résistance à la méthode expérimentale, puis d'imitation tardive, persévérante mais superficielle, laissant subsister les fictions dangereuses d'esprits égarés. Ainsi quelqu'un osait dénoncer l'erreur initiale, comme aussi la médiocrité et la fausseté de jugement persistante sous l'appareil pompeux de la « Kultur », dans la mesure même où cette Kultur s'était inféodée au Germanisme...

Il y eut outre-Rhin des protestations scandalisées. Une « autorité » de l'Université de Berlin, M. Richard Meyer, lança contre cette thèse de Sorbonne une diatribe à laquelle je ne répondis pas. Il protestait avec véhémence de la pureté d'intentions qui était évidemment le trait distinctif des bons savants de son

pays. Il se portait garant de leur conception internationale de la Science — mais en se hâtant d'ajouter que pourtant l'Allemagne avait fait presque toutes les découvertes. Là-dessus, un organe pangermaniste de Strasbourg, la *Straszburger Post*, applaudissant à la verte réplique du Herr Professor, se demanda si l'ouvrage incriminé, si cette atteinte sacrilège au renom de la pensée allemande, n'était pas quelque méfait d'Alsacien; et elle ajouta — non sans une nuance de défi — que sans doute l'auteur du livre, en récompense de sa belle action, allait recevoir des « chauvins » français sa nomination de professeur à la Sorbonne. Et l'auteur se contenta de sourire, se disant que la *Straszburger Post*, dans son ironie véhémente, attribuait bien à tort aux Facultés françaises les dispositions d'esprit des Universités allemandes... Puis, comme je m'abstenais à dessein d'engager toute polémique, il m'arriva enfin un aveu, sous forme d'un long article publié par une feuille de Düsseldorf. L'auteur — un théologien protestant, assez bien placé pour connaître l'idéologie de la Kultur, convenait sans

ambages que, historiquement, j'avais écrit la vérité sur les tendances mystiques et nationales de la Science allemande : cela dit, et du même ton résolu, il affirmait la nécessité « morale » du mysticisme pour l'Allemagne — ce qui confirmait encore mieux mes assertions. — Quant à mon Professor de Berlin, je n'eus d'autre vengeance que de lui adresser mon livre suivant, qui me valut une longue lettre : et c'était pour me dire combien on regrettait qu'un « savant » aussi sérieux continuât à nourrir des préjugés si injustes sur le « Germanisme » de ses confrères d'outre-Rhin... Puis la guerre est venue peu après et les quatre-vingt-treize signataires du Manifeste de 1914 ont répondu de la vérité de ma thèse, hélas ! avec accompagnement de canon.

CHAPITRE VII

Savoir pour comprendre, et juger sans utopies, ou : l'éternel « impérialisme » et les Illusions modernes

Après tant de générations romantiques — que des admirateurs eux-mêmes font remonter jusqu'à Rousseau — l'esprit français avait bien de la peine à sauvegarder un bon sens jadis fameux. Une lourde hérédité d'utopies pesait sur nous. On étouffait sous ce pénible chaos d'idées : comment se dégager la vue, comment lui rendre la bienfaisante clarté du jour ? On ne parlait que de liberté ; il y avait fort à faire pour celle de l'esprit... Mais c'est au nom de cette liberté justement, de l'indépendance et de la dignité intellectuelles, que naissaient les doctrines fallacieuses, doux mensonges, illusions destinées à charmer

notre ennui. Car le dédain, l'amer dédain de la vie « injuste et mauvaise », avait été la première forme de notre « mal du siècle », nous vivions en mésintelligence avec le réel, et chacun cherchait le refuge d'une philosophie pour son orgueil mécontent.

Or, « au-dessus » de la réalité, quel contrôle reste-t-il pour les fictions? L'imagination a beau jeu. Ce n'était donc là qu'une manière d'anarchie... imposant d'ailleurs ses modes aussi tyranniques que changeantes. L'intelligence n'y trouvait pour elle-même aucune vraie liberté; car sa fonction est de comprendre, et elle y parvenait difficilement, à travers le nuage d'idéologie dont nous environnait l'éducation contemporaine. Évidemment, pareil malaise ne pouvait avoir qu'un remède : ne rien accepter du mysticisme ambiant qui nous sollicitait par tant de voix amies. opposer à tous ses arguments, à toutes ses déductions, un critérium imperturbable, la vérité d'expérience. Il fallait, en somme, oser voir clair ; et ce n'était pas une mince besogne : trop de théories intellectuelles avaient fini par se rendre complices de trop

de sentiments, eux-mêmes plus ou moins solidaires d'intérêts politiques. Encore une fois, la Vérité n'était pas de mode...

Comment procéder? Revenir à la Raison classique? mais on lui en opposait tant d'autres, qui n'étaient que de mauvaises « Raisons »... et d'abord celle de Kant, si chère aux mystiques de notre temps, puisqu'elle décréta la primauté de l'esprit sur l'expérience! Il s'agissait donc, pour nous aussi, de poser nettement la question, mais au rebours de Kant et de ses légions d'adeptes ; de prendre la vérité expérimentale pour seul principe solide et irréfutable de la connaissance scientifique, ce qui veut dire : de toute « connaissance » qui soit digne de ce nom. Il nous apparut que telle était justement l'attitude prise par Lavoisier dans son œuvre immortelle, au seuil de la Science moderne. En face de lui, et par opposition à cette clarté, le Germanisme intellectuel nous sembla seulement le type volontaire le plus achevé, comme aussi le plus étrange et le moins humain, du mysticisme infini qui a envahi l'Europe avec l'influence allemande, depuis

le déclin de notre raison classique et de son prestige salutaire. En prenant soin de définir la Vérité, scientifiquement, par un exemple lumineux, nous revenions au point de vue central d'où l'on domine et peut juger toutes les illusions funestes au bon sens: premier résultat.

Juger était bien ; expliquer valait mieux. « En quoi le faux diffère-t-il du vrai ? » cette question ne relevait que de la critique des idées ; mais « comment l'illusion peut-elle se développer au lieu de la saine intelligence ? » ici nous traitions de l'évolution mentale des erreurs. Pourquoi la Science, qui nous aidait si bien à les prendre sur le fait, à les constater, ne saurait-elle pas nous en élucider la genèse ? Pourquoi ces fautes de l'esprit, signes d'une mauvaise adaptation à l'expérience, ne s'expliqueraient-elles pas comme des déformations acquises ? L'Histoire intellectuelle nous ramenait, en somme, à la Biologie. J'en eus la preuve en étudiant ce vaste sujet : les origines du mysticisme contemporain. Le Germanisme avec sa « Science allemande » n'en représentait qu'un cas particulier, le plus caractéristique il est vrai. Je

devais me demander à quelles causes générales, à quels problèmes déterminants, il devait son développement vers la fin du XVIIIe siècle, et aussi quels effets ces mêmes causes avaient produits ailleurs, chez les « philosophes » français à pareille époque ; en deux mots, d'où provenait une telle fermentation d'idées un peu partout, et comment ce nouvel Idéalisme ne tarda pas à dévier en Allemagne. C'est dire que nos voisins avaient tiré d'une grande crise morale et politique une conclusion spécifiquement allemande. D'abord, les éléments de cette crise, quels étaient-ils? Le savoir encyclopédique du siècle, la critique des religions, le scepticisme négateur avec ses conséquences qui alarmèrent tout à coup l'État prussien ; et d'autre part, sous cette libre-pensée d'apparence, un besoin mystique persistant, inassouvi, surexcité par tous les espoirs de renouveau. Ici, le centre du sujet : la psychologie du personnage principal, les dispositions d'esprit du théologien-philosophe, faux libre-penseur profondément piétiste, et surtout serviteur de l'État. Alors, de sa volonté autori-

taire, de son besoin de fictions, naquit la religion violente pour les besoins de l'État ; et sont nés aussi les sophismes ambitieux, sous le nom de philosophie de la Nature et de l'Histoire... Je comprenais ainsi comment l'Allemagne mystique, interprétant à sa manière l'expérience intellectuelle du XVIIIe siècle, s'adaptant selon ses propres tendances à des problèmes religieux et politiques, pour leur donner une solution particulière, avait engendré le Germanisme.

Mais on devine qu'en me plaçant à ce tournant décisif de l'Histoire des idées — décisif pour l'Europe entière — je ne voyais pas surgir uniquement les formes allemandes de l'idéologie européenne. Les autres aussi, celles qui ne subirent pas l'empreinte de l'État prussien, celles qui, plus généreuses, ont inspiré la Révolution française et les espoirs humanitaires du présent, elles provenaient presque toutes de cette rénovation — ou déformation moderne du rêve chrétien — comme on la vit s'épanouir chez nous dans l'Évangélisme de Rousseau. En vain les tempéraments, les événements politiques, les

modes littéraires, ont-ils diversifié à l'infini ce vague romantisme en révolte contre la sagesse d'expérience : autant de masques trompeurs qu'il a pris tour à tour, mais qui ne pouvaient plus nous tromper, si nous savions retrouver l'erreur originelle, donc la nature et l'évolution de ce malaise contemporain.

On voit par là combien pouvaient être opportunes et salutaires, au milieu de la métaphysique ambiante, des recherches générales sur l'Histoire des idées, à condition d'écarter toute philosophie préconçue, de n'avancer, dans l'appréciation des théories, qu'à la lumière sûre de la vérité d'expérience, et de s'en éclairer encore pour comprendre la genèse des erreurs. Mon étude de l'origine du Germanisme, en s'élargissant, me faisait dominer l'ensemble d'un monde de fictions dont nous étions entourés. Les saisir en leur évolution, tout simplement comme un grand phénomène de Transformisme dans la psychologie européenne, comme une floraison d'utopies dans l'Histoire naturelle des peuples, c'était m'affranchir de toute vénération supers-

titieuse qui m'eût obscurci le jugement. Il avait fallu sans doute une documentation patiente et variée ; mais il fallut surtout dépasser le niveau de l'érudition passive, de celle qui s'enferme à l'avance dans d'étroites monographies, il me fallut, en partant des faits, m'élever aux vues d'ensemble et y chercher la clarté. Ah ! je m'expliquais bien, dès lors, la méfiance — mêlée d'une certaine crainte — que l'on professait à l'égard des vastes sujets d'Histoire intellectuelle, qui eussent permis peut-être de mieux dominer la chère idéologie accoutumée, d'apercevoir les tenants et aboutissants des vaines philosophies, de rapprocher des principes leurs conséquences, et des théories leurs résultats politiques : tout cela, grâce à un point de vue plus élevé, avec un horizon plus étendu.

Comment faire de l'Histoire une école de jugement, si l'on s'y interdisait ces aperçus, ces rapprochements, cette activité féconde de l'esprit qui doit se bâtir une logique avec les éléments de son expérience ? Combien les résistances auxquelles se heurta ma propre tentative, et l'isolemen où je me trouvais, me

firent apprécier les œuvres exceptionnelles de portée générale que de rares penseurs ont édifiées de nos jours pour l'instruction véritable de leurs contemporains, dans le genre si complexe, si délicat et si grave, qui s'appelle l'Histoire des idées ! Combien je sus gré notamment à l'un d'eux, qui, écartant avec aisance le formalisme d'école, était allé tout droit aux grands sujets, délibérément... Je m'arrêtai, comme à un spectacle nouveau, devant la belle étendue de son œuvre diverse et une, où les idées nettes émergeaient toujours d'une érudition pressée, ondoyante. Toutes les ambitions romantiques y étaient démasquées sous leur évangélisme plus ou moins généreux. Tous les désirs éperdus d'une sensibilité envahissante et inventive, ces postulats pris pour de bonnes raisons, ces rêveries personnelles données pour les aspirations même de la grande Nature, en un mot, tout ce monde d'illusions, depuis l' « appétit de puissance » jusqu'aux silencieuses griseries d'orgueil : voilà notre mysticité contemporaine, avec ses philosophies agitées, ses passions politiques, ses « nouveaux Évangiles » toujours chan-

geants mais toujours aussi impérieux — d'un « Impérialisme » exalté, capricieux, morbide, qui a remplacé l'ancienne sagesse classique; et telle est, en résumé, l'ample conception qui préside, comme une synthèse bien faite, aux analyses judicieuses de M. Ernest Seillière.

Que d' « Impérialisme », en effet, dans le « sentiment » romantique, impétueux, dominateur, débordant sur l'intelligence attentive et raisonnable ! Mais la « Raison » elle-même, égarée par des philosophes, n'avait-elle pas eu aussi ses moments d'utopie et de fanatisme, ne devint-elle pas une impérieuse idole dans les heures troubles de la Révolution ? Impérialisme encore, que celui des mêmes Révolutionnaires quand ils faisaient régner par la Terreur leur conception de la « Liberté », et quand au dehors — avec plus de bon sens que de logique — ils fortifiaient par d'utiles annexions leur République humanitaire : « impérialisme » sans le savoir, mais qui aboutit tout de même, naturellement, à l'Empire de Napoléon... Et les espoirs de fraternité humaine qui, après la chute de ce premier Empire, ont réintégré la voie du pacifisme

international, sont rentrés peu à peu, exagérant l'humilité, comme pour bêler au bercail des utopies de Rousseau : ah ! qu'ils se dupaient eux-mêmes, qu'ils méconnaissaient leur propre instinct de prosélytisme, et les menaces latentes sous leur désir d'une « Égalité » débonnaire ! Du reste, leur *credo* hérité des « raisonneurs » enthousiastes du XVIIIe siècle ne fut pas sans prendre au passage une forte teinte romantique à travers les journées fiévreuses de 1830 et de 1848, ainsi que dans les beaux discours de Lamartine. Il en subsista quelque chose dans l'exaltation généreuse pour les « immortels principes ». Or une telle ardeur, en dépit de la meilleure volonté du monde, ne pouvait s'endormir en une paix perpétuelle. Plus on se détournait, devant la puissance allemande, des odieuses « guerres d'agression », qui sont — comme on sait — particulièrement odieuses vis-à-vis d'un « si grand peuple », et plus on brûlait en revanche de se jeter dans les luttes politiques de l'intérieur. Le nouvel Évangile tendait à devenir un socialisme autoritaire, absorbant, « unifiant » de gré ou de force : quel despote avait

fait davantage ? Mais en face de cet « Impérialisme » humanitaire, aveuglé sur les dangers du dehors, grandissait à nos frontières certain Impérialisme national, qui, plus terrible joueur, dressait un piège aux illusions de l'adversaire, le captait déjà dans une fausse « Social-Demokratie » domestiquée à souhait. Et soudain, voici le coup de théâtre, l'inévitable conflit, le cataclysme dont l'un et l'autre sont responsables, celui-là par ses imprudences, celui-ci par ses provocations : et ce conflit est la plus grande guerre de l'Histoire.

Si, de ces deux formes opposées du rêve moderne, c'est le Germanisme qui incarne le plus brutalement l' « appétit de puissance », en jetant le défi au monde, niera-t-on pourtant ce que recélait aussi d' « Impérialisme » — en un sens tout autre — le doux Évangile social de la démocratie, annexant déjà l'humanité en espérance, établissant l'autorité du prolétariat universel sur la ruine des nations?... Lequel des deux l'emportera ? Après deux ans de guerre, l'idéal humanitaire survit encore au démenti sanglant de l'expérience. Moins réaliste que son ennemi, qui avait tout préparé

pour le prendre au dépourvu, il s'est résigné tout de même à fabriquer des canons, et il apprend à son tour — ce qui ne s'improvise plus de notre temps — la science cruelle mais nécessaire de lutter et de vaincre.

Que de réflexions d'actualité nous suggèrent ainsi les pénétrantes analyses de M. Ernest Seillière... Avec lui, nous ne vivons pas dans les illusions : nous les voyons vivre, sans nous abandonner à leurs enchantements. Car nous ne voulons pas être dupes de leurs fables, surtout lorsqu'elles nous prèchent un renoncement romantique qui n'est jamais que de l'espoir déçu, et qui engendre secrètement une autre espèce d'orgueil. Si cette résignation nous paraît sincère, disons plutôt qu'elle est dupe d'elle-même : le mysticisme ne renonce pas si facilement... A vrai dire, considérons toutes ces illusions comme des forces ambitieuses, impatientes de réaliser leur rève pour dépenser leur ardeur : d'autant plus dangereuses qu'elles se disent pacifiques ; d'autant plus menaçantes pour la paix du monde, qu'elles prèchent par la violence et par les luttes civiles « la guerre à la guerre ».

Dès lors, pourquoi ne pas avouer franchement l' « appétit de puissance » que chaque Idéal porte en lui-même, et qui n'est autre qu'un désir bien humain, la volonté de réussir ? Cela ne vaut-il pas mieux que les fictions de faux libéralisme, qui déguisent le plus souvent une nouvelle espèce de tyrannie ? Du reste, n'est-ce pas justement le trait distinctif des utopies mystiques, que de se jouer à elles-mêmes la comédie de l'abnégation et des immatérielles vertus ? La conséquence n'est que trop naturelle : « Qui veut faire l'ange fait la bête », il est à peine besoin de le rappeler. L'Histoire si riche de nos utopies sociales, en particulier, offre un contraste choquant entre l'apostolat de quelques belles âmes et les revendications alimentaires qui mènent la masse : ces « besoins du ventre » se traduisant d'ailleurs en nobles réclamations d'égalité, au nom desquelles le populaire mécontent nous menace parfois — comme il dit — de « faire la Révolution ». Et les bons apôtres eux-mêmes ne sont pas toujours les derniers à calculer ainsi tout ce que peut rapporter le saint Évangile égalitaire

au service des intérêts personnels... Mais ne profanons pas les mystères sacrés de la politique, dont les prêtres — comme ceux des Mystères antiques au dire de Voltaire — ne sont pas toujours aussi croyants que leurs fidèles : Voltaire, ancêtre de la Révolution, se doutait-il à quel point il exprimait là une vérité de tous les temps et de tous les partis? Sans nous aventurer dans la divination indiscrète des cas de conscience individuels parmi les « militants » de la démocratie, notons avec M. Seillière ce genre de « tribuns parasites » qu'on appelle les démagogues, et qui ont su organiser pour eux-mêmes, à la faveur des mythes humanitaires, « la conquête individuelle de la puissance sociale ». Or leur sincérité — par les illusions qu'elle comporte — serait encore plus à craindre peut-être que leurs mensonges. Moins le calcul paraît grossier, moins l'intérêt semble vil, et plus nous sommes menacés par les ukases d'un théoricien fanatique. Quelle n'est pas par exemple, chez un Karl Marx, l'étroitesse de la prétendue conception « matérialiste » — comme si tout le mécanisme de l'Évolution humaine se

réduisait à des « luttes de classes » ? Quel horizon restreint, que celui du promoteur de la Social-Demokratie, et quelle manière bien allemande d'imposer à notre pensée la tyrannie exclusive de ces « questions du ventre » qui hantent obstinément les cerveaux laborieux de nos voisins, et donnent une telle âpreté à leur Germanisme ! Karl Marx n'ignorait nullement, d'ailleurs, que les intérêts nationaux ont aussi leur importance en Histoire, et ce pontife de l'internationalisme s'arrangeait pour inculquer au prolétariat d'Occident certains préjugés utiles à la politique prussienne, vis-à-vis de la Russie « autocratique » ou de la « barbarie » slave. L'illusionnisme humanitaire recouvrait à merveille les appétits particuliers du peuple allemand, et subissait la direction hypocrite de l'État le plus fort, dont la diplomatie impérialiste se jouait littéralement des bons prolétaires de France et d'ailleurs.

Donc, sous quelque aspect que nous considérions le rêve moderne depuis Rousseau, il nous apparaît surtout comme une fantasmagorie, que dominent — pour s'en servir

habilement — les volontés résolues ; car les mobiles qui mènent l'humanité ne changent certes pas aussi souvent que les noms dont on les a décorés en l'espace de deux siècles. Malheureusement pour nous, les volontés résolues ne se sont pas trouvées toujours en France. Si les fictions romantiques choisies par l'Allemagne étaient de celles qui exaltent sans vergogne l'appétit de puissance, les nôtres n'ont guère été que des chimères dont nos ennemis furent les premiers à profiter. Un exemple bien curieux, à cet égard, et finement noté par M. Seillière, est celui que nous offre en littérature l'école dite « réaliste », qui trahit par tout son désenchantement la persistance du malaise romantique. On croirait entendre le ton navré des *Nouvelles* de Maupassant. « A quoi bon ? » cri de plusieurs générations poussées au suicide, écœurées de leur propre névrose : telle serait déjà la conclusion de Mme Bovary, si Flaubert l'aidait un peu à mieux raisonner. Mais il se contente, affectant le réalisme impassible, de nous détailler les caprices de la folie romanesque qui faisait diversion à cette morne

désespérance, chez une petite bourgeoise de province. N'offrait-on aucun remède à une pareille tristesse ? Si : une caricature du bon sens ironique de Voltaire, je ne sais quoi de ratatiné dans les bocaux du pharmacien Homais, ou dans son pauvre cerveau. C'est cela pourtant qui débité en axiomes à l'usage des clients, avec une assurance de « primaire », passait pour représenter la Science dans ce trou de Normandie, et ailleurs encore. Pauvre Science ! le souvenir du grotesque M. Homais ne devait pas rester étranger au discrédit qui la menaçait. Il était plus difficile de se faire d'elle une idée sérieuse, que de se la représenter emphatique et pédante sous une calotte d'apothicaire... On devine du reste combien Flaubert lui-même, sous son impassibilité voulue, souffrait du mal romantique qu'il analysait si bien ; et quel dépit secret, quel mécontentement se trahissait dans son affectation de dépeindre la réalité « telle quelle », sans l'embellir. Avec l'âme « artiste » qu'il cultivait jalousement en lui, au-dessus des contingences de la vie méprisée, il n'était pas homme à croire en la

Science « comme les bourgeois », à vouloir fonder sur l'expérience une discipline pour l'esprit. Il plaçait même sa religion esthétique bien au-dessus des frontières et des luttes nationales, dont il n'avait qu'une notion théorique. L'épreuve inattendue de 1870 lui dessilla les yeux ; et il en souffrit, le « bonhomme » Flaubert : car le mal romantique n'avait pas réussi à lui gâter le cœur.

Hélas ! que de religions esthétiques, et philosophiques, et sociales, ont survécu pourtant à cette « débâcle », nous offrant aux coups du même Impérialisme par leurs illusions sans cesse rajeunies. C'est que peut-être, dans le découragement national, elles consolaient les esprits chimériques par l'imaginaire possession d'un autre domaine, celui du rêve ou de la « pensée », où l'on dictait des lois à l'humanité future, pour des « temps meilleurs »... Et voici qu'une seconde catastrophe, rendue plus affreuse par le souvenir des illusions perdues, détruit l'empire de nuées qui cachait à l'Europe confiante l'ambition inhumaine de la nation perfide. Et en ce moment même, tout grand peuple qui ne veut pas

périr se sent obligé à reprendre avec plus de vigueur, au milieu des souffrances, l'œuvre négligée sur le sol des aïeux : l'œuvre de lutte et de puissance que doit s'avouer sans honte l'intelligence lucide, pour proposer franchement à nos volontés, hors des utopies malsaines, un « empire » terrestre qui soit digne de notre raison (1).

1. « Oui, je dis comme vous » — voulut bien m'écrire à ce propos M. Ernest Seillière — : « Pourquoi ne pas avouer franchement l'appétit de puissance que chaque Idéal porte en lui-même, et qui n'est autre qu'un désir bien humain, la volonté de s'agrandir ? La distinction entre impérialismes divers est dans leur inégale rationalité, qui marque leur date sur l'échelle des progrès de l'expérience humaine ». Et moi de répéter à mon tour : Oui, entre ces diverses formes d'Impérialisme, dans ce domaine des ambitions et des convoitises humaines, des volontés, il n'y a de progrès que vers la clarté, vers la logique et la raison. Donc plutôt la franchise d'une volonté forte, qu'une duperie de faux renoncement, où se dissimule soit le dépit soit la crainte ou quelque appétit honteux : duperie, car on trompe autrui ou l'on se trompe soi-même. Un Impérialisme qui s'avoue et se raisonne offre au moins l'avantage d'une vision plus nette de la réalité, et des intérêts qu'on a toujours à y défendre — n'en déplaise aux utopistes — dans l'universelle « lutte pour la vie ».

CHAPITRE VIII

Trop de légèreté gaterait tout

Quand on a bien songé à toutes les illusions que devrait emporter cette guerre, il reste encore à écarter de soi une dernière illusion, qui consisterait à croire qu'il en sera tout à fait ainsi. Certes, les esprits chimériques reçoivent une sanglante leçon : mais voudront-ils se laisser instruire? A tous les égards, la « grande épreuve » ne peut refaire la France que si la France se refait elle-même... Aussi est-il plus sage d'insister sur les enseignements de la guerre que de s'en remettre au bon sens naturel de l' « âme française régénérée », suscitant partout dans le pays une renaissance miraculeuse : vision toujours chère à notre optimisme après les chaudes alarmes et les rudes efforts.

Que la réalité inexorable nous presse de toutes parts : lequel de ces rêveurs d'antan ne l'avouerait aujourd'hui ? Et pourtant je ne sais quelle espérance survit en eux, de renoncer à la force, de réaliser la paix perpétuelle et d'y convertir l'ennemi féroce une ois abattu... en le laissant libre, pour ne tenir cette paix que de son bon vouloir.

A quoi sert donc l'expérience ? à ce que l'on sait en faire, — à rien, si l'on ne s'y prête pas. Que vous enseignerait-elle, si vous lui résistez ? Aussi, ne comptons pas trop sur ses vertus curatives : agiront-elles sur certains cerveaux ? Du reste, avaient-ils manqué jusqu'alors de toute occasion de s'instruire ? On dirait vraiment que c'est la première expérience que nous faisons de l'Allemagne... Si encore nos bons utopistes n'étaient que vulgaires ignorants ! mais ils se donnaient eux-mêmes pour des sages, détenant la logique de l'Histoire en leur philosophie. Nous sommes obligés de conclure que cette prétendue sagesse, qui ne fut jamais très accessible à la leçon des événements, aura quelque peine à se corriger sur le tard. Il y a des articles de

foi qui défient l'aveuglante vérité... Entendons-nous bien : je ne veux pas dire que toutes les dupes d'hier nient effrontément les faits constatés, l'agression allemande et les inoubliables « méthodes » du grand État-Major de la « Kultur », donc, la longue, très longue préméditation avant le crime. Non, cela ne se nie plus en bonne compagnie ; et même, presque tous les pacifistes qui tiennent à leur réputation de probité intellectuelle nous ont gémi l'aveu de leurs déceptions. Toutefois, sans se refuser à entendre la vérité criante, il existe une autre manière plus subtile de s'obstiner : et c'est de dire qu'on a pu se tromper avant la guerre par excès de confiance généreuse envers l'ennemi, mais qu'après tout il n'était pas d'erreur plus honorable pour la France, et qu'on ne saurait mieux l'honorer qu'en continuant. Voilà une façon fort cavalière de s'absoudre, aux frais du pays qui paye chaque fois très cher ce genre de fantaisies. Chez nous on n'aime pas avoir tort : plutôt que de l'avouer, on préfère soutenir son erreur au prix de sa vie... ou de celle des autres. Et surtout l'on tient

beaucoup à une certaine espèce d'imprévoyance qui passe pour le trait distinctif de l'idéalisme français.

Qu'on cherche à se disculper, cela n'est que bien humain : la faute, ici, serait trop lourde à porter. Pourtant, qu'on ne pousse pas la complaisance envers soi jusqu'à recommander pour l'avenir la même légèreté qui a failli nous perdre ! Craignons ces réhabilitations personnelles qui tournent à l'envi de recommencer. L'intérêt devrait nous conseiller plus de discrétion, à défaut du remords ou d'une élémentaire pudeur : autant il serait décent de reconnaître simplement ses erreurs, autant il y aurait cynisme — ou inconscience — à se flatter de les avoir commises. A l'heure actuelle, tout étalage de réminiscences pacifistes — avec une douce émotion rétrospective pour le « rêve brisé » — a quelque chose de choquant. Ce n'est pas le moment de s'attendrir sur sa propre germanophilie d'avant-guerre : trop d'hommes en sont morts.

Quand je songe à ces milliers de victimes de quelques idées fausses, je m'étonne de la satisfaction avec laquelle on se décerne

encore, pour le passé, des brevets de parfait internationalisme : comme s'il était indispensable pour la gloire idéale de la France, que l'Allemagne nous eût attaqués à l'improviste, que sa soldatesque enivrée par le succès de l'invasion se mît à assassiner, piller, pressurer des populations innocentes, et que la guerre de libération durât des années. Peuvent-ils garder une conscience si légère, ceux-là surtout qui récemment, hâtifs voyageurs en mission officieuse, ou cherchant matière pour le livre à effet, parcouraient bruyamment l'Allemagne, la main tendue et le verbe sonore, prenant des interviews « en toute confiance » auprès des plus fameux penseurs libéraux, qui se prêtaient avec une lourde joie à ce bon divertissement ? On sentait chez nos enquêteurs empressés un si sincère désir de cordialité, une volonté si évidente de « s'entendre », de reconnaître sans arrière-pensée — eux les héritiers de l'ancienne « grande nation » — la force colossale de la nation neuve, pourvu que celle-ci leur laissât la paix ; oui, il y avait dans cette prévenance, issue d'une vague crainte, un

hommage si ingénu et un tel encouragement, que le parvenu allemand à l'appétit féroce se sentait devenir presque aimable, et répondait de son plus large sourire à tant de « gentillesse française ». Parfois même, s'épanouissant de bonhomie familière, et mis en verve, il avouait au visiteur, d'un ton jovial, combien la gigantesque Allemagne écrasait d'avance, de toute sa population, de toute son industrie, de toute sa Science, notre France épuisée « qui avait fait son temps dans le monde » ; bref, qu'il valait mieux, pour celle-ci, renoncer à une lutte inhumaine et se soumettre — ou, si elle craignait le mot — se mettre d'accord avec le « bon Allemand » pacifique mais armé jusqu'aux dents... Là-dessus, l'honnête visiteur de discuter, d'espérer convaincre, de défendre l'impérissable génie de la France ; et il sortait de là, toujours content de lui, convaincu d'avoir aidé à « quelque chose de grand » par un franc échange de vues idéales sur l'avenir. Pauvre innocent voyageur, messager d'entente humanitaire, tu te flattes aujourd'hui de n'avoir jamais « pensé à mal », non, jamais, alors même que le barbare en

face de toi, élargissant son sourire à te voir si candide, supputait avec attendrissement le profit qu'il pourrait retirer de ta visite courtoise. Et telle est ta mansuétude que maintenant encore, vis-à-vis de l'ogre jovial dont la poignée de main s'est transformée en furieuse étreinte, tu trouves que « la haine est chose lourde à porter »...

Si au moins tu t'abstenais de le lui laisser voir ; si au moins, incorrigible tête légère, tu ne lui faisais pas ce plaisir de regretter à haute voix l'imaginaire amitié défunte, et d'accuser — comme pour t'excuser toi-même — la « guerre barbare » qui t'a « changé » tes Allemands paisibles des « franches » causeries d'autrefois ; si tu avais le bon sens de dérober à l'ennemi le spectacle de tes angoisses, de tes scrupules, de tout ce qui retient ton bras à l'instant des représailles, de tout ce qui trouble, agite, fait hésiter ton cœur humanitaire, et l'amollit d'une bonté crédule : ah ! je le sais bien, si tu forçais à ce point ta nature, tu ne te croirais plus Français... Et lui non plus, ton ennemi, il ne reconnaîtrait pas « le gentil Français» des beaux jours d'avant-guerre

— mais en revanche il se prendrait de nouveau à te respecter. Il s'y est déjà remis, à vrai dire, depuis qu'au lieu de te trouver sans défense il s'est heurté à ton courage, à tes alliances, à tes baïonnettes et à tes canons. Vois : il montre moins d'arrogance, il entrerait volontiers « en conversation », et peu s'en faut qu'il ne parle ton langage, qu'il ne s'attendrisse avec toi sur l'horrible guerre. Non, « il ne l'a pas voulue » ; il en jurerait, maintenant qu'il n'est pas bien sûr d'être le plus fort. Ne fut-il pas toujours pour l'humanité, la fraternité évangélique, et pour la paix qui donne la richesse aux peuples ? Oh ! cette guerre mauvaise, de quelles ruines, de quelles privations elle l'accable, après tant d'espoirs d'une riche curée ! Oui, sincèrement, il souhaiterait de redevenir ton « frère », ce soldat d'Allemagne qui te voit si bien armé devant lui, et si riche encore... et, malgré ta force, si généreux tout de même : comment ne se sentirait-il pas pénétré d'une estime nouvelle envers cette douce France où les prisonniers mangent à leur faim ? Il pleurerait d'amitié pour toi, « camarade français », lui surtout

l'Allemand du petit peuple, l'ouvrier, l'humble bourgeois, qui désarmé ne serait plus qu'un « pauvre homme » dans l'univers...

Certes, pas d'injures à son égard, pas d'excès inutiles ! seulement une volonté constante, affermie par l'épreuve inoubliable : c'est le moyen de le tenir en respect. Mais lasse-toi par mégarde, suis le penchant de ton âme généreuse et encline à toutes les indulgences, fais « confiance » au peuple d'Allemagne — comme tu te plais à dire —, ne le surveille plus, convie-le à l'Égalité débonnaire de ta République humaine idéale : alors, relevant la tête pour insulter à ce qu'il appelle faiblesse, il pensera que tu retombes en décadence, et se rira de toi comme par le passé. Tu ne lui feras pas respecter ainsi la civilisation pour laquelle tu as souffert ; et, d'un cœur léger, tu prépareras à ton pays de nouvelles douleurs.

FIN

TABLE DES MATIÈRES

LIBRAIRES-ÉDITEURS, PERRIN ET Cie, 35, QUAI DES GRANDS-AUGUSTINS, PARIS—3317-17

Lote, Rene.
Les lecons
intellectuelles de la
guerre

Paris. — Imp. E. CAPIOMONT et Cie, rue de Seine, 57.